T. XXXVIII. N° 10. *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Aout 1929

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

La Fronde

L'or.

Il y a des terres sous lesquelles dort une nappe d'eau. Ou parfois, c'est une rivière souterraine qui roule, profondément enfouie. Qu'il pleuve sans mesure, et voici que l'eau monte soudain, les caves des maisons sont inondées. Dans les prairies, l'herbe se change en marécage ; aux jardins, des sources percent au milieu des allées. En cas de sécheresse extrême, au contraire, et pour peu que tarisse l'eau mystérieuse, on verra se dessécher de bons pâturages, dépérir des champs, souffrir tout un coin de pays.

L'histoire des hommes est pareille à ces terres dangereuses ; elle repose sur une secrète nappe d'or, mouvante et glissante comme l'eau. Que l'or s'épuise ici ou déborde là, et les États rongés en dessous s'effondrent soudain, risquent de s'en aller à la dérive.

Il est à peine concevable qu'un écrivain entreprenne la moindre étude d'une période quelconque de l'histoire, s'il n'en connaît parfaitement l'activité financière, celle de l'État comme celle des particuliers. Aussitôt que des humains se voient clairement ruinés, ils se dégoûtent de tous les régimes. Si le gouvernement de Louis XVI n'eût fait faillite, rien ne dit que la Révolution aurait duré en France,

ni qu'elle s'y fût si terriblement épanouie : les effusions de Jean-Jacques, les conclusions des Encyclopédistes, la rouerie même des démagogues n'eussent pu empêcher le peuple de revenir à ce roi dont il avait l'habitude. Mais la déroute financière avait découronné le souverain.

Sans la débâcle des assignats, le Directoire se fût sans doute transformé tranquillement, et le général Bonaparte n'eût pas trouvé l'occasion d'un coup d'État, qu'il n'exécuta du reste qu'avec l'appui des banquiers. C'est le désastre financier qui a si promptement usé la ruée de 1848 et l'anarchie qui s'ensuivit, etc... Hier encore, en 1927, quand la France comprit que son franc n'allait plus rien valoir du tout, comme elle a vite renversé ce Cartel qu'elle avait cru aimer !

L'or joue donc le rôle du diable, penserait un poète : il s'amuse à jeter bas les grandes nations. Écrivons plus paisiblement que, pareil à la déesse Némésis, il arrête tout dès que les peuples ou leurs chefs deviennent trop mauvais financiers.

En tous cas, l'or défend qu'on l'oublie, ou bien il se venge. Richelieu lui-même ne s'était point assez soucié de la fortune de l'État : ses successeurs en ont pâti. Jamais, à aucun instant, un historien ne saurait se permettre de négliger la palpitation financière du pays dont il traite : ce serait comme si un médecin ne prenait pas la température de son malade.

Rien, malheureusement, n'est si difficile pour l'historien que de surveiller le vagabondage ou le sommeil de l'or dans une contrée au dix-septième siècle.

Au temps de Louis XIII, il n'y avait point de valeurs de Bourse, dont on peut sans trop de peine noter aujourd'hui la danse de Saint-Gui. Nombre de fortunes se terraient au fond des tiroirs : seuls les immeubles et autres biens au soleil nous seraient connus par les pièces d'archives, si on les pouvait toutes voir, et si elles étaient au complet.

Les impôts, ceux que levait le roi, ceux des seigneurs, ceux des abbayes?... Mais à peine savons-nous comment on les percevait, ici presque régulièrement, là avec des difficultés inouïes, par crises, pour ainsi dire, et le plus souvent fort mal, sinon pas du tout. Et passe encore pour les impôts du roi : mais les droits féodaux ! Si, en 1789, on relevait encore 70 000 fiefs en France, combien n'en faut-il pas

compter en 1640? Or, qui dit que la méthode de perception se trouvait la même et la rigueur égale dans un marquisat situé près des Alpes ou un duché placé vers l'Océan? De tout cela, il faut l'avouer, nous ignorons à peu près tout : ce serait un monde à saisir.

La valeur elle-même de l'or nous échappe en partie. Des savants ont cru la fixer, et nous pensons ne plus guère nous tromper touchant l'équivalence d'une livre, d'un écu ou d'un sou du temps de Louis XIII en monnaie d'à présent. Cependant, une pièce d'or était alors si rare, et resplendissait de telle sorte aux yeux des petites gens, que même un de nos beaux louis d'avant-guerre ne nous laisserait pas si émus quand nous le retrouverions par hasard aujourd'hui dans la rainure d'un parquet. Une pièce d'or dans la main d'un croquant? ...Mais qui voulait la prendre devait couper le poing.

Si l'on veut bien observer que la vie des champs était celle de la grande majorité des Français — puisqu'en somme les citadins et artisans se trouvaient relativement en petit nombre — et si l'on songe à l'état de guerre intermittent, qui changeait de belles régions en désert, on comprendra que les impôts, dont on a d'ailleurs beaucoup exagéré le poids, n'apportaient pas grand'chose aux mains du roi. Et avec quelle irrégularité ! Imagine-t-on comment les commis étaient reçus au bourg et au village, lorsqu'ils venaient réclamer la part de l'État? Et s'ils volaient, en outre? On suppose bien qu'ils ne s'en privaient point : ce n'était pas difficile, les chemins prêtaient aux surprises, les chiffres se lisaient mal sur les grimoires, les bureaux s'emplissaient de complices vendant leurs âmes pour trois ducats.

En résumé, il est presque impossible de se faire une idée un peu claire des finances du royaume, en ce temps-là. A peine si l'on connaît quelques-unes des causes principales d'enrichissement ou de désastre, telles que guerres, gains ou pertes de marchés nouveaux, dettes du roi, etc. Mais tout le détail échappe, aussitôt qu'on ne s'en tient plus à un très petit coin du pays.

Les ministres du roi eux-mêmes durent avoir bien du mal à ne pas perdre la tête quand ils cherchaient à se retrouver parmi les comptes de l'État. Comment le plus honnête ne se fût-il pas dit, plus d'une fois, consterné, découragé : « Tant pis ! nous voilà en pleine folie, et la caisse est vide. Ven-

dons quelque chose, empruntons, créons un impôt. On verra bien... »

On voyait, en effet. On voyait éclater la Fronde, par exemple.

Nous allons tenter le portrait d'un homme merveilleusement séduisant, et qui fut haï, par conséquent, avec une violence non pareille ; d'un homme souple et têtu jusqu'au miracle, intelligent jusqu'au génie ; d'un homme qui a détourné un essai de révolution, et triomphé de deux abominables guerres civiles, déjoué vingt conspirations, enduré l'exil, l'exécration publique et, à la longue, sauvé l'État ; d'un homme qui mourut enfin chargé de gloire, après avoir signé deux des plus beaux traités de notre histoire, en laissant aux mains de Louis XIV un pays redouté de toute l'Europe.

Seulement, au début de son « ministériat », cet homme extraordinaire s'est noyé dans les inextricables difficultés financières du royaume. Les comptes — et quels comptes ! — n'étaient pas son fait : il s'en lassait vite, et s'en remettait à des subordonnés qui d'abord ne furent point des Colbert, mais des Particelli d'Emery.

Bref, les finances, négligées par Mazarin, ont failli le renverser : car la Fronde a commencé par des questions d'impôts. La fortune publique s'est vengée du cardinal qui n'y songeait pas assez. Telle fut sa seule et malheureuse faiblesse : encore jeune ministre, il aura laissé tarir ici, déborder ailleurs la nappe d'or souterraine.

La fièvre.

Dès le jour même (14 mai 1643) que mourut le roi Louis XIII, cinq mois après Richelieu, la France eut un terrible accès de fièvre. Ce n'est pas ici une figure de rhétorique. La France se trouva réellement malade, à la manière d'une personne humaine en chair et en os, et l'on en voit très bien la cause : elle n'en pouvait plus, en effet, elle était trop fatiguée, le cardinal de Richelieu l'avait surmenée.

Notre nation a toujours été la même : elle ne saurait, sans dégoût ni malaise, demeurer fort longtemps dans un état de tension et de discipline : il lui en coûte trop. Or, Richelieu avait fait de la très grande politique : et tout le pays,

tout le peuple avaient été les pions qu'il poussa sur l'échiquier pour la réussite de magnifiques entreprises. Hélas, elles avaient exigé bien des années d'une rude constance, ces entreprises : aussi avaient-elles paru très dures à nos pères qui, hormis quelques intelligences extrêmement hautes, n'avaient que très confusément aperçu les intentions du grand cardinal. On ne s'en étonnera point : aujourd'hui même, alors que nous avons à notre disposition toutes sortes de journaux et de revues, avec leurs agences Havas, avec leurs informateurs, enquêteurs, commentateurs professionnels et autres vastes génies qui comprennent tout, savent tout et expliquent tout, combien n'y a-t-il pas encore de bonnes gens qui n'arrivent pas toujours à saisir les raisons de notre quai d'Orsay, par exemple? En dépit d'une documentation perpétuelle et infatigable, plus d'un parmi nos contemporains ne parvient à entendre mot ni à la politique mondiale, ni même à l'européenne, ni seulement à la nationale : encore heureux si ces citoyens distraits ou occupés s'élèvent sans trop de peine jusqu'à la politique du chef-lieu de canton.

Que l'on juge après cela si les contemporains de Richelieu, l'un poussant sa charrue, l'autre vendant son drap, allaient concevoir aisément la nécessité d'abaisser la maison d'Autriche, de détruire le particularisme protestant ou d'éteindre à jamais l'esprit féodal!... En attendant, ils avaient payé et repayé l'impôt, guerroyé dans la neige des Alpes ou les brumes d'Allemagne, tenu la tranchée sous La Rochelle pendant que leur champ se couvrait d'orties. Ils avaient craint les gens du roi, la prison et le bourreau, les mousquetaires, les percepteurs, voire les espions et jusqu'à l'ombre même du terrible pouvoir central : ils avaient obéi, toujours obéi, ils n'en pouvaient plus. L'obéissance a heureusement régné de temps à autre en notre pays, au cours de notre longue histoire : mais ce fut chaque fois beaucoup moins une vertu qu'une terreur ou un engourdissement favorable.

Et que penser de ces innombrables seigneurs, naguère encore rapaces de haut vol, et à présent forcés d'obéir, eux aussi, de se soumettre sans conditions depuis tant de mois? Ceux-là, entre tous, rongeaient leur frein, et vivaient sur leurs nerfs, comme on dit. Il y avait quinze ou vingt ans que leur rage couvait.

Dès que la nation, populace et princes, clercs et bourgeois, sut que le cardinal était mort enfin, et le souverain presque aussitôt après ; dès qu'elle vit à sa tête un petit roi de quatre ans, une reine qui n'était pas vieille, qu'on avait connue sensible, amoureuse, malheureuse, vraiment femme enfin, et que des conseillers peu redoutés entouraient, par exemple, un duc d'Orléans, toujours en révolte et compromis sous le règne passé, un sous-ministre sans éclat, Chavigny, un Italien bellâtre, Mazarin, petit cardinal de chancellerie, écrivailleur de bureau, qui souriait toujours et rendait les saluts avec des compliments mal prononcés ; bref, quand la pauvre nation, si fatiguée, sentit soudain que l'ère de la terreur venait de passer, une espèce de joie folle, l'ivresse de la délivrance et de l'indiscipline se sont emparées d'elle. C'est le mot juste, elle eut un immense accès de fièvre, et caractérisé, et qui dura longtemps.

Tout d'abord, comme nous l'avons dit, une excitation anormale, maladive, une vraie frénésie de bonheur. Il y avait tant d'années qu'on souffrait, comprimé par une main de fer ! Tout à coup, voilà que la reine laisse tout faire, accorde tout. Ignorant jusqu'aux lois du royaume qu'elle allait gouverner, totalement inexpérimentée et nouvelle aux affaires, quiconque lui demande quoi que ce soit, l'obtient. A Mme de Beauvais, sa première femme de chambre, elle donne le droit de bâtir dans la place Royale ; à une autre, elle prétendait faire présent de cinq grosses fermes royales, pensant octroyer là quelques vagues bâtiments rustiques : « Et de quoi vivrez-vous? » lui dirent en riant ceux qui l'entouraient. Elle se mit à rire aussi. Tout le monde riait. Saint-Evremond écrivait plus tard à sa vieille amie Ninon de Lenclos :

J'ai vu le temps de la bonne Régence,
Temps où régnait une heureuse abondance,
Temps où la ville aussi bien que la cour
Ne respiraient que les jeux de l'amour.

Une politique indulgente
De notre nature innocente
Favorisait tous les désirs :
Tout goût paraissait légitime,
La douce erreur ne s'appelait point crime,
Les vices délicats se nommaient des plaisirs.

Que de félicité, quelle satisfaction publique et privée !

Mais on doit se rappeler la phrase célèbre qu'un mauvais plaisant attribuait à un médecin plein de sagesse : « La santé est un état transitoire et suspect, qui ne présage rien de bon. » On ne verra peut-être là qu'une boutade. En histoire, cependant, c'est pure vérité que de dire : « Le bonheur évident et constaté, pour un peuple, n'est qu'un état transitoire et suspect, qui ne présage rien de bon. » Dieu ne nous a point destinés à la béatitude sociale : les peuples trop heureux sont généralement à la veille d'une catastrophe. L'ivresse des premiers mois, lors de la « bonne Régence », fut exactement comparable à ces périodes d'excitation folle qui précèdent les pires maladies.

D'autres poisons, d'ailleurs, d'autres microbes plus que dangereux, entendez mortels, s'étaient répandus et rapidement propagés en France. On ne les connaît que trop chez nous, ces pestes-là, à savoir l'envie de régner à son tour, la certitude d'en savoir autant que quiconque, notamment que les ministres les plus expérimentés ; le besoin de faire la leçon au gouvernement ; la folie de la compétence et le dégoût de voir un maître, ou moins encore, un seul homme au-dessus de soi ; le plaisir de prononcer des discours de blâme, l'ivresse de morigéner, d'abaisser le chef, de s'égaler à lui ; toute la jactance enfin, avec toute la superbe, sans oublier toute l'ignoble envie révolutionnaire. Non seulement la nation entière avait trop obéi sous Richelieu : mais une partie de la nation prétendait maintenant faire obéir autrui, réduire l'autorité royale, bientôt la confisquer, s'en emparer.

Aussi bien faut-il avouer que jamais l'occasion de tomber dans la chère indiscipline et la savoureuse révolte n'avait paru si belle : le roi en bas âge, un méchant diplomate italien aux affaires, ce Mazzarini, légué par Richelieu et le feu roi ; un premier prince du sang, Gaston d'Orléans, que l'on savait d'une lâcheté vraiment prodigieuse, et sur lequel tous les anciens conspirateurs du royaume se supposaient des droits, des sortes d'hypothèques morales... Pas un jeune prince, en outre, qui ne se dît : « Avec la reine, mon jour viendra : et alors !... » On se rappelait Buckingham, et la passion, prétendue réciproque, qui avait uni Anne d'Autriche à lui. Certains parlaient même d'une liaison intime, secrète. On n'ajoutait foi à cette histoire, il est vrai, que si

l'on était fort béjaune et tout à fait nouveau à la cour : car les personnes raisonnables n'ignoraient point que la moindre aventure était matériellement impossible pour une reine de France, vivant en public, et dont tous les gestes étaient surveillés par une nuée de courtisans, de malveillants, de jaloux.

Toutefois la légende des coupables amours de Buckingham et d'Anne d'Autriche enchantait les âmes en ce premier dix-septième siècle, la plus follement romanesque de toutes les époques : et puis, c'était aussi une belle et bonne calomnie, donc on y tenait comme à sa vie. Le plus mince dameret tortillait ses boucles, et récitait devant les dames des épigrammes venimeuses sur la reine éprise du bel Anglais. De là, jusqu'à penser : « Elle n'est pas insensible, on peut lui plaire, » il n'y avait qu'un pas. Le jeune et avantageux duc de Beaufort, ce maître sot, avait tout de suite supputé cela. Ses succès de la rue l'emplissaient de la plus riante vanité : et il était petit-fils d'Henri IV, en outre, un Vendôme enfin. Il se jeta le premier dans la turbulence, avec autant de délice qu'un nageur dans la rivière en temps de canicule.

Convenons du reste que le caractère de la reine devait dérouter les esprits superficiels ou distraits. Non pas qu'il présentât maints détours et retours : rien de moins compliqué, au contraire, que l'âme de cette souveraine. Seulement, voilà, c'était bien une des plus honnêtes personnes de son temps, et il n'y a pas d'êtres qui semblent plus insondables que les honnêtes gens, car autrui ne veut jamais croire à leur honnêteté, cherche ailleurs des explications mystérieuses à leur conduite, ne les trouve pas, finalement embrouille tout. Qu'on lise donc, si l'on s'en veut convaincre, le portrait amphigourique qu'a tracé d'Anne d'Autriche le cardinal de Retz (1) : voilà bien des traits et des nuances en vain. C'est un portrait pour amuser la marquise de Rambouillet et sa Chambre bleue.

Outre l'honnêteté foncière de sa nature, joignez que la reine avait quarante-trois ans, et que si plusieurs jeunes seigneurs l'avaient aimée de loin (La Rochefoucauld?) non

(1) « La reine avait... plus d'aigreur que de hauteur, plus de bonheur que que de grandeur, plus de manière que de fond, plus d'inapplication à l'argent que de libéralité, plus de libéralité que d'intérêt, plus d'intérêt que de désintéressement, etc... »

sans une grande débauche d'imagination, personne du moins ne l'avait encore aimée de près, choyée, caressée. Le roi Louis XIII? Laissons ce maniaque et morne époux, si ennuyeux, si peu fait pour les dames, et qui du reste tenait, on ne sait trop pourquoi, sa femme en exécration. Ce fut bien par miracle qu'il parvint, après vingt-trois ans de mariage, à lui faire deux petits garçons. Richelieu, dit-on, fut épris de la souveraine? Et pourquoi, mon Dieu? Ce ministre terrible, ce barbon, ce prêtre, allait-il plaire à cette gamine, qui était alors toute jeune, et très pieuse par surcroît? On sait les suites, pour elle affreuses, de ce triste amour de tête, dont même il est permis de douter.

Bref, à quarante-trois ans, Anne d'Autriche, encore belle, heureuse et libre pour la première fois de sa vie, florissante et épanouie, et douée d'une santé magnifique, avait bien besoin d'être embrassée, s'il faut tout dire ; d'autant plus que, pareille à tant d'autres honnêtes femmes, elle se trouvait pour ainsi dire toute neuve, quoique mère de deux enfants, conçus mélancoliquement du plus triste des maris, et comme virginale quant à la tendresse, la vraie tendresse qui ne se dissipe pas en vers et en chansons. Ce fut d'une passion sereine et profonde qu'elle adora le beau cardinal Mazarin, qui, lui, n'était pas prêtre, au moins, et que l'on pouvait approcher sans sacrilège : nous reviendrons sur les conditions dans lesquelles naquit et se développa cet immense amour... Mettons qu'après la mort de Louis XIII, la régente eut la fièvre, elle aussi, comme tout le peuple français : mais, chez elle, ce fut une fièvre de félicité, en quelque sorte.

Immense fut son amour envers Mazarin, disions-nous. Certes, et fidèle incomparablement, courageusement, opiniâtrément fidèle, en dépit de tout et de tous, et jusqu'à l'héroïsme ou peu s'en faut. Même quand cet homme d'État se vit universellement incompris, haï et persécuté en France, même lorsque son seul nom faisait jaillir les épées hors des fourreaux et déchaînait les plus triviales injures, même au moment qu'il s'est trouvé mis hors la loi et jeté au delà du royaume, la reine ne lui ôta jamais sa confiance, et correspondit avec lui, et lui demanda des conseils qu'elle suivit à la lettre, et ne cessa de lui prodiguer les plus émouvantes marques d'estime et de foi. Mazarin lui écrivait : « Faites ceci, dites cela, feignez tel sentiment dans telle

intention, persuadez Untel pour telle raison... » et scrupuleusement Anne d'Autriche faisait, disait, feignait, persuadait. A aucune minute de sa vie elle ne l'a trahi, ni politiquement, ni autrement : on n'a jamais parlé de quelque prétendant qui, depuis 1643, eût seulement osé lever les yeux sur la reine. Un seul homme, Jarzé, s'y risqua une fois, sur l'ordre du prince de Condé : l'insolent fut rabroué de telle sorte qu'il s'enfuit, penaud et terrifié. Ajoutons que Mazarin ne l'a point cédé à la reine sur ce point : ni les mémoires, ni les pamphlets mêmes ne signalent autour de lui les dentelles ou l'ombre bleue d'une autre femme qu'Anne d'Autriche. Il n'eût pourtant tenu qu'à lui, s'il l'avait voulu : un ministre tout-puissant !... Cette union parfaite dura plus de quinze années — et quelles années ! C'est un des amours exemplaires de l'histoire de France.

Nous croyons qu'il fut sans péché. On sait que le cardinalat est une dignité de l'Église, et non pas un grade dans la prêtrise. Quelques grands personnages reçurent jadis la pourpre sans pourtant avoir été ordonnés prêtres : le cardinal-infant d'Espagne, par exemple, frère du roi d'Espagne et de la reine Anne d'Autriche, capitaine général en Flandre, pour ne citer que celui-là, qui vécut à la même époque. De même Mazarin avait-il été fait cardinal par le pape — à la demande de Richelieu — en récompense de nombreux et importants services diplomatiques rendus au Saint-Siège et à la France avant la mort de Louis XIII : cependant il n'était nullement entré dans les ordres. « Il est indubitable, dit son biographe contemporain Aubery, que le cardinal Mazarin, le cardinal de Savoie, le cardinal-infant et quantité d'autres n'ont jamais été ordonnés diacres. » L'abbé de Laffemas envoie, en 1649, au premier ministre une épître en vers, où l'on peut lire :

Quoique ne soyez in sacris,
N'ayant ordres donné ni pris...

En 1651, enfin, c'est Mazarin lui-même qui écrit de Brühl, près de Cologne, où il vit réfugié, à l'un de ses amis. Elpinio Benedetti : « Je désirerais savoir si (à Rome), dans le cas où je prendrais les ordres sacrés, j'aurais le droit de vote dans le conclave... » Il est difficile de se montrer plus explicite.

N'ayant donc point prononcé les vœux de prêtrise, le

cardinal Mazarin pouvait se marier, s'il lui plaisait, et nous pensons qu'il s'est uni secrètement à la reine Anne d'Autriche. Nous ne le saurons sans doute jamais positivement : qui dit mariage secret, dit aussi qu'il n'y eut ni témoins, ni papiers faisant foi de ces noces cachées. Comme il arrive également quant à l'union probable, mais demeurée mystérieuse, de Lauzun et de la Grande Mademoiselle, les historiens se trouvent ici réduits aux hypothèses : les raisons psychologiques ont alors toute leur force. Voilà pourquoi, vu la piété profonde et ardente d'Anne d'Autriche, nous demeurons persuadés, jusqu'à preuve du contraire, que la reine finit par épouser morganatiquement son Mazarin, l'ami, le conseiller, le compagnon de tous ses instants. Nous l'avons dit, la reine était une très honnête femme.

Honnête, pieuse et paisible, quand toutefois la colère ne la jetait point hors de ses gonds : car ce fut son principal péché que des colères folles, la paresse ne venant qu'en second. La vie quotidienne d'Anne d'Autriche, que nous décrit la fidèle Mme de Motteville, sa dame d'honneur et son amie, n'est point celle d'une femme agitée. Elle s'éveillait sereinement à 10 heures du matin, faisait ses dévotions, sa toilette. C'était un plaisir que de la voir peigner ses magnifiques cheveux blonds, paraît-il, tant elle avait de jolies mains, et adroites. Elle ne mettait plus de fard depuis son veuvage, par convenance royale, et s'habillait sans mièvreries coquettes, mais « très proprement », avec un luxe tranquille. Son appétit était solide et régulier, elle faisait honneur à ses repas : aussi la voyait-on bien en chair, et plus plantureuse que svelte ; un peu moins grande, elle eût peut-être semblé lourde. Du reste, elle se soignait avec la plus scrupuleuse attention, n'entendant point du tout tomber malade : de temps à autre, dès qu'elle se sentait fatiguée, elle gardait la chambre, et se mettait au lit pour se mieux reposer. Ce fut là qu'on lui annonça, en 1644, l'une des premières délégations du Parlement, qui venait lui présenter des remontrances. La reine n'aimait point cela : « Dites-leur que je ne reçois pas, s'écria-t-elle indignée, que j'ai pris médecine et que je suis au lit. » Dans ses fureurs, on voyait étinceler ses yeux, fort vivants et pleins d'expression. Ne fût le nez qu'elle avait gros, Anne d'Autriche était belle, en somme, et devait surtout passer pour

telle. On sait qu'une reine a droit à cet adjectif aussitôt qu'elle n'est pas laide : à plus forte raison quand elle a beaucoup d'agrément, comme il arrive ici.

Il est très difficile de se représenter la vie du dix-septième siècle. On a tendance à la voir comme au théâtre, où tout se montre invariablement propre, noble et brillant ; ou bien on en fait une espèce de pourriture, ainsi que le veulent les pamphlets jacobins. La vérité se trouve en dehors de ces deux images d'Épinal. Rien n'était vraiment harmonieux à ce moment-là : il y avait partout des contradictions, du meilleur et du pire. Un tableau familier montrera bien comment s'unissaient à la fois, par exemple, l'étiquette de cour et le pire sans-façon. Le souper des dames d'Anne d'Autriche avait lieu très protocolairement après celui de Sa Majesté, vers 11 heures et demie du soir. Cependant elles mangeaient les restes de la reine sur un coin de table, dans un cabinet attenant à la chambre royale, en usant simplement, non pas même d'une nappe, mais d'une vulgaire serviette de toilette appartenant à la souveraine : une serviette qui se trouvait là, notez-le, une serviette pas fraîche.

On trouvait chez la reine des contrastes semblables. Avec sa simple et violente candeur, celle qui devait mener la France appelait les messieurs du Parlement « cette canaille », sans plus d'ambages, et croyait très sincèrement porter là un jugement complet et sans appel. Quant aux individus, il en allait de même en sa cervelle : on se demandait avec inquiétude si elle ne mettait pas « quelque égalité entre les gens d'esprit et les sots ». On se trompait jusqu'à un certain point : mais elle avait tant de négligence, de nonchalance, tranchons le mot, de paresse ! Ses lectures avaient été petites, elle n'entendait pas grand'chose aux lettres ni aux sciences, suppléant à cela par de l'expérience et la connaissance du temps présent — depuis si longtemps qu'elle vivait autour du trône, parmi les longs desseins, les combinaisons et les intrigues politiques ou autres !

En revanche, et par une belle antithèse, cette personne tranquille et sans malice avait d'admirables parties de reine : le courage, d'abord, le merveilleux courage de ceux qui n'aperçoivent pas le danger. Une noblesse d'âme, naturelle sans doute, mais en outre portée à sa perfection par une piété très sincère, comme par une prédilection extrême

— partagée par toute la société en 1650 — pour les héros surhumains de Corneille et des romans inspirés de *l'Astrée*. Grelottant de fièvre, en voyage, Anne d'Autriche allait toujours, chevauchait et défendait qu'on la soignât, même qu'on la plaignît : « Nous sommes en tout temps trop à notre aise, nous autres, » disait-elle. Ou encore, ayant appris qu'une fille avait été rudement jetée au cachot pour avoir chanté dans les rues de mauvaises chansons contre la souveraine, Anne d'Autriche donna en secret l'ordre qu'on traitât doucement cette prisonnière, coupable seulement de l'avoir offensée : et si on lui eût parlé de cet acte de bonté, elle se fût fâchée.

Mais le jour qu'Anne d'Autriche se montra le plus reine, ce fut le 7 février 1651. En exécration aux deux tiers du royaume, Mazarin avait fini par se résoudre à s'en aller, à quitter le ministère et même la France : il venait de faire ses adieux à la reine, et rien n'indiquait que celle-ci dût jamais revoir cet homme qu'elle aimait de toute la force de son âme, cet homme qui était la paix et la grâce de sa vie ; la pauvre femme souffrait le martyre. Cependant, le lendemain du jour que son cher Mazarin l'avait quittée — à jamais, pensait-elle — il y avait cercle, le soir, à la cour : Sa Majesté recevait. Un discur de fariboles faisait le plaisant, comme à son habitude, et amusait les dames par ses sornettes et ses galanteries. Alors, la reine dit seulement tout bas à Mme de Motteville : « J'avoue que ce que dit cet homme me paraît plus ridicule qu'à l'ordinaire... » Et après un moment de rêverie : « Je voudrais qu'il fût toujours nuit... » Après quoi, elle releva les yeux, et, en belle et vraie souveraine, sourit à ses voisins.

Dommage que des rages de petite dame nerveuse soient venues trop souvent troubler cette dignité, cette admirable tenue. La voix d'Anne d'Autriche se changeait alors en un aigre fausset : c'était horrible, Dieu la punissait.

Encore une grâce qu'elle avait : elle aimait de tout son cœur ses deux petits garçons, le roi, qui avait quatre ans, et le bébé Monsieur, ou futur Monsieur. Elle ne s'occupait guère de leur éducation, selon l'usage des souveraines en ce temps-là, mais pour le reste, c'était une vraie « maman gâteau ». Aussi le petit roi l'adorait-il. A peine s'il avait connu son triste père, cet enfant. Un jour, un soir plutôt, au retour de quelque déplacement de chasse, et comme le

petit avait un ou deux ans, le roi Louis XIII voulut le prendre dans ses bras. Ces gestes de câlinerie n'étaient guère fréquents. Par malheur, très fatigué et prêt à se coucher, le roi s'était déjà coiffé de son bonnet de nuit : un vrai tromblon, avec des cornes et des rubans. Le malheureux Dauphin en eut une peur affreuse et se mit à pleurer, comme jadis Astyanax devant le casque de Patrocle. Au lieu pourtant de rire ou — à l'exemple de Patrocle — de retirer tout simplement son couvre-chef effrayant, le roi entra dans une colère épouvantable, dit à la reine consternée qu'il la reconnaissait bien là, qu'elle nourrissait son fils dans la haine du père légitime, etc. La chambre retentissait du courroux royal. Tels étaient les souvenirs filiaux de l'enfant Louis, s'il en avait.

Envers sa maman, au contraire, il n'était que tendresse, et celle-ci se montrait à tout propos. Une fois, le cardinal Mazarin avait conseillé à la reine de prendre garde à sa santé, vu qu'il ne lui trouvait pas trop bonne mine. « Bah ! fit Anne d'Autriche, mes affaires vont si mal en ce moment-ci que cela m'est bien égal de mourir... » Naturellement, il ne fallait pas prendre cela à la lettre : mais quand le petit roi, qui se trouvait là, entendit ces mots terribles, voilà qu'il se mit à fondre en larmes, et il fallut une heure pour le consoler.

Enfin, c'était un gentil petit garçon que Louis XIV. Qui n'aimerait sa grâce charmante en ce jour de 1645 où la régente, sa mère, tint à lui faire présider un très important lit de justice au Parlement. Le gamin avait six ans, et était encore « à la jaquette », écrit Mme de Motteville : entendez « en robe », ou l'équivalent. Il arriva, non pas à pied, non pas même tenu par la main, mais porté par son premier écuyer, qui l'installa sur le fauteuil royal, dominant les chevelures bouclées, les plumes et les dentelles des princes, ainsi que les bonnets de ces vénérables messieurs du Parlement. On fit un grand silence, au milieu duquel le courageux marmot regarda sa maman, rougit beaucoup, et prononça — peut-être en balbutiant, sûrement en zézayant à la manière des gosses — ces mots appris par cœur : « Messieurs, je suis venu ici pour vous parler de mes affaires : mon chancelier vous dira ma volonté. » Après quoi, il se tut, le pauvre enfant.

Pourquoi les Parisiens ont-ils consterné et terrifié la

jeunesse de ce gracieux bambin avec leur Fronde révolutionnaire? La foule aimait pourtant son petit roi, comme elle aima d'ailleurs presque tous ses souverains, jeunes ou vieux : mais, hélas, les orateurs du Parlement se trouvaient là, dévorés d'ambition, et qui prétendaient faire leurs affaires en jouant les « pères du peuple ».

Les princes, en tous cas, auraient dû se serrer fidèlement autour de l'enfant royal, eux les riches propriétaires, eux les maîtres de ces belles terres à blé, de ces vignes et de ces troupeaux que l'Europe nous enviait déjà. Mais pour ces sauvages vêtus de satin, il n'y avait pas d'histoire de France : il y avait la chasse, et c'est tout, chasse à l'argent, aux places, aux gouvernements. Ils forçaient à cors et à cris une dot, un archevêché, une amirauté, un maréchalat, puis, curée faite, n'étaient même pas repus. On sent la grandeur de Richelieu quand on pense qu'il avait maîtrisé ces bandes de loups.

Un organe malsain.

Il y avait en France, dès 1643, un organe malsain. Comme on dirait d'un homme : « Il souffre du cœur, ou de ses reins, ou de son foie, » on pouvait dire de notre pays : « Il souffre de son Parlement. » La maladie n'était sans doute point mortelle, et la preuve en est que Richelieu l'avait fort bien domptée, comme Louis XIV, ensuite, en viendra merveilleusement à bout : elle pouvait cependant devenir plus que dangereuse, et causer des crises terribles. La Fronde, par exemple, la première Fronde, surtout, fut une crise parlementaire aiguë.

Et sous quelle forme particulièrement se manifestait la maladie du Parlement? On peut répondre avec précision : sous la forme d'une hypertrophie. Nul n'ignore qu'on appelle ainsi le développement anormal d'un organe : devenu peu à peu énorme et encombrant, soit le cœur, soit le foie fonctionne mal, opprime les organes voisins. L'hypertrophie du Parlement, sous la régence d'Anne d'Autriche, faillit mettre à mal la France entière, bouleverser sa dynastie, peut-être son régime, puis la livrer à l'invasion, au partage. Ajoutons que cette hypertrophie est la maladie la plus habituelle de tous les Parlements du monde : non qu'ils n'en aient d'autres encore, mais celle-là est en quelque sorte

inévitable, et l'on pourrait presque, en certains cas, employer indifféremment les adjectifs « hypertrophique » et « parlementaire », de même qu'on écrirait, à peine par mégarde, « tyrannique » en pensant « communiste », ou réciproquement.

Toutefois, méfions-nous de ce mot « parlementaire », il a acquis aujourd'hui un sens qui ne saurait tout à fait convenir à ce qui concernait le Parlement du dix-huitième siècle. Notre Parlement, pareil à tous ceux de l'Europe, est composé de membres élus par la nation. Ces quatre derniers termes ne signifient en réalité pas grand'chose, puisque chacun sait par quels longs et pénibles efforts sont obtenus les suffrages des électeurs ; mais enfin ce sont ces derniers qui, plus ou moins éblouis, désaltérés ou enrichis, ont de leurs mains porté leurs bulletins dans l'urne. Et une fois en leurs Chambres et Sénats, les élus du peuple s'occupent de politique et de troubler l'État.

Or, le Parlement de Paris — qui était jadis le plus important du royaume — n'avait pas du tout pour mission de s'occuper de politique et de troubler l'État : sa fonction ne consistait qu'à rendre la justice, ni plus, ni moins. Ce qui, par malheur, gâta tout, ce fut la vénalité des charges judiciaires. En principe, le Parlement s'était donné, et on lui avait reconnu le droit d'élire ses membres : or, de là à fermer les yeux sur le fait que certains magistrats donnaient de l'argent pour obtenir telle ou telle charge, en un mot l'achetaient, puis à reconnaître ces membres comme acceptés, bref comme élus, il n'y avait pas loin. L'usage s'établit, toutes les charges furent bientôt achetées, et voire on se les achetait ou transmettait de père en fils, elles devenaient des sortes de fiefs héréditaires. Vainement des ordonnances (1413, 1453) et les États généraux de 1484 protestèrent-ils contre une telle coutume : rien n'y fit.

Bien pis : les rois, toujours à court d'argent, virent là le moyen d'en gagner ; ils vendirent eux-mêmes des charges, et quand il n'y en avait plus, ils en créaient de nouvelles afin de les céder à beaux deniers sonnants. Un très honnête homme et grand magistrat, le chancelier de l'Hospital, s'éleva contre cet abus (1562), demanda des garanties de capacité, même de moralité : peine perdue. Henri IV ayant finalement frappé d'un impôt (appelé la « Paulette ») cette vente des fonctions de justice, la régularité de ces opéra-

tions financières s'en trouva du coup consacrée et légalisée par l'État : les charges devenaient des propriétés, et même des propriétés de famille.

Résultat : une véritable caste se forma, celle de ces hauts messieurs du Parlement. Qu'on imagine ce que peut devenir dans l'État un groupe assez restreint de familles très importantes, très riches, possédant des biens et des terres au soleil, avec les titres de noblesse qui en dépendaient, et chacune de ces familles se voyant pourvues de la fonction — dûment acquise et transmissible — de juger autrui. Quel pouvoir immense, quel prestige ! C'est que, vu l'absence d'un code uniforme et grâce à toutes les chinoiseries des coutumes locales ou des usages de circonstance, c'était une affaire interminable que le moindre procès. Fussent-ils les plus intègres du monde — ce qui arrivait souvent : malgré tant de sarcasmes et injures contre les « chats-fourrés », la magistrature française avait assez bonne réputation, elle n'était pas malhonnête, sauf exceptions comme partout — il fallait aller voir les juges, tâcher de les amadouer, et les petites gens tremblaient. En outre, toutes les grandes familles parlementaires s'appuyaient les unes sur les autres, se tenaient, ne payaient guère plus d'impôts que la noblesse d'épée, formaient d'ailleurs elles-mêmes une noblesse de robe très caractérisée, fort estimée, infiniment plus instruite et plus intelligente que l'autre, de mœurs plus surveillées aussi : mais peut-être se trouvait-elle encore plus remplie d'orgueil. La superbe parlementaire était terrible, car elle reposait sur la certitude d'une valeur intellectuelle et morale. Il n'y a point de vanité sur terre, fût-elle sauvage, pour approcher de ce contentement-là.

Comment donc résister, quand on a l'âme ainsi tendue, au désir irrésistible d'admonester les plus puissants, notamment s'il arrive que ceux-ci gouvernent mal le pays, ou le paraissent mal gouverner?

On pouvait précisément relever parmi les attributions, ou mettons les privilèges parlementaires, un certain droit d'enregistrement et de remontrances. C'est-à-dire que, fort naturellement, le Parlement se devant à lui-même de connaître la loi qu'il était chargé de faire appliquer, il avait le devoir d'enregistrer officiellement celle-ci : et presque chaque devoir entraînant un droit, ce grand corps de l'État prit sur lui d'adresser au roi de « très humbles remontrances »

dès l'an 1462. En 1517, en 1566, nouvelles semonces à Sa Majesté : tant il y a que les États généraux de 1576 et 1588 reconnurent solennellement ce droit inquiétant de faire la leçon au gouvernement. Arme redoutable entre les mains d'un corps aussi homogène et aussi sûr d'avoir raison !... La seule défense du roi, c'était alors la faculté — très effrayante aussi — d'exiger l'enregistrement immédiat de la loi au cours d'un « lit de justice », dont l'apparat, la gravité et l'atmosphère d'orage intimidaient grandement le royaume, ou du moins Paris, noblesse, bourgeoisie et clergé réunis. Or, c'était beaucoup que Paris ; on comptait en France dix Parlements : celui de la capitale étendait sa juridiction sur la moitié du pays, les neuf autres se partageaient le reste.

Il n'en est pas moins vrai que par ce droit de « très humbles remontrances », le Parlement mordait sur le pouvoir royal et faisait ainsi de la démagogie, probablement sans le vouloir. En effet, c'était le plus souvent pour l'allégement des impôts qu'il avait à présenter des observations au souverain. La plèbe parisienne pensait alors : « Nos messieurs juges nous protègent, » non sans acclamer aussitôt ces généreux défenseurs du faible — et non sans oublier de même la morgue habituelle de ces magistrats rarement pitoyables, de ces magistrats pleins de doctrine et de vertu. Il suffisait seulement qu'ils eussent osé, en leurs robes rouges ou noires, affronter le roi, qu'ils lui eussent parlé sans l'approuver, et les voilà qui passaient pour des héros à l'antique, pour des « pères du peuple » : ce qui flattait beaucoup nos parlementaires du dix-huitième siècle, grands humanistes pour la plupart, pénétrés jusqu'aux moelles de Tite-Live et de Cicéron.

Il semblait d'ailleurs que les Français se fussent appliqués à jeter leur Parlement dans la politique : en 1593, on lui avait permis de rappeler très haut les « lois fondamentales du royaume », devant la carence manifeste des États généraux. En 1610, il proclamait la régence de Marie de Médicis avec l'assentiment, et l'on pourrait dire la complicité du duc d'Épernon. Sous Richelieu, le Parlement tenta de protester, de résister : mais le roi Louis XIII traita de haut en bas ces robins, et le cardinal menaça de les briser, nomma des commissions extraordinaires pour connaître à leur place des affaires politiques ; tout se calma rapidement.

En 1643, la fièvre de la délivrance aidant, ce fut au Parlement de Paris que la reine eut l'imprudente étourderie de soumettre l'annulation du testament de Louis XIII ; elle lui demandait en même temps, comme naguère Marie de Médicis, de désigner la régente qui devait prendre en main le royaume, autrement dit elle-même, Anne d'Autriche. Il n'y a pas jusqu'à Mazarin qui, peu après, très animé dans sa querelle avec le pape Innocent X, n'ait souffert que le Parlement se déclarât au sujet des exigences et empiétements du souverain pontife... Folie que de pousser ainsi la noblesse de robe, si orgueilleuse et qui s'estimait si capable, à l'ingérence dans les affaires de l'État !

En 1648, enfin, l'année que commença la Fronde, une stupéfiante nouvelle venait de se répandre en Europe : le roi Charles Ier d'Angleterre, qui depuis vingt ans luttait contre le Parlement de son pays, était emprisonné par ses sujets, et ceux-ci lui faisaient son procès. Moins d'un an après, on lui tranchait la tête, et la République anglaise était proclamée sous l'autorité de Cromwell. Voilà qui n'était pas de nature à ramener le Parlement français à ses justes limites. Eh quoi ! dans la contrée voisine une assemblée nommée Parlement, elle aussi, avait, ou prenait le pouvoir d'incarcérer le souverain, de le juger comme un simple particulier, et contribuait à changer la forme de l'État, quand ici la plus imposante réunion d'hommes éminents et instruits, connue pour sa popularité et son amour des malheureux, l'assemblée des « pères du peuple » enfin, devait se contenter d'un rôle toujours contesté et parfois ridiculisé de mentors sans importance et de discoureurs importuns?..

Du Parlement anglais au Parlement français, il y aura eu, au commencement du dix-septième siècle, comme une contagion de mégalomanie. L'idéal constitutionnel et démocratique était en marche, diront certains?... Mon Dieu, peut-être. Mais nous préférons la première formule : elle est plus psychologique et moins éloquente, ne se perd pas dans le vague.

Dieu sait pourtant que l'accueil réservé par les souverains aux admonestations parlementaires n'avait pas de quoi beaucoup flatter la vanité des « robes longues ». Non sans les avoir fait attendre longtemps, le roi les recevait enfin : mais généralement indigné par l'audace de ces conseillers trop empressés, Louis XIII les foudroyait d'invectives et de

mépris, tandis qu'Anne d'Autriche entrait en des colères folles, modérait ses gestes à grand'peine, et s'exclamait avec sa fameuse et terrible voix de fausset (1).

N'importe, le Parlement, ivre d'assurance et d'ambition, se sentait appuyé par le peuple, non moins que fortifié par la vertu civique. N'ayant jamais rien à construire, mais seulement à démolir, critiquer, blâmer, reprocher, son rôle était aussi flatteur que facile. Faire des discours pour déclarer que tout va mal, et que c'est par la faute du gouvernement, voilà des siècles que des penseurs avantageux s'adonnent à cet exercice de tout repos et assuré du succès public.

Néanmoins il ne serait point juste de ne pas s'incliner avec respect devant les plus éclairés de ces parlementaires, non certes parce qu'ils désiraient déjà le partage et l'affaiblissement du pouvoir qui eussent été, comme ils le furent toujours, funestes à l'État, mais à cause de la noblesse de leur caractère. Sans doute, il y avait au Parlement des maîtres sots, des snobs en un mot, « ennemis de tout » pour la seule raison qu'ils n'étaient point nés dans la noblesse d'épée. Il y avait aussi des cerveaux bornés, puérils, comme ce vieux Broussel qui, parlant presque toujours en latin — pour prêter plus de prestige et de solennité à ce qu'il disait — ne cessait de récriminer sans trêve, invariablement, infatigablement au sujet des impôts trop lourds. Les ennemis nous déclaraient la guerre? C'était par la malice des impôts, s'écriait le vieil énergumène. Pleuvait-il à l'excès, ne pouvait-on rentrer les foins? C'était encore à cause des impôts, à l'en croire... Un vieillard futile et fort dangereux. « Il est des occasions, devait-il déclarer un jour publiquement, où la meilleure manière de servir les princes est de leur désobéir. » On va loin avec un tel principe : au désordre, en tous cas. Naturellement, la foule adorait le père Broussel, il était son idole.

A côté de ce fantoche, pourtant, que dire d'un Mathieu Molé, le premier président? Issu d'une famille considérable dans l'État, fils d'un père qui, une fois déjà, sous Henri IV, avait su prendre une responsabilité imposante — il avait fait décider par le Parlement que la couronne de France ne

(1) Retz s'étant permis, un jour, quelques propos favorables sur le Parlement et son président, la reine furieuse s'écria : « Voilà des maximes de républicain ! » (*Retz*, éd. Hachette, t. III, p. 183.)

pouvait aller à des princes étrangers, c'est-à-dire aux Guise, — on se demande quelle force d'âme pouvait bien manquer à cet homme de tous points admirable : intelligence, patriotisme, sagesse, fermeté, et mieux que tout cela, un courage paisible et presque insolent. Comme un ignoble émeutier le menaçait de mort et déjà lui présentait aux yeux son mousquet, on ne vit point pâlir le président sous sa barbe grise ; il demeura bien droit en sa robe de pourpre, et dit sans élever la voix : « Quand tu m'auras tué, imbécile, il ne me faudra que six pieds de terre. Et après?... »

Le cardinal de Retz, qui ne le pouvait souffrir — d'ailleurs, hormis lui-même, pouvait-il souffrir quelqu'un? — a tracé un bon portrait du président Molé. « Quoique peu congru dans sa langue, écrit Retz, le président avait pourtant une sorte d'éloquence qui, en charmant l'oreille, saisissait l'imagination. Il voulait le bien de l'État préférablement à toutes choses, même à celui de sa famille... » Le magnifique éloge en un tel temps !

D'un Broussel à un Molé, comme du noir au blanc, se muaient l'une dans l'autre toutes les nuances des âmes parlementaires : il n'existait pas, cela va de soi, un état d'esprit commun à tous les juges, conseillers et présidents. Cependant, tous étaient possédés par le désir d'aider au gouvernement du royaume, les uns parce qu'ils croyaient qu'il en vaudrait mieux ainsi, les autres par pure vanité, d'autres par appétit de rébellion et, si l'on peut déjà risquer ce mot, par anglomanie. Olivier d'Ormesson ayant fait observer à l'un d'eux que le Parlement risquait, par sa conduite, de jeter la France en pleine révolte : « Nous le savons bien, répondit le conseiller, nous le faisons exprès. »

Au lit de justice du 15 janvier 1648, l'avocat général Omer Talon, s'adressant au petit roi et à la régente, parlait ainsi : « Vous êtes, Sire, notre souverain seigneur... mais il importe à Votre Majesté que nous soyons des hommes libres et non pas des esclaves ; la grandeur de son État et la dignité de sa couronne se mesurent par la qualité de ceux qui lui obéissent... Il y a, Sire, dix ans que la campagne est ruinée, les paysans réduits à coucher sur la paille... et que, pour entretenir le luxe de Paris, des millions d'âmes innocentes sont obligées de vivre de pain, de son, et d'avoine... Ces malheureux ne possèdent aucun bien en propriété que leurs âmes, parce qu'elles n'ont pu être vendues à l'encan...

Faites, Madame, s'il vous plaît, quelque sorte de réflexion sur cette misère publique dans la retraite de votre cœur ! Ce soir, dans la solitude de votre oratoire, considérez... la calamité des provinces, dans lesquelles l'espoir de la paix, l'honneur des batailles gagnées, la gloire des terres conquises, ne peuvent nourrir ceux qui n'ont point de pain, lesquels ne sauraient compter les palmes et les lauriers entre les fruits ordinaires de la terre. »

Belles paroles, éloquentes, et qui semblent d'aujourd'hui. Prononcées au Parlement, elles ne risquaient que d'illustrer Omer Talon : mais on n'ose songer à ce qu'elles devenaient si quelque orateur trivial les rapportait ensuite dans les carrefours, avec des gestes mélodramatiques, et en criant du haut d'une borne.

MARCEL BOULENGER.

(A suivre.)

Desormeaux, de la marine française

Il m'a semblé que je le voyais : sur le terre-plein du centre, en avant des hangars et des avions, dans l'interminable promenade des aviateurs à terre, parmi les odeurs d'essence et de vernis, le manège des mécaniciens autour des moteurs, le tout imprégné de l'inoubliable senteur d'Afrique.

C'est une étrange chose qu'il paraisse impossible d'évoquer le souvenir de François Desormeaux, un marin « péri en mer », sans qu'à son image se joigne celles de paysages essentiellement terriens. Il semble que par une harmonie singulière les principales étapes de sa vie se soient déroulées dans des contrées prédestinées où l'essence passée et présente des choses encadrait merveilleusement les mouvements de son âme.

Une conception déterministe de la vie pourrait prétendre que le monde extérieur a façonné son esprit. Pour ceux qui croient que l'Esprit souffle où il veut, ils noteront simplement cet accord qui mit dès le début la marque de l'unité dans une vie extraordinairement une : et je pense tout d'abord à l'influence de la Bretagne et de Brest.

*
* *

Brest, vieille ville artificielle que sa laideur ne prive pas d'âme et qui semble ne respirer, ne vivre que par l'échap-

pée du cours d'Ajot sur la rade, ou le mouvement des matelots dans la boue de ses rues, comme si le cercle des collines qui ferment la baie créait un monde à part, isolé du reste de la terre et consacré à la seule marine. Le vent de suroit frappe en plein les maisons grises, les secoue comme des navires et verse dans l'âme des petits garçons des désirs de départ et des mirages de pays lointains.

Le collège des Jésuites est écrasé dans les remparts : on ne peut gagner la campagne sans traverser les fossés, et quand une fois on a perdu de vue l'enceinte de Vauban on découvre brusquement au détour d'un sentier les terre-pleins gazonnés d'un fort, ou, si l'on incline vers la mer, parmi les bruyères et les genêts, les lignes droites des batteries qui protègent l'entrée.

Dans les rues où les sabots claquaient avec une sonorité étrange, tout rappelait la mer, non pas la mer utilitaire qui enrichit, qui déverse sur les quais les montagnes de colis, mais la mer inutile aux yeux des économistes qui servit de champ clos aux escadres de Trouville et d'Orvilliers, et qui un jour, si Dieu le veut, verrait le choc des flottes françaises et anglaises et la grande victoire qui, par-dessus Trafalgar et Aboukir, renouerait la tradition d'Ouessant et de Bevezier.

Et ainsi tout naturellement François Desormeaux se prit à penser que la plus belle de toutes les vocations était celle de la mer, qui donne en même temps à lutter contre les éléments, les distances et les hommes.

Une autre influence avait précédé, accompagné celle de la vieille cité maritime, préparant toute chose pour que la leçon des pierres, de la mer et des hommes de la mer aient dans cette âme neuve l'action la plus profonde. Cette action fut celle du commandant Desormeaux.

Pour la comprendre pleinement, il est nécessaire de connaître la figure disparue de ce soldat dont la vie et l'âme se limitent à peu près aux guerres de 1870-1914. Le mystère de la vocation, d'une double vocation de soldat et de terrien, y tient tout entier.

En 1870 un jeune homme de Paris aide son père, docteur en médecine, à soigner les blessés du siège. Bourgeois de Paris, fils de bourgeois de Paris, tout l'incline à la vie de cité, à l'existence qui fut celle des siens de père en fils : les réactions des années 70-71 le jettent dans l'armée. Les nécessités de la vie militaire le mettent en contact avec la

vie de la campagne. C'est du premier coup la révélation d'un monde jusque-là insoupçonné où l'âme, plus peut-être que le corps, peut se dilater.

Puis le hasard des garnisons le conduit à Brest. Là, c'est comme une illumination de la grâce. De ce pays mouillé où les collines arrondies semblent écrasées sous le vent, où les arbres des crêtes penchent vers le nord-est sous la poussée d'un suroît perpétuel, un esprit se dégage qui est l'idéal même du commandant Desormeaux. Il semble que celui-ci soit un arbre transplanté jadis qui retrouve le sol dont il est issu et qui y renaît d'une nouvelle force dans l'accord mystérieux d'un homme et d'une province.

La Bretagne et l'homme se pénètrent, se complètent et autour d'eux se crée une puissante atmosphère spirituelle.

Cette atmosphère morale baigne l'âme d'un enfant de dix ans, l'âme immaculée qui reçoit profondément les marques de la race de soldats et de marins qui l'entoure, ces marques que jusqu'à la dernière heure il gardera ineffaçables comme si elles étaient gravées dans sa substance même.

Pourquoi décrire la formation du futur officier? Ce fut celle de tous les fils des vieilles familles bretonnes qui ne concevaient pas la vie en dehors du service. Corps, esprit, âme, tout était soumis aux vieilles disciplines qui devaient durcir les muscles et les cœurs, redonner aux yeux la limpidité des races primitives, aux corps des qualités qui les fissent pareils à ceux des paysans du fond des terres ou des marins des côtes, eux-mêmes semblables aux gibiers des bois et des grèves.

Toute l'enfance, toute la jeunesse de Desormeaux est marquée par ces trois villes : Brest, Rennes, Saint-Brieuc. Elle se passe en forêt de Rennes, dans les landes entre Landerneau et Brest, pèlerinant avec son père aux calvaires du Léon et de la Cornouaille, aux lieux sacrés par les souvenirs de la chouannerie, puisant à chaque pierre des champs, à chaque détour de la route, une leçon d'amour pour la grandeur passée, d'exaltation pour les tâches futures.

Cette façon de vivre le mêla au plus intime du vieux pays, lui permettant de recueillir en quelque sorte la vibration de l'âme des héros morts, pour en prolonger en soi l'écho, comme le soldat qui met l'oreille contre terre pour entendre au loin le pas des troupes en marche.

Et, comme la Bretagne ne se conçoit pas sans la mer pour que rien ne fût absent de ce qui établit la communion avec les choses de la nature, tout jeune il connut les longues heures en mer. Qui d'entre nous ne se souvient de l'*Annaïk*, le cotre du commandant Desormeaux : je vois François tirant de longues bordées dans les temps clairs d'été, la barre en main, les premières cigarettes, puis les premières pipes à la bouche, l'œil fixé sur le point d'amure de grand voile, le petit coin de toile qui vacille au vent, se plissant de petites rides qu'un coup de barre aplanit comme si un matelot soigneux y passait un fer : et tout le long du jour la ronde incessante des beaux noms chargés de souvenirs : Saint-Marc, Trébéron, l'anse des Espagnols, Camaret, les Blancs-Sablons, les Tas de Poix, Ouessant, Sein ; la joie des repas de midi sur le pont quand la mer est belle, et le soir, sous les yeux pleins de malice du commandant, dans la salle à manger du bord, avant le sommeil plein de rêves, dans la senteur de la marée, dans le bercement du bateau au mouillage, tandis que le long de la coque les petites vagues clapotent doucement.

La génération d'aujourd'hui connaît une autre formation et d'autres joies. A la vie perpétuellement en contact avec la nature, on a substitué par force une existence déroulée dans un cadre artificiel et avant tout humain : la mer, elle, ne saurait recevoir l'empreinte de notre travail, les bois sont semblables à ce qu'étaient les bois du temps de Cadoudal, des Mercœur et des Penthièvre ; un cheval qui galope le long d'une lande vous emporte comme il emportait les vieux chasseurs de loups et de cerfs ; le rythme de sa marche vous porte pour ainsi dire vers le pays mystérieux où l'on entend parler les morts.

Leur voix fut puissante sur François Desormeaux : de toujours il a vécu avec eux, il a compris leurs leçons. L'histoire est un miroir merveilleux pour ceux à qui une forte intelligence l'a présenté, une intelligence qui n'est pas seulement livresque, qui regarde les gestes d'autrefois non pas seulement pour se distraire, mais pour y puiser une règle de vie, une méthode à suivre au cours d'événements où l'on doit un jour jouer un rôle. Le doux maniaque qui va se plonger dans la poussière de la Bibliothèque nationale, pour y suivre pas à pas tous les gestes de César ou du prince de Condé, notant avec amour l'emploi d'une de leurs journées,

est une sympathique et falote silhouette. Combien plus féconde, plus lumineuse paraît la figure du soldat qui relit ces mêmes pages, cherchant ce qu'il eût fait, lui, s'il eût été l'un de ces chefs.

C'est une chose singulièrement émouvante que cette vie d'un soldat formant son fils pour être soldat. Ce fut celle du commandant Desormeaux durant la période 1900 à 1914. Je pense que dans ses dernières années, quand il était déjà tout près du terme, le commandant Desormeaux pouvait se dire comme saint Paul : « J'ai mené le bon combat ; j'ai conservé ma foi, bien plus, je l'ai transmise à un autre soldat qui la conservera aussi vivante, aussi pure que moi et qui, à ma place, répondra : « Présent ! » toutes les fois que mon Roi rappellera ses hommes.

* * *

A côté de cette éducation familiale, il faut en indiquer une autre, plus courante celle-ci, mais tout aussi classique, celle des Jésuites.

Dans leurs collèges, F. Desormeaux fut toujours heureux. Il reçut là cette foi profonde, substantielle, rayonnante, qui fut jusqu'au bout la même, sans une éclipse, sans une faiblesse. Quoi qu'on puisse en dire, les éducateurs qui inspirent à leurs élèves une telle force surnaturelle et un tel amour de leurs maîtres ont doublement accompli leur tâche.

Je ne me sens pas le droit de parler d'une âme aussi pure : à certains jours, je me prenais à me demander si le mal l'attirait : il semblait en tout se plier sans effort aux règles les plus dures et trouver dans sa foi une inaltérable sérénité. Solide, semblant puiser dans sa confiance en l'assistance divine la force de ne pas se préoccuper des dangers moraux qui nous entourent, il suivait imperturbablement son chemin, mettant presque un peu de coquetterie à affirmer en tous lieux ses convictions.

Je ne me souviens pas de l'avoir jamais vu se mettre à table dans un restaurant sans un signe de croix, et je crois bien que quand il était en civil, il devait faire maigre pour ne pas donner à ceux qui ne le connaissaient pas l'impression qu'il négligeait l'observance d'une quelconque des règles religieuses.

Et c'est ainsi que je vois sa jeunesse. Je ne peux chasser

de mon esprit une impression de déjà vu. Malgré moi, il me semble que j'ai entendu bien des fois déjà le récit de cette longue imitation au cours de laquelle un soldat mûri par la vie forme l'âme et le corps d'un autre soldat.

...Peut-être ce souvenir est-il celui des chevaliers du douzième siècle qui, prenant leurs enfants, en faisaient des pages, des écuyers et, au matin de la veillée des armes, des chevaliers, leurs pairs. Et il est bien vrai que le commandant Desormeaux avait le même idéal que les preux...

* * *

Il suffit de fermer les yeux pour revoir l'aspect du vieux *Borda* aujourd'hui démoli, et entre la toile d'araignée des haubans et des manœuvres le cadre de la rade de Brest.

Le Porzic avec son phare, qu'en rentrant de la mer on aligne sur les becs de gaz de la rue de Paris, la *Bretagne* mouillée à cent mètres de nous et la digue qui retentit toute la matinée des tambours et des fifres des mousses.

Vers l'est, les remparts de Brest, les arbres du cours d'Ajot, la percée de l'Elorn qui enfonce la mer vers le cœur de la Cornouaille comme un dernier élan vers un idéal impossible, vers une union complète de la Bretagne et de l'Océan. Cette communion irréalisable, c'est l'image de cette vie de soldat d'avant la Révolution égaré dans un siècle mercantile qui a réussi cette gageure d'être le plus éloigné de l'idéal militaire et le plus déchiré par la guerre, perdant ainsi sur tous les tableaux, effaçant la haute figure morale du soldat qu'elle n'a encore pu remplacer par rien et meurtrissant sa chair innombrable dans une tuerie démocratiquement généralisée.

Autour du vieux trois-ponts, l'eau verte de l'Atlantique ; au-dessus le grand ciel de Bretagne, le grand ciel changeant rempli d'âme, plein de bourrasques qui étirent les nuages, qui font gicler la pluie, puis qui balaient en un instant toutes les grisailles et laissent le regard filer droit dans l'air purifié jusqu'aux collines lumineuses et douces de Plougastel ou du Menezom.

C'est là que pour la première fois Desormeaux revêtit l'uniforme qu'il ne devait pas quitter et dans lequel il devait mourir. Il était grand, bâti en force comme les Bretons, près de qui il avait toujours vécu : brun de teint, brun de

cheveux, paraissant sensiblement plus que son âge, le visage d'un sérieux incroyable que démentait par instant la candeur d'enfant du regard.

On sentait en lui quelqu'un d'habitué au commandement, accoutumé à vivre dans une atmosphère amicale où l'on faisait attention à ses sentiments, à ses opinions ; il semblait qu'il n'eût vécu qu'avec des gentilshommes d'âge mûr, dans une bonne compagnie, où les heurts d'idées les plus violents n'entraînaient point les haines démocratiques, où dans les combats on n'utilisait pas les coups défendus.

Du premier au dernier jour il a cru, il a voulu croire que dans la marine il était avec des âmes sœurs de la sienne, sœurs de celles avec qui il avait vécu, que dans la grande famille de la mer on pouvait être comme entre amis, candidement soi-même, qu'il eût été bas de ne pas laisser voir ce que l'on pensait, puisque l'on ne pensait rien de mal, qu'on pouvait aller à tous la main tendue, puisqu'on ne cherchait qu'à resserrer avec tous le pacte éternel de ceux qui portent avec joie le même uniforme.

Pauvre soldat éternellement enfant à cet égard, qui n'a jamais voulu voir que cet accord universel, perpétuel, est impossible, qu'à égalité de pureté d'intention les caractères, la formation, le milieu, le hasard jouent un rôle de division, que les meilleurs amis en campagne se prennent à se détester au point de ne plus s'adresser la parole et que dans les couvents parfois les religieux sentent leur âme se dresser contre leurs frères.

On pourrait lui reprocher d'avoir manqué de prudence humaine. Je crois que si l'on veut le juger de ce point de vue, sa vie perd tout sens. Sa mission ne fut pas d'être celui qui arrive, qui étudie longuement pour déterminer les choses qui rapprochent du but et celles qui en éloignent ; elle ne fut même pas d'être comme le chef des 40 Ronins japonais, l'homme qui met de l'habileté dans son devoir pour en assurer le triomphe.

Il fut celui qui se dévoue tout entier à un idéal et qui, son choix fait, agit toujours suivant la règle qu'il s'est imposée. La règle peut lui valoir des souffrances, elle peut même, à certaines heures, l'éloigner du but qu'il veut atteindre ; il peut voir des sceptiques favorisés par le hasard « servir » plus utilement que lui et puiser dans leur scepticisme même les moyens de ce triomphe. Cette consécration

par les faits de l'inutilité du dévouement et de l'enthousiasme est pour le croyant la plus douloureuse épreuve : il a pu en souffrir, jamais il n'a songé à rabaisser son idéal.

Il ne faudrait pas croire que de sa part ce fût naïveté : dans tous les ordres d'idées, il est difficile d'être naïf à vingt-sept ans. Après dix ans de marine, le plus délibérément optimiste ne peut conserver qu'une bien petite quantité d'illusions.

Il est une sérénité plus haute que celle de l'inconscience, un enthousiasme plus fécond que celui de la première jeunesse, ce sont les sérénités et les enthousiasmes voulus qui s'adressent aussi bien aux hommes qu'aux choses.

Il me revient un souvenir de son temps d'École navale. A la rentrée chaque nouveau s'amatelote avec un élève de l'année précédente, et entre eux se crée un lien d'ancien à fistot, de chef à subordonné, d'ami à ami. Dans le cœur de l'ancienne Vendée militaire, dans le petit pays des Mauges où tout est adouci, arrondi, atténué, où les collines qui bossellent la contrée sont si bien alignées à la même hauteur qu'au premier coup d'œil on croit dominer une plaine, les vieilles traditions catholiques se sont perpétuées vivantes ; il n'y a pas là de simulacre, la vie entière en est imprégnée. Le marguillage est une de ces coutumes : la tradition veut que deux hommes qui ont été marguilliers ensemble soient plus que frères et la loi non écrite que les pères ont suivie était encore si forte en 1914 que les curés s'efforçaient de mettre marguilliers ensemble deux hommes ayant des raisons de ne pas s'aimer ; la grâce de la fonction faisait fondre la haine.

D'ancien à fistot devait en principe se développer un lien semblable. Dans notre siècle secoué de tous côtés, les sentiments forcés ont un faible pouvoir. Les historiens contemporains, et Funck-Brentano en particulier, ont montré qu'avant la Révolution ils dominaient la société française. Desormeaux, qui voyait en eux des traditions, était soumis à leur empire.

Le hasard lui donna comme ancien un camarade qu'il n'avait jamais vu : de ce jour, il ne le considéra qu'à travers une atmosphère idéale, parvenant à force de volonté à maintenir à un rang de chef un ancien pareil à tous les anciens.

Il savait négliger les petites bassesses de la vie ; son père

lui avait laissé armé un cotre de huit tonnes : l'*Annaïk*. Au printemps, par les belles journées si douces, quand la rade se prélasse au premier soleil et que l'on fait des parties de fraises dans les champs de Plougastel, il appareillait avec quelques camarades, et c'étaient de longues heures loin des bruits du port ou de la ville. C'est au lendemain d'une de ces sorties qu'il entendit un de ses invités faire de lui des gorges chaudes à propos de je ne sais quel incident de corps mort dépassé ou de virement de bord manqué.

Sous l'ironie du ton perçait un fonds d'envie et de hargne, un de ces relents de bassesse d'âme qui appellent sinon la riposte verbale, du moins le jugement intérieur et le mépris.

Lui passa outre et continua d'offrir à celui qui cherchait à l'atteindre par derrière la joie qu'il pouvait lui donner, ce qui d'ailleurs accrut le fiel d'un cœur trop mesquin pour comprendre.

Et c'est là, au fond, l'image exacte d'une vie où l'idéalisme triomphe de tout, non par ignorance, mais par générosité de cœur ; je me suis demandé souvent si ces coups de la réalité meurtrissaient profondément son âme ou s'il avait déjà atteint les régions plus pures où les bruits du monde ne font parvenir qu'un écho affaibli.

* * *

Toulon, l'hiver de 1913. Une chambre donnant par ses deux fenêtres sur le jardin public et recevant, les jours où il soufflait, le plein coup de fouet du mistral. C'est là que je le voyais souvent. Il y avait du ciel, des arbres, et, bornant l'horizon, la ligne desséchée des collines pierreuses.

Ce pays naturellement beau parlait peu à son âme : il regrettait les bois pleins d'humidité, la terre grasse des champs qui colle aux souliers, la senteur des feuilles mortes, les brumes matinales qui montent des prairies bretonnes aux premiers jours d'automne.

Toute sa vie l'intérieur des pays dont les marins ne voient que le rivage exerça sur lui une attirance invincible : il semblait qu'un navire ne fût pour lui qu'un moyen pour atteindre de nouvelles plages d'où l'on s'élançait vers l'arrière-pays.

Il était simple et se contentait de moyens simples. Avec sa fortune, il eût pu se laisser tenter par l'auto, ou même

par la moto ; il lui suffisait d'une bicyclette et beaucoup de volonté : avec l'une et l'autre il vécut de longues étapes sur les routes de Provence. Le 26 juillet 1914, il pêchait la truite dans un petit ruisseau derrière Toulon. Les pentes nord des collines condensant la fraîcheur, on trouve là des prairies et des bois qui rappellent les régions océanes et pour cette ressemblance il les aimait.

Il croyait à la guerre : son compagnon redoutant plus que lui les exaltations vaines refusait de songer à une explosion dans l'attente de laquelle vivait toute la jeune marine. Dans la petite église de Méounes, il communia ce matin de dimanche. Combien étaient-ils d'hommes à la table de communion? Peut-être un autre marin, et puis personne ; et une fois de plus il était ainsi placé en position de mainteneur de ces grandes idées dont la foule se détourne, mais qui ne peuvent mourir. C'est un lourd fardeau pour des épaules de vingt-trois ans. Parfois on sent au fond de soi le désir de n'être qu'un parmi la foule, de n'être ni un chef ni un drapeau : on se sent si loin du type d'homme qu'on voudrait être, non pas par humaine vanité, mais pour rendre témoignage à la foi pour que ceux qui vous entourent, jugeant l'arbre à ses fruits, soient contraints de dire : « C'est une belle cause que celle qui forme des hommes semblables. »

En ce dimanche, il passa une journée paisible : les truites restèrent indifférentes à ses mouches ; son camarade, après s'être étendu dans l'herbe, avoir écouté les cigales et les grillons, finit par en attraper une fort belle que deux braconniers d'eau l'aidèrent à bloquer avec des paniers.

Une fois de plus la méthode idéale avait eu tort en face de l'empirisme pratique. Cela ne pouvait l'atteindre. En tout il était gentilhomme et ne prenait pas les truites avec un ver.

*
* *

Comment oublier cette soirée du dernier dimanche de paix? Le retour à Toulon, lui remorqué par une moto : les routes qui se glissent autour des collines contournant l'épaulement du Coudon et qui joignent la ville par Solies et Saint-Jean-du-Var, les garrigues chauffées tout le jour exhalaient dans l'air du soir leur senteur de maquis, dans les villages les vieilles fontaines donnaient au passage une bouffée de

fraîcheur ; tout dans la campagne était pareil aux calmes dimanches d'été.

En ville, au contraire, il sentit une atmosphère étrange ; des camarades déambulaient le long du boulevard de Strasbourg et dans la rue d'Alger, allant du *Petit Var* au *Petit Marseillais*, au *Petit Provençal*, pour lire les dernières dépêches. Il pouvait être 10 heures, il se joignit à six ou sept midships et je me souviens qu'il y avait là Guilbaud. Brusquement, nous tous qui deux jours avant ne pensions qu'aux permissions prochaines, nous venions de sentir la possibilité de la guerre : nous avions l'impression que l'épreuve pour laquelle le pays nous avait façonnés corps et âme allait se présenter, qu'enfin nous pourrions savoir si nous avions travaillé en vain, et lui il éprouvait une joie profonde en pensant qu'il n'aurait pas eu à attendre de longues années, qu'il connaîtrait en pleine jeunesse la grande émotion du combat et de la victoire.

Nous allions ainsi par les rues et Guilbaud, le plus expansif de nous tous, était déchaîné. Les civils se demandaient ce que serait l'avenir tout proche. Nous, nous le savions. Depuis dix ans on nous répétait à l'avance les phases d'une guerre navale. Et Desormeaux, le seul stratège de nous tous, nous les rappelait au cours de cette soirée.

Notre but, le but de nos adversaires, était de s'assurer la maîtrise de la mer et, pour cela, il n'y avait qu'un moyen : la bataille navale du type classique dont nous connaissions toutes les péripéties.

Au jour de la mobilisation, l'armée navale quitterait Toulon ; les torpilleurs et les contre-torpilleurs, les croiseurs et les cuirassés salueraient une dernière fois les collines du Faron et du Coudon ; d'abord la flotte ralliant la côte algérienne protégerait le passage du 19e corps, mais pour le faire devrait certainement livrer combat.

Dans la Méditerranée occidentale, quelque part entre l'Italie et les Baléares, nous rencontrerions les escadres d'Italie et d'Autriche. Les canonniers, comme à Vladivostok, comme à Tsoushima, ouvriraient le combat ; puis, quand les premiers coups auraient porté un peu de désordre dans les lignes ennemies, les flottilles entreraient en jeu.

Les contre-torpilleurs d'escadre, par division ou escadrilles, jailliraient du créneau de la ligne de bataille : à toute vitesse, l'avant déjaugé dressé au-dessus de la mer, l'arrière écrasé

en contre-bas de la volute d'eau des hélices, ils fileraient vers la ligne adverse, tous les hommes tendus dans la volonté de franchir les neuf milles du champ de bataille pour parvenir tout près des bâtiments de combat, le plus près possible, à la distance où les torpilles ne manquent pas leur but, où les hommes du pont affairés à leurs pièces voient soudain jaillir la gerbe d'eau de l'explosion par le travers des chaufferies, à l'aplomb des blockhaus ou des cheminées. Neuf milles, douze minutes, quinze minutes de course dans lesquelles on affronterait tous les genres de mort. L'artillerie légère et moyenne de l'ennemi mettrait sur notre avant le barrage de toutes ses pièces, il faudrait piquer droit dedans, se fiant à l'étoile du commandant pour passer au travers ; puis brusquement en face de nous, entre le but et nos tubes lance-torpilles, nous verrions surgir les flotilles ennemies : des contre-torpilleurs que nous connaissions bien, qui ressemblaient aux nôtres comme des frères, qui étaient dirigés par des officiers semblables à nous, ayant médité les mêmes leçons que nous, prêts aux mêmes sacrifices, enivrés des mêmes espérances.

Quelle partie peut se comparer à celle dont nous allions être en même temps les enjeux et les joueurs. Toute la science accumulée depuis des siècles dans nos pays se trouvant résumée, condensée dans nos bateaux, des milliards dépensés depuis des générations dans les arsenaux, les chantiers, les forts, tout cela servant d'enjeu à une partie de dix minutes.

Dans les rues de Toulon, Desormeaux ce soir-là sentait toutes ces choses ; connaissant notre destinée toute proche, il l'appelait de tout son cœur, il allait vers elle de toute son âme.

Et puis, tout de même, ce fut l'heure de rentrer dans sa chambre du *Condorcet*. Je ne sais pas quelle fut sa nuit.

Nous tous nous connaissions notre métier de midship ; nous avions assimilé telles quelles les notions de tactique et de stratégie de nos cours et, quittant l'école, leur avions dit un énergique au revoir, jusqu'au jour où nos deux galons déjà vieillissant nous aurions repris les grandes spéculations.

Pour lui, si jeune de cœur, il fut toujours mûr par l'esprit, il travaillait les anciens et les nouveaux récits de guerre maritime. Il vivait avec Mahan, Ardan du Pic, Darcy ; il

connaissait Nelson comme nous connaissions nos chefs, il avait suivi Suffren, Tourville et avait une idée sur leurs manœuvres, leurs qualités et leurs défauts. Il savait comment se recrutent les officiers anglais, comment avancent les capitaines de frégate allemands, quelle était la formation de combat des flottilles russes, les points faibles des dreadnoughts américains.

Je pense que dans sa chambre, cette nuit, il dut une fois de plus faire son examen de conscience et celui de la marine. Je me le figure repassant sa vie depuis les jours lointains du collège de Brest. Son père lui avait donné l'habitude de noter sur des carnets tout ce dont il devait garder le souvenir ; il en avait un qu'il consultait souvent, celui des choses à ne pas faire. Voyait-il un camarade s'emporter jusqu'à parler à un homme d'une façon blessante, il écrivait le soir les circonstances de la faute et la résolution de ne pas y tomber à son tour.

Sans doute, en ce soir de juillet 1914, dut-il le reprendre, s'adressant à chaque page cette question : « Et moi? ai-je été fidèle à ma résolution? »

Je ne sais pas ce qu'il se répondit, car son âme était si pure qu'un grain de poussière devait y faire tache. Je sais qu'aux yeux de la justice objective il aurait pu s'absoudre et dire : « Seigneur, vous m'aviez donné je ne sais combien de talents ; de mon mieux, je les ai fait fructifier, je pourrai vous les rendre sans crainte, tels qu'ils sont, ils sont ma vie tout entière qui n'a jamais eu d'autre but que Vous. »

*
* *

« L'expiation » ! Tous ceux qui, avant la guerre, suivaient les questions maritimes reconnaîtront ce titre. C'est celui du livre où le commandant Séménoff raconte le voyage de l'escadre russe de Rodjevensky autour de l'Europe, de l'Afrique et de l'Asie, périple douloureux qui, partant de Saint-Pétersbourg, devait se terminer au détroit de Tsou-Shima. Et sur ces mers sans limites, au hasard des rades où l'hostilité de l'Angleterre abrège les séjours, quelle suite ininterrompue d'amertumes, de déceptions, d'espoirs anéantis.

La pauvre Armada connut toutes les souffrances jusqu'au dernier matin où, parmi la houle déjà forte, sous un ciel

couvert, où les fumées traînaient interminables, elle vit surgir en travers de sa route la flotte de Togo, jusqu'à ces heures où, dans un combat inégal, les marins russes donnèrent leur sang pour sauver ce qui restait d'honneur.

Ce livre, Desormeaux en connaissait chaque page : il les avait relues, cherchant à y retrouver la « Règle » qui forme les hommes et donne la victoire : il aimerait que notre pensée associât son souvenir à celui du dernier combat décisif que des marins se soient livré sur mer. Sa marche vers le sacrifice ne saurait pourtant se comparer à celle de l'escadre de la Baltique : les Russes de 1904 ont souffert de l'inégalité entre leurs forces matérielles et morales et la tâche qu'on leur imposait ; ils ont pleuré de voir leurs machines qui les abandonnaient, leur artillerie qui tirait trop court ; ils ont dû surtout sentir jusqu'au plus profond d'eux-mêmes l'insuffisance de leur préparation personnelle, les lacunes de leur entraînement et de celui de leurs hommes, toutes ces déficiences dont ils se savaient responsables, tous, de l'amiral au dernier midship, de ces déficiences que rien ne peut réparer au dernier moment et qui faisaient que pour eux la bataille, à moins d'un miracle, ne pouvait être qu'un sacrifice.

Pour Desormeaux, l'amertume devait être précisément inverse : il se sentait prêt, parvenu au rendement maximum des facultés que Dieu lui avait réparties ; il n'avait négligé ni son métier, ni son corps, ni son âme, il n'avait plus qu'à attendre du destin l'occasion qui permet aux cœurs généreux de donner leur mesure, aux soldats de connaître l'émotion de la bataille et de la victoire.

L'épreuve fut justement que l'occasion cherchée ne se présenta pas. Celui qui voulait servir, qui aurait donné jusqu'à sa vie pour être une petite pierre dans le grand édifice de la victoire se vit, comme presque tous les marins, rejeté par les volontés invisibles qui décident du sort des nations et des hommes

Pourtant, quand le soir de la mobilisation les patrons des vapeurs d'escadre eurent jeté le traditionnel : « Poussez ! » quand toutes les hélices battaient l'eau calme de la vieille darse, nous nous étions tous sentis soulevés d'un même élan : tous, officiers et matelots, nous avions fait un acte de foi les uns dans les autres, heureux d'être ensemble et d'être marins.

Et depuis les heures succédèrent aux heures, monotones, fatigantes, sans espérance. L'Italie demeurant neutre, toute possibilité de bataille disparaissait. Désemparées, ne sachant plus que faire, après avoir en vain insulté la côte dalmate, les escadres françaises traînaient de rade en rade leur puissance inemployée. Les antennes de T. S. F. attrapaient les radios allemands, annonçant des victoires, les vieux noms de pays français nous indiquaient l'avance ennemie, et nous, nous restions à goûter les douceurs de l'automne dans les îles de Corfou, de Zante ou de Céphalonie.

Quand, au hasard des mouillages, nous pouvions nous voir les uns les autres, quelle tristesse, quel découragement !

Et c'est ainsi que se passa la guerre. De temps en temps, nous apprenions qu'un croiseur ou qu'un cuirassé, *Léon Gambetta* ou *Danton* avait été torpillé, que le *Suffren* s'était perdu corps et biens sans avoir brûlé une amorce, sans avoir pu dire quel avait été son destin, sans avoir connu d'autre lutte que celle de naufragés contre les eaux dans leur lente agonie.

Le commandant Chack a su dire quels avaient été les misères et les dévouements de la marine. Desormeaux partagea jusqu'au bout le sort de ses camarades. Sa guerre comme la nôtre, comme ceux de la marine anglaise, n'a pas d'histoire. « Il a servi. »

La mort frappant dès août 1914 son plus ancien, son plus fraternel ami, officier de terre, lui fit sentir avec plus d'âpreté la disproportion des rôles de l'armée et de la marine. De ce jour, une pensée lui fut toujours présente : « D'Amphernet est mort, et moi je vis. » D'août 1914 à décembre 1928, sa volonté fut tendue vers un seul but, obtenir un poste où il y eût du danger. En 1916, il est observateur d'avion, 1917 pilote de dirigeable ; mais le 11 novembre 1918 survient sans qu'il ait pu réaliser son rêve. Et c'est à Oran qu'il reçut le radio de l'armistice.

*
* *

La paix le ramène à Bizerte. Du fond de l'arsenal de Sidi Abdallah, il vit la démobilisation se poursuivre en France. Les innombrables bâtiments réquisitionnés pour la guerre sous-marine rentraient dans les arsenaux, désarmaient ; les

vieux navires s'amarraient dans le fond des ports, on sentait la liquidation ; non pas comme les gens de l'armée de terre, la berloque joyeuse après une longue tâche pleinement remplie, mais une retraite demi-masquée sans enthousiasme, dissimulant l'amertume d'un rôle fatigant, ennuyeux et mal joué. Il y avait si loin des brillantes conceptions de 1913 aux monotones réalisations de 1914 à 1918. L'esprit demeurait confondu devant la grandeur de l'effort, les mines de charbon et de mazout englouties dans l'interminable ronde des patrouilles, et le petit nombre de faits d'armes qui en était découlé.

Son cœur comme son esprit souffrait du désarroi général. Il lui semblait trop certain que des chefs aux matelots, personne ne savait plus ce qu'il fallait croire, ce qu'il fallait dire, ce qu'il fallait désirer. Ce désordre des esprits se répercutait dans les faits. En janvier 1918, un grand chef avait dit le plus sérieusement du monde à son état-major : « Il serait grand temps que la guerre finisse, pour qu'on puisse entraîner les bâtiments, » ne se rendant pas compte du comique lamentable qui se dégageait de cette formule : le 15 novembre 1918, d'autres chefs obligeaient les petits torpilleurs de Dunkerque à continuer la surveillance des côtes hollandaises comme si rien ne s'était produit le 11 novembre. On se trompait plus gravement encore en refusant toute permission aux bâtiments de la Méditerranée sous le prétexte de continuer en mer Noire une guerre terminée dans le reste du monde. L'erreur venait de l'absence de toute conception nette de retour à la paix, comme jadis on avait souffert de la difficulté de beaucoup d'entre nous autres marins à concevoir la réalité de la guerre et sa différence totale d'avec la paix.

Desormeaux avait l'impression que la marine, comme une masse énorme, ne pouvait pas brusquement s'adapter aux situations nouvelles.

Le désarroi était si grand, si universel qu'il dégénérait en désordre : révoltes de la mer Noire, révoltes à Bizerte, révoltes à Toulon. Autour de lui, les officiers n'échappaient pas à l'influence de cet air empesté. Les sceptiques parlaient plus haut que jamais : ils avaient la partie belle pour faire des gorges chaudes sur l'inutilité du « fanatisme » des canonniers ou des torpilleurs, sur le ridicule de la pédanterie des techniciens et des stratèges. La démonstration, à leurs

yeux, était complète et, inlassablement, ils reprenaient devant lui leur thèse. Deux conceptions du rôle et de la fonction de l'officier de marine étaient possibles : celle du fonctionnaire qui fait la marine comme il aurait fait les douanes ou les eaux et forêts parce qu'il faut bien faire quelque chose, mais sans chercher l'impossible, sans se bercer de rêveries grandioses qui n'ont plus rien à voir avec le présent, ou bien celle du sceptique, du j'm'enfichiste complet qui trouve ridicule qu'on s'attache à des conceptions périmées, mais qui cyniquement profite des avantages personnels qu'il trouve à la sottise de ses contemporains : dilettante, artiste, voyageur qui paye du port de l'uniforme les jouissances de tranquillité et d'exotisme que ses rentes personnelles ne sauraient lui procurer. En un mot, on pouvait être, au choix, le tâcheron qui gagne honnêtement son salaire, ou le débrouillard qui exploite un bon filon.

Il faut avoir vécu ces heures pour connaître ce que pouvait être le découragement. Dans tous les carrés, on déclinait au présent, au futur, au conditionnel, le verbe : « prendre un congé ». Je crois en toute sincérité que si, en 1918 ou en 1919, on avait offert à tous les officiers de marine une situation équivalente à celle que leur valait leur grade, 90 pour 100 d'entre eux auraient accepté l'offre ; les uns seraient partis par lassitude, les autres écœurés par la lassitude de leur voisin.

Pour un homme comme Desormeaux, ces heures furent douloureuses. Sa situation de fortune lui laissait l'indépendance la plus absolue. Il pouvait à son gré demeurer dans cette vieille et pauvre marine française, ou quitter ce corps et commencer une vie nouvelle dans des voies où le succès est plus directement lié à l'effort personnel.

Il semblait, par exemple, prédestiné à une large et puissante vie coloniale : souvent il parlait de l'existence des Anglais de bonne race dans leurs établissements d'au delà des mers ; il en sentait le charme et, je me le figurais très bien grave et silencieux, la pipe à la bouche, faisant dans un club quelconque, entre Shangaï et Colombo, la partie d'échecs du major So et So, ou chassant quelque part dans le Rhodésia ou les plateaux d'Abyssinie. Ni l'éloignement de Paris, ni la solitude ne l'effrayaient, il sentait, en vrai paysan, toutes les fortes joies qui nous viennent de la

terre, des animaux, des champs, des forêts ou du vent.

On le situait d'ailleurs aussi bien dans le rôle de *gentleman farmer :* une propriété dans le Finistère ou le Morbihan, pas trop loin de la mer ; un bon canot pour ne jamais oublier la marine de jadis, une large maison aussi accueillante que son cœur et un travail politique persévérant et subtil pour gagner à la cause du roi quelque intelligence qui en valût la peine.

Sa foi monarchique étant profonde, nul de nous n'eût été surpris de le voir délaisser toute chose pour joindre, dans les rangs de l'Action française, ceux qui ont donné leur vie à une cause aimée.

Bref, dans un très vaste cercle il pouvait choisir.

Son choix fut de rester au poste qui semblait le plus ingrat, à celui que tous nous désertions. Il croyait à la nécessité d'une marine de guerre et que cette marine fût puissante : il croyait que la tourmente de 14-18 n'était pas forcément la dernière des guerres et qu'il fallait, quelque ridicule que l'on encourût, recommencer à être prêt.

Ce n'est pas à Ypres ou à Dixmude que les officiers de la marine ont été les plus grands, les plus héroïques. Accepter de mourir dans un combat, offrir sa vie dans un sacrifice même inutile, est une tradition que de siècle en siècle les soldats ont suivie. On connaît le mot de Seignelais sur Tourville : « Poltron de tête, mais non de cœur, » faisant allusion à cette disproportion qu'il y a très souvent chez les militaires entre le courage devant le danger et la crainte des responsabilités, aberration étrange de cerveaux supérieurs qui préfèrent tous les risques au blâme d'un bureau.

L'Yser demeure le témoignage sensible à la foule de ce que nous aurions pu faire, mais pour nous-mêmes, si nous voulons savoir à quels camarades doit aller notre admiration, je crois qu'il faut désigner ceux qui, aux moments les plus sombres de l'histoire de nos flottes, ont eu le courage moral de reprendre la route et de proclamer la pérennité des principes sans quoi une marine ne peut vivre.

Dans l'immense vague de découragement que nous venons de dire, ils étaient isolés. De tous grades, de tous âges, de toutes formations, ils étaient dispersés aux quatre coins du monde. L'univers était las du bruit des armes ; il réclamait le silence sur des choses encore douloureuses. Du fond de leur cabine ces isolés commencèrent à penser. Les uns bril-

lamment, les autres pesamment, ils reprirent le travail éternel au prix duquel les institutions se transforment et vivent. Il y avait une telle disproportion entre leurs forces et le doute qui emportait le monde que je ne peux penser à eux sans attendrissement. Dans l'époque contemporaine, je ne vois guère que le courage intellectuel d'un homme qui leur soit comparable : c'est celui de Charles Maurras quand, seul royaliste, il entreprit de fonder un groupe qui n'aspirait à rien moins qu'à modifier la façon de penser d'un peuple. C'est un acte de foi singulièrement émouvant de croire assez fortement à la puissance de la vérité pour penser qu'une voix isolée peut la servir et la faire triompher.

*
* *

Il y a des périodes dans la vie où tout semble s'unir pour nous disperser, nous empêcher de rentrer en nous-mêmes : les événements, les hommes, la nature elle-même se liguent pour ne pas nous laisser les moments de silence et de paix nécessaires au recueillement : nous nous sentons éparpillés aux quatre coins de l'espace, dominés par la vie immédiate. Il en est d'autres, au contraire, où les bruits du monde s'apaisent, où la solitude est toujours près de nous, en nous, où notre esprit se trouve naturellement ramené vers les livres, la méditation et la vie intérieure.

Ces heures parfois sont pesantes, quand on retrouve la petite chambre meublée, la lampe et les cahiers, et qu'on aurait envie d'un peu de bruit, d'un peu de vie, de quelque chose qui nous sorte de nous-même et que l'on ne voit en face de soi que ses propres pensées.

Ces jours de silence furent ceux de Desormeaux de 1920 à 1922. Lorient était désert : la marine ayant délaissé l'arsenal, les officiers étaient rares et ne se rejoignaient que difficilement. Le service dans un port sans bateaux, un arsenal sans constructions, était réduit à un travail de bureau qui pouvait occuper les heures du jour, mais non pas donner un but à l'esprit, ou une vie à l'âme. Le climat breton, les nuits d'hiver et leurs longues veillées ramenaient encore plus l'esprit sur lui-même : que faire à quatre heures du soir, quand la pluie fait gicler la boue entre les pavés, quand la rue La Fontaine n'est qu'un obscur marais, que l'église et le théâtre, qui se font vis-à-vis, aussi pauvre et aussi

misérable l'un que l'autre, semblent se faire encore plus laids et plus tristes, quand les murs des couloirs pleurent des larmes froides et qu'une odeur de moisissure s'élève de la ville entière.

Solide, conservant sa sérénité, Desormeaux consacrait ces heures lentes des soirées lorientaises à la mise au point de ses idées. Il prétendait éprouver une grande difficulté à écrire, une sorte de paresse à réduire en phrases les pensées qu'il agitait sans cesse. Au fond, je le croirais volontiers : à voir son écriture nette, mais un peu sèche et comme contractée, sans cette épaisseur du trait qui dénote une sorte de facilité et de joie physique de l'écrivain, on a un peu l'impression d'une œuvre de volonté non d'inclination. On le conçoit assez bien écrivant, parce qu'il croyait ainsi servir. Je crois que pour lui il aurait préféré de beaucoup former directement des hommes, leur dire : « Je vois les choses de telle façon, je pense qu'il faut faire telle manœuvre, telle réforme, » plutôt que de se transformer en écrivain. Je crois même qu'il aurait de beaucoup préféré vivre à côté de grands chefs très puissants à qui il n'aurait eu qu'à obéir.

Le genre de travail qu'il faisait là fut pour lui un devoir plutôt qu'une satisfaction.

Une fois la tâche entreprise, il la poursuivit avec sa simplicité coutumière. Les pages succédaient aux pages et, petit à petit, ce lieutenant de vaisseau perdu dans un port à demi mort au bout de la Bretagne termina un projet d'*Organisation de la marine française*.

Il en parlait avec une modestie complète, non pas comme d'une œuvre qui eût nécessité des lumières extraordinaires, une intelligence supérieure, mais bien plutôt comme d'un travail indispensable un peu long, un peu ennuyeux, comme doivent en accomplir à certaines époques de leur vie les officiers d'état-major, et qu'il lui appartenait d'entreprendre, parce que dans le découragement général de l'après-guerre, ceux qui étaient désignés pour le faire n'en avaient pas eu le courage.

Ainsi un homme de lettres, Ch. Maurras, se trouva un jour chef d'une des plus belles parties de la jeunesse française, celle dont précisément faisait partie Fr. Desormeaux, parce que, dans la carence de tous, il avait entrepris, contre tous les éléments, de restaurer une grande Idée qu'on oubliait.

Pour autant que l'on peut s'en rendre compte, cette

période fut la plus douloureuse de la vie de Desormeaux. La solitude est une rude compagne : elle a brisé l'énergie de plus d'un qui se croyaient des forts et l'eussent peut-être été s'ils n'avaient pas eu à la rencontrer. Comme les enfants qui ne veulent pas rester seuls le soir dans les chambres sans lumière, les hommes ont une terreur singulière de l'isolement. Les tentations les plus diverses les y guettent et particulièrement fortes pour les marins d'après guerre.

Pour lui que le hasard des destinations envoyait dans un de ces postes sans activité où l'âme repliée sur elle-même peut si facilement être vaincue par ses fantômes, il semblait traverser sans effort cette passe dangereuse.

Je me souviens d'un après-midi d'automne très doux, dans un petit coin d'Anjou. Un vieux jardin de curé avec des bordures de petits buis et une terrasse plantée de grands arbres. Il passait là quarante-huit heures, venant de Lorient. Il était occupé tout entier à la mise au point de certaines idées de son travail sur la marine ; il s'irritait un peu de se sentir bloqué dans un poste aussi inactif que le sien, mais de lui-même il ne parlait pas et, quand on l'interrogeait, au lieu du trouble, de l'angoisse et des incertitudes si fréquentes dans les générations d'aujourd'hui, on retrouvait le calme et ce mot qui me revient sans cesse, quand je pense à sa personnalité la plus secrète, une très simple et très surnaturelle sérénité.

Très surnaturelle surtout : sa foi demeurait aussi profonde, aussi véritablement mêlée à son âme et à son corps même, qu'aux jours de son enfance et de sa jeunesse. Dominant les incertitudes et les tracas de la vie quotidienne, sa croyance et sa vie intérieure magnifiaient son existence, elles imprégnaient son être d'une douceur, d'une tendresse et d'une délicatesse que son extérieur de rude garçon n'annonçait pas.

Ces journées d'après la Toussaint sont une des dernières fois où je l'ai entendu parler longuement. L'écoutant, je me prenais à le plaindre de vivre dans cette atmosphère de liquidation de fin de marine. Avec les années, les choses d'elles-mêmes se mettent à leur véritable place dans l'ensemble et l'on en dégage plus justement la mystérieuse harmonie.

Il est bon que dans la vie de ce croyant nous trouvions cette période de méditation et d'isolement, après la vio-

lente secousse de la guerre. C'est l'heure où l'on éprouve les cœurs, celle qui met en lumière la véritable trempe des âmes. Souvent, en pensant à Desormeaux, je pense à Jean du Plessis de Grenédan. Différents en tout, mais rapprochés par leur double foi religieuse et politique, ils différaient dans la nature de l'épreuve morale qu'ils eurent à subir et dans la façon dont ils en triomphèrent. Le père de du Plessis a raconté dans la vie de son fils la crise que traversa l'enseigne en 1915.

J'ai essayé de montrer que pour Desormeaux la crise ne comporta pas de déchirement. Pendant deux ans, il connut la solitude : il l'accepta simplement comme un enfant dont il avait la pureté de regard et d'âme, et ces années me semblent lui tresser une couronne mystique du plus simple et plus splendide éclat.

Peut-être est-ce se leurrer soi-même et plier les choses à un rythme qui leur est étranger, mais il me semble impossible de ne pas trouver une sorte d'harmonie au destin qui ramène Desormeaux vers la Bretagne, et qui place à ces années où s'achève sa formation dans le cadre du Morbihan : ici se termine une sorte de pèlerinage qui mène sa vie de Rennes à Brest, à Lorient, touchant ainsi chacun des coins de cette province que son cœur avait adoptée.

Il ne faudrait pas, en effet, transformer ce marin en intellectuel ou en anachorète. Comme toujours et avant tout, il était un soldat issu de la terre, fortement lié à elle, l'aimant et aimant les sports qui mettent en contact avec elle. Il avait noué des relations avec les officiers de l'armée en garnison à Lorient. Avec eux, il faisait du cheval dans ce pays où le Blavet et le Scorf ont creusé leurs vallées. Seul il arpentait au cours des samedis ou dimanches les recoins boisés des Montagnes Noires, les petites collines de Baud, de Pontivy, du Faouet, heureux de se sentir une fois de plus dans cette atmosphère où le vent qui souffle de la mer mêle dans ses grands mouvements les senteurs des fougères à l'inoubliable odeur de la terre sous le crachin.

Nous avons la vie de son esprit : celle de son âme continuait d'être merveilleusement unie. Il est difficile peut-être de ne pas donner l'impression de redites : pourtant, à l'issue de ces années de concentration, il est nécessaire, pour parler comme les marins, de faire le point.

Il était des privilégiés de Dieu, qui ont reçu dans leur

enfance le don de la foi : à trente et un ans, cette foi était demeurée intacte. Je crois qu'il faut dire qu'elle se renforçait chaque année d'une expérience accrue, d'un caractère plus formé, en un mot d'une personnalité plus puissante.

Il avait gardé un contact très étroit avec ses vieux maîtres les Jésuites, et sous leur direction avait continué ses méditations : porté aux études abstraites, voire ingrates, il s'était tout naturellement orienté vers les questions religieuses, abordant avec sérénité un domaine qui peut paraître austère.

Il ne faudrait pas croire que, comme beaucoup d'intellectuels contemporains, il ait cherché dans la doctrine catholique une discipline de l'esprit sans relation avec la vie de tous les jours. Il était croyant en vérité, et pliait aussi son âme et son corps et son esprit aux enseignements de l'Église. Une attitude d'esthète eût été pour lui parfaitement incompréhensible.

Il semble d'ailleurs que cette nature épurée ait été faite pour l'unité et l'universel : il éprouvait une joie profonde à sentir son être entier ployé aux mêmes règles : d'une façon toute naturelle, il passait par une conception classique du domaine spirituel au domaine temporel par l'intermédiaire de la vieille doctrine royaliste qui lui semblait l'aboutissement logique de la raison et de l'expérience.

Certains sont royalistes de sentiment, parce que leurs premières années se sont écoulées au milieu des souvenirs de la Vendée ou parmi les reliques de Versailles et de la vieille France. Lui, formé par le commandant Desormeaux, aimait à soutenir que l'on peut aussi bien démontrer la valeur de la monarchie française par l'empirisme appuyé sur une connaissance profonde de l'histoire, que par une suite de déductions logiques en partant de la conception religieuse de l'homme et du péché originel.

Il aimait les longues conversations sérieuses où l'on combat à coups de dates, à l'aide de citations et de grands noms : une seule tactique le désarmait et le jetait à bas : la plaisanterie ou la blague ; il fallait voir son regard étonné ou désapprobateur quand un interlocuteur qu'il estimait fuyait soudain par un coq-à-l'âne ou une galéjade ! il avait le sens du sérieux de la vie, le sens du respect.

Discipliné, aimant à sentir que son effort s'appuyait sur

celui de ses camarades, il devait naturellement être porté vers le mouvement royaliste contemporain.

En fait, il s'était donné à lui complètement. Je ne sais pas si le hasard lui a jamais permis de savoir quels camarades il aurait pu y retrouver. Bien souvent nous marchons dans la vie à côté d'âmes sœurs que nous ne soupçonnons pas, et nous sommes surpris d'apprendre que si près de nous vivait quelqu'un qui nous eût été cher.

Du fond de vieux souvenirs je vois surgir quatre figures, aussi différentes que possible l'une de l'autre, qui venues de provinces et de pays différents, se sont trouvées à ce carrefour de la monarchie, et à un autre carrefour plus solennel encore, celui de la mort.

André Woltz. Le premier, le plus complet, celui sans doute dont le souvenir est le moins généralement connu, mais dont l'action sur certains camarades fut profonde et durable.

Nous l'appelions « Platon » à cause de sa philosophie et de sa science de l'âme. Le vieux curé d'Ambronais, où il était élève pilote, avait adopté notre surnom, mais en le latinisant et le surnaturalisant sous la forme de « *Divinus Plato* », et je crois que ce divin n'était pas amené là simplement par la réminiscence, mais aussi pour exprimer l'impression d'intensité, de vie religieuse que l'on éprouvait auprès de notre camarade. C'était, à mon sens, comme si l'on avait dit : « Platon qui vit dans le domaine des choses divines. »

Supérieurs et camarades nous l'entourions d'une affection profonde et d'un respect sans limite ; nous subissions à un point surprenant l'influence de cette personnalité unique. Comme le répète un chef qui a su obtenir de ses troupes un rendement unique, qui s'y connaît en hommes, mais était séparé de Woltz pour la part qu'il a toujours voulu faire dans sa vie aux joies humaines et aux voluptés : « C'était un saint et un être exquis. »

Plus près de nous, venant des provinces de l'Ouest, Jean du Plessis de Grenédan, le commandant du *Dixmude*. Nature jeune, impulsive, enthousiaste, artiste bien plus que méthodique, toujours prêt à s'enflammer pour une jolie chose ou une grande idée, à s'émouvoir sur une détresse ou un dévouement et sachant faire le sacrifice d'une vie qu'il aimait de toutes les forces de sa jeunesse.

Guilbaud. De grands yeux noirs qui illuminaient le visage

d'Espagnol de ce Vendéen. Une douceur presque féminine et la séduction du regard et du sourire qui découvrait des dents très blanches. Je me souviens d'un soir d'été dans le vieux jardin de la préfecture de Rochefort ; nous nous étions retrouvés par hasard dans ce cadre mélancolique qui dégage un air de très vieille France, puis dans les rues aux gros pavés ronds, dans les drôles de petites maisons où, pour je ne sais quelle histoire de clefs, il avait été obligé de rentrer par la fenêtre du premier étage. C'est là qu'il m'avait dit son adhésion complète au programme royaliste, son désir profond de servir.

C'était une soirée très calme en 1923 ou 24. Il était resté longtemps à parler de ces choses et nous ne pouvions nous empêcher d'admirer la puissance de l'idée qui, frappant à droite et à gauche, unissait par un lien imprévu et puissant des âmes aussi dissemblables que tels ou tels de nos camarades. Ce soir, je ne pensais pas aux trois dont je viens de parler, ni à Desormeaux. Aujourd'hui, malgré moi, leurs figures se pressent autour de moi, le lien fraternel de l'idée se doublant de celui plus tragique d'une mort commune.

Woltz est mort en mer à Venise : son avion n'est jamais rentré. Jean du Plessis est mort en mer sur le *Dixmude.* Guilbaud est mort en mer quelque part dans les solitudes du pôle. Desormeaux est mort en mer, son avion brisé dans la fin d'un vol.

*
* *

La vie de Desormeaux est une suite de changements de décors. Après deux ans de régions nordiques et de solitude, les ajoncs et les petits ruisseaux qui, en quelques mètres, deviennent des bras de mer, font place à la rude végétation africaine et à l'eau clapoteuse et toujours agitée de la baie de Dakar.

Desormeaux a demandé ce poste moins prosaïque que les embarquements en France, ce poste qui peut-être permettra la réalisation des rêves d'autrefois.

Du côté moral, le changement est plus grand encore : celui qui pendant deux années a vécu solitaire n'est plus seul. L'incertitude sur les innombrables genres de vie qu'on peut entreprendre n'est plus absolue. Désormais il est chef de famille, un foyer est fondé, il a repris la suite de ceux

qui avant lui avaient vécu, il espère transmettre à son tour son sang et son idéal à ceux qui continueront sa garde auprès des choses sacrées.

Dakar. Le métier de directeur du port est un paisible fonctionnariat : il faudrait être doué d'une prodigieuse imagination pour y découvrir une source d'exaltation ou de joie. Pas de fonction militaire, pas de rôle de chef d'industrie, une tranquille et monotone routine.

La vie de l'esprit et du cœur doit se reporter ailleurs, au delà ou à côté du service.

Cette sorte de fatalité qui semble peser sur Desormeaux pour le contraindre à sortir de son rôle d'officier ne laisse pas de l'impatienter. Il n'avait rien d'un résigné. Un camarade plus sceptique ou plus lâche lui prêchait une acceptation désabusée ! « Tout le monde ne peut avoir quelque chose d'intéressant à faire : heureusement pour la planète, qui serait trop secouée si tous nous devions donner notre mesure. » Il faut se résigner aux vies modestes et il répétait les vers célèbres :

La vie humble aux travaux ennuyeux et faciles
Est une œuvre de choix qui veut beaucoup d'amour.

Merveilleuse douceur de l'acceptation qui peut-être, après tout, est une tentation plus subtile qu'une autre, et qui laisse beaucoup de talents ensevelis quelque part dans des tâches médiocres que de moins grands auraient suffisamment remplies.

Desormeaux pensait qu'il y a une parabole troublante : celle du serviteur qui enfouit dans le sol le talent que son maître lui a confié en partant. Entre l'orgueil et la trop grande résignation qui donc nous enseignera la route à suivre? Qui nous dira comme Dieu a dit à la mer : « Tu n'iras pas plus avant ! »

Pour certains comme pour du Plessis, la vie fut facile à cet égard. Les tâches lui furent imposées sans qu'il les eût cherchées. Pour atteindre au complet développement de son âme et à la plénitude du sacrifice, il lui a suffi de répondre : « Présent ! » Pour Desormeaux, la grandeur de sa destinée semble être précisément cette disproportion entre la vertu au sens primitif du mot, la force de son âme et la médiocrité des tâches qui lui furent proposées.

Comme un oiseau captif qui tourne dans sa cage, et se

heurte aux barreaux, sent malgré la vanité de ses efforts qu'il est fait pour les grands vols et l'effort en plein ciel, Desormeaux crut toujours que par delà la facilité des tâches quotidiennes il trouverait des occasions de se dévouer. Puisque sa carrière ne lui demandait rien de grand, il chercherait à côté un champ où le sacrifice ne fût pas impossible.

Et l'obscur sentiment qui l'amena en Afrique lui parut par la suite comme un appel de la destinée !

Qui expliquerait le pouvoir de ce continent déshérité qui conquiert les âmes et ne les laisse plus se reprendre. Combien que le hasard a portés un jour sur ses bords et qui mériteraient le nom d'Africains que de siècle en siècle se transmettent les plus illustres. Aux uns cette terre sans limites parle le langage de ce monde, dit la joie des travaux, des réussites, l'orgueil de celui qui frappe le sol et en voit jaillir les moissons et les villes, la joie de poser sur le sol antique le ruban des routes et des voies ferrées, la volupté de se sentir en communication d'âme avec une région jeune qui vit à un rythme rapide dans un monde de souvenirs !

A d'autres la vieille contrée offre l'un des derniers coins du monde où le soldat se sente vraiment en harmonie avec la nature des êtres et des choses, un des derniers pays où l'essence de la vie soit la lutte, le danger, où l'homme compte par sa valeur la plus primitive, par son énergie, par son courage, par les qualités du soldat de tout temps. Ceux-là sont les survivants des légions de Rome, des troupes de la conquête algérienne et de l'obscure phalange d'où jaillissent pour atteindre la gloire les Marchand ou les Mangin.

Plus haut encore, dans une zone plus pure et moins fréquentée, les espaces africains attirent les âmes marquées d'un signe surnaturel qui se sentent plus près de l'éternité dans le silence des terres désertes, qui semblent entendre là, d'une façon plus claire, les paroles que Dieu dit à leur âme. Ils suivent à leur tour les voies mystérieuses du Père de Foucauld ou d'Ernest Psichari. Ils semblent avoir dégagé l'ultime leçon du vieux sol de douleur et être l'expression la plus forte de l'âme africaine.

Je crois que l'accord s'établit de suite entre le pays et l'officier. En fait il pouvait pour ainsi dire se contempler lui-même dans cette terre comme dans un miroir ; il y retrouvait ce qu'il avait désiré de tout temps, il n'y voyait pas ce dont toujours il avait eu horreur.

Il est des âmes tourmentées de désirs troubles qui trouvent aux terres de l'Asie du Sud le domaine vivant de leurs chimères. Desormeaux se sentait naturellement porté vers un pays plus rude qui n'évoque pas la volupté mais l'effort. L'aridité même de certains coins de la brousse lui était chère. La vie simple au long des parties de chasse lui donnait l'illusion d'être la relève des soldats de la découverte et de mener enfin la vie pour laquelle il était fait.

L'échelle même du pays était à la mesure de ses désirs. Matériellement et moralement tant de choses étaient à faire qu'on ne pouvait pas prévoir de limite à son effort : quand on avait épuisé ses forces à la conquête d'un minuscule espace, on retrouvait toujours aussi éloigné de soi l'immobile horizon des végétations appauvries.

L'espèce d'âpreté qui fut toujours en lui affrontait l'âpreté des choses, sa ténacité, la ténacité si l'on peut dire de l'étendue que son immensité rend invulnérable.

La puissance de silence de l'homme se mesurait au silence de la plus noire Afrique, comme disait Stanley. Il est aisé de le voir par la pensée aux soirs des journées de chasse, à l'heure où, du côté de Dakar, le ciel prend une teinte de rouge sombre, quand le court crépuscule des tropiques prête aux choses un aspect adouci. Je ne sais lequel des deux adversaires pouvait demeurer le plus silencieux, lequel des deux se sentait le plus dégagé du temps, le plus perdu dans l'éternité.

Tous ceux des Africains qui avaient une vie intérieure ont dit combien aisément dans ces contrées l'âme se dégageait des liens de la matière, combien facilement elle pouvait poursuivre sa prière, son colloque incessant avec Dieu.

Je sais qu'en quelque lieu qu'il fût, jamais Desormeaux ne s'endormit sans avoir, comme le dit l'office des complies, « remis son âme entre les mains de Dieu », mais j'aime à le revoir dans cette prière du soir africain.

Il était alors au maximum de sa force physique et morale, en pleine possession de son équilibre. Marine, guerre, solitude, avaient façonné son âme, mis chaque chose à sa place.

Il avait dépouillé cette sorte de rudesse qui marqua jadis son aspect et qui contrastait tant avec la douceur de son naturel caché : un de ses camarades qui le vit en juillet 1927 fut frappé du changement survenu en lui. Une

gaieté nouvelle ou retrouvée éclairait sa vie ; on ne sentait plus cette tension si forte des dernières années qui semblait devoir fatiguer l'âme jusqu'à l'épuisement.

Il vivait dans une sérénité candide et ses yeux avaient repris une douceur d'enfant : les choses lui découvraient à nouveau le côté gai qu'elles ont si souvent et si par hasard il ne saisissait pas de comique dans ce monde extérieur, il en trouvait en lui-même une source indéfiniment exploitée ; il se plaisantait lui-même avec une sympathique et impitoyable clairvoyance.

Quelque chose qui lui manquait jadis lui était venu. Il savait à présent dissimuler sa vertu et l'amour de son esprit pour les choses sérieuses derrière un sourire.

Peut-être simplement était-il très heureux...

*
* *

Dakar est loin, perdu à la pointe occidentale de l'Afrique. La Providence a ramené Desormeaux à l'autre extrémité de l'immense continent dans ces provinces méditerranéennes, saturées d'histoire.

Les collines aux courbes molles et comme purifiées sont semées de souvenirs de Rome : le golfe de Tunis et de Carthage semble retentir encore des noms de France.

Il est second du centre d'aviation maritime. Les embarquements de Dakar terminés, il a passé un long congé en France et retrouvé en même temps l'aviation et l'Afrique.

Lui, observateur à Bizerte en temps de paix? Les crédits sont limités, l'essence rare ; il faut ménager les heures de vol, comme les bateaux ménagent les heures de mer. Du premier coup, il ressent une sorte de colère devant l'impossibilité où l'on se trouve toujours de travailler à plein collier. Il y aurait beaucoup à faire, mais comment si l'on ne peut voler? Ce n'est pas sur un terre-plein que l'on peut former des aviateurs et cette sensation du travail à peu près fait qui le suit depuis 1914 n'a pas perdu pour lui son amertume.

Les lettres de cette époque reflètent son impatience ; une phrase revient sans cesse : « On ne vole pas. »

La douceur du foyer n'a pu le détourner de sa passion de servir. Le commandant Desormeaux a bien accompli la tâche qu'il s'était fixée ; il a atteint le but : son fils avant tout et toujours est un soldat.

*
* *

Ce besoin de se dépenser qui ne peut se satisfaire dans le service l'amène suivant sa coutume à chercher ailleurs la tâche supplémentaire qui sera à la mesure de sa volonté.

La mer trop étroite le porterait de suite vers l'Europe où le rôle du soldat semble fini. La terre au contraire continue à convier les forts à des luttes et des souffrances dignes d'eux. Là on peut connaître le danger, éprouver les forces de son âme, se donner sans compter et, suprême récompense, sentir l'utilité de son action. Et puis aussi, car les meilleurs ont leurs inclinations et leurs désirs, connaître la vie près du sol, près de la nature, la vie sous le grand ciel qui tente si fortement une part secrète de notre être.

Peu à peu un projet prit corps et se précisa : ouvrir une route vers le sud-ouest, vers Dakar.

Pour faire aboutir ce projet, Desormeaux découvrit en lui des ressources imprévues de diplomatie. Il sut prendre contact avec la Résidence, faire comprendre l'intérêt de son programme et mettre en marche, en un mot, la machine administrative.

La Résidence transmet le projet à Paris, dans le courant du mois d'octobre.

La première partie de la tâche de Desormeaux était terminée : c'était de beaucoup celle qui lui paraissait le plus difficile. La lutte contre la nature viendrait en son temps : pour celle-là, il était prêt.

Il ne lui restait plus, pour l'instant, qu'à attendre la décision du ministère. Approuverait-on, rue Royale, le plan du lieutenant de vaisseau de Bizerte? Le détacherait-on à l'armée? Là, les forces de Desormeaux ne pouvaient plus rien : le dé était jeté, il fallait attendre qu'il s'arrêtât pour connaître le destin. Une réponse affirmative et c'était enfin l'œuvre à accomplir ; négative, c'était la continuation du labeur quotidien avec un peu de tristesse nouvelle ajoutée à des tristesses anciennes : la tristesse des choses qui auraient pu être et qui n'avaient pas été.

Toutes les puissances de son âme étaient tendues dans cette pensée unique. Sans cesse, il faisait le calcul du temps nécessaire à un courrier pour atteindre Paris et en revenir. Tunis, tant d'heures ; Paris-Tunis, tant d'heures. On pouvait, si les bureaux se hâtaient, espérer la réponse tel jour, ou tel autre...

En rentrant du centre, son premier coup d'œil était pour voir si rien n'était venu. Il connut cette attente de ceux que soulève un grand amour pour un être ou une idée, cette attente qui concentre l'âme tout entière sur le signe fragile d'une lettre ou d'un télégramme.

Mais Dieu avait décidé que François Desormeaux ne recevrait jamais de réponse.

* * *

Le 20 décembre 1928, le lieutenant de vaisseau Desormeaux trouvait la mort dans un accident à l'amerrissage en fin de vol de nuit.

J'ai souvent pensé à ce dernier vol : il suffit d'avoir connu Desormeaux et d'avoir volé pour deviner ces dernières minutes de sa vie. Dans le vrombissement du moteur, le calme de la nuit l'environnait. Rien ne faisait pressentir le danger. Pas de présence d'ennemi comme pour le soldat, pas de mauvais temps ou de hauts fonds comme pour le marin, le paysage coutumier, le rythme habituel de la vie.

Lui qui toujours vivait devant Dieu, devait le sentir plus près que de coutume dans la sérénité de la nuit et, brusquement, ce qui n'était jusqu'alors que l'élan de sa foi fut pour lui la plus tangible des réalités.

François Desormeaux qui, de toute son âme, avait toujours cherché la gloire de Dieu, en contemplait à présent la splendeur.

La Providence miséricordieuse lui accordait une dernière grâce : il mourait en soldat, en service commandé !

Comme sa vie, sa mort était infiniment simple : le sacrifice si longtemps cherché s'était consommé dans le silence de la nuit, comme s'il avait fallu pour son dernier quart encore plus de secret et d'obscurité.

Et nous, ses camarades, nous avons réuni en ces quelques lignes les souvenirs que nous avions de lui, car nous avions reconnu en lui un de ces prédestinés qui font les héros et les saints. Le sens de sa vie comme de celle d'Auguste Dupouy, dont Ghéon a écrit l'histoire, ou à un rang plus éminent encore, celle du Père de Foucauld, tient en deux mots : ils ont accepté la disproportion entre la vertu de leur âme et l'œuvre accomplie.

Ils furent le sel de la terre.

Pierre Le Cour Grandmaison.

Une Correspondance inédite de Prosper Mérimée[1]

Lettres à Edward Ellice.

XVIII

Paris, 29 mars 1858.

Cher Mr. Ellice,

J'ai vu ou plutôt entrevu vos deux neveux, que j'aurais bien voulu retenir un jour de plus à Paris pour leur faire boire un verre de *sumut* (2) à votre santé, mais il n'y a pas eu moyen de les arrêter. Je leur ai offert de les mener chez M. Thiers, mais ils m'ont avoué qu'ils préféraient passer leur soirée au spectacle. Le colonel avait vu M. Jaubert de Lamballe qui a ici de la réputation et dont il paraissait très content. J'aurais voulu les adresser à un chirurgien de Crimée, encore plus au fait quoique moins savant peut-être. Je leur ai indiqué un des chirurgiens de la garde, mais je ne sais s'ils ont été le consulter. Ils m'ont dit que vous alliez tantôt bien, tantôt moins bien, selon que le jeu politique vous intéressait ou vous ennuyait. *Like Mother Carey's Chickens*, mais que vous n'étiez pas sage et que vous ne preniez pas assez soin de vous. J'espère que Mrs Jeanie

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 juillet et 1er août 1929.
(2) *Sumut, somewhat :* quelque chose.

vous morigénera mieux, maintenant qu'elle a repris les rênes du gouvernement d'Arlington Street. J'irai bientôt l'aider à vous traiter. Je me proposais de partir cette semaine, mais, d'un côté, mon ministre m'a prié de rester pour les commentaires dont il a besoin au sujet de mon rapport sur la Bibliothèque ; de l'autre, je pense qu'il n'y a personne à Londres en ce saint temps de Pâques, que le British Museum est fermé, et que vous êtes peut-être à boire du whisky-toddy à trois cents milles de Londres. J'ai vu hier les Baring et j'ai beaucoup causé avec F[rancis] du Bill de l'Inde. Il croit que c'est une hardiesse un peu forte du nouveau ministère et qu'il pourra bien éprouver un échec. A la façon dont les partis sont divisés à présent il me paraît diablement difficile de faire une majorité. Ici tout le monde a été surpris de la nomination du maréchal Pélissier (1) et presque autant de la façon dont on paraît l'avoir prise à Londres (2). Il me semble, après tout, que ce n'est pas un mauvais choix. C'est un bonhomme très fin, qui ne parle pas beaucoup, et qui exécutera exactement la consigne que l'Empereur lui donnera. Ne doutez pas que cette consigne ne soit de maintenir l'alliance. On a si vite oublié dans ce pays-ci les habitudes parlementaires, que les sorties contre

(1) Comme ambassadeur à Londres. Voici la lettre officielle qu'écrivit Malmesbury à lord Cowley : « Ministère des Affaires étrangères, 23 mars. Mon cher Cowley, aussitôt que votre télégramme est arrivé, je suis allé chez la reine et j'ai informé Sa Majesté des intentions de l'Empereur relatives à la nomination du nouvel ambassadeur à sa cour. Je n'ai jamais vu la reine plus satisfaite, non seulement à cause du choix d'un personnage aussi distingué que le duc de Malakoff, mais surtout de l'insigne délicatesse qui a inspiré à Sa Majesté Impériale la nomination d'un homme dont le nom est aussi connu et populaire en ce pays. La reine m'a prié de vous faire savoir immédiatement par télégramme combien elle a été touchée du compliment qui lui a été fait. Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis personnellement heureux de ce choix. Yours, etc. M. »

(2) A la date du 22 avril 1858, Malmesbury écrit : « Je suis allé au Drawing-Room où le duc de Malakoff se trouvait également. Il était enchanté d'avoir été acclamé sur tout son parcours, depuis sa résidence près de Hyde Park jusqu'au palais, par une foule assez considérable. Il en avait été très ému et m'a dit : « Après une pareille ovation du peuple anglais, comment me serait-il pos-« sible d'obéir aux ordres que j'ai reçus et qui veulent que je me tienne strictement « sur la réserve vis-à-vis de tout le monde ici? Non, après un pareil compliment, « je témoignerai aux Anglais une cordialité égale à la leur, et ceci s'applique « aussi bien à votre gouvernement qu'aux personnes privées. » Il s'était, évidemment, attendu à une réception plutôt fraîche, mais le peuple avait suivi son propre mouvement qui était celui d'une vive reconnaissance à l'endroit du héros de la guerre de Crimée. »

la France qui, je pense, ne sont approuvées chez vous par personne, font *ici* l'effet de menaces de guerre. On prend les articles du *Times* pour des articles du *Moniteur*. Il est incroyable qu'à dix heures de distance, on connaisse si mal ses voisins.

A Milan de belles dames ont affecté de s'habiller de deuil à l'occasion de l'exécution d'Orsini et beaucoup de gens haut placés ont reçu des crêpes avec menaces de *stillettates* s'ils ne les portaient pas. Un de mes amis me disait l'autre jour : « Je voudrais bien qu'on rétablît la Pologne et l'Italie, pour y renvoyer les Polonais et les Italiens. » J'ai vu hier lord Brougham qui m'a semblé rajeuni, et enchanté de n'avoir plus pour voisin son ennemi capital, lord Londesborough.

Adieu, cher Mr. Ellice, mes hommages à Mrs. Jeanie et à son époux. Le beau temps qu'il fait a guéri toutes les grippes de nos amis.

P. Mérimée.

XIX

A Panizzi.

Mon cher Panizzi,

Deux mots à la hâte. Le diable s'en mêle décidément. L'Empereur, qui devait me donner à dîner vendredi, n'a pas voulu le faire, attendu que le général Toledo, l'oncle de l'Impératrice, est mort ce jour-là. Voilà qu'il m'invite pour lundi. Je suis allé consulter M. Fould qui me dit qu'il est impossible de refuser. Je partirai donc mardi. Je vous écrirai lundi soir si je viendrai le matin ou le soir. L'acquittement de S. Bernard (1), que nous annonce le télégraphe électrique, fait ici un très mauvais effet.

Mille excuses et mille regrets, à mercredi.

P. Mérimée.

Samedi soir *(19 avril, sans doute, puisque l'acquittement de Simon Bernard est du mercredi* 15 *avril et que Mérimée est à Londres le mercredi* 22*).*

(1) De lord Malmesbury à lord Cowley : « Ministère des Affaires étrangères, 15 avril 1858. Mon cher Cowley, cet acquittement de Bernard est une affaire bien malheureuse. Il y a eu des cris de joie et des démonstrations ignobles qui sont une honte pour notre pays ! Pélissier a été très bien reçu ; et la reine et lui ont été très contents l'un de l'autre... »

XX

Paris, 5 décembre (1858), au soir.

Cher Mr. Ellice,

Le chien est arrivé hier ; on en a soin. M. Duchâtel est à Lagrange (Gironde). On ne l'attend que l'année prochaine. Votre lettre est partie pour ce pays. Toutes vos commissions auraient été exécutées plus tôt si je n'avais été retenu à Compiègne quinze jours de plus que mon temps. J'en suis revenu hier soir, un peu courbaturé de tant d'honneurs. J'y ai fait toutes sortes de métiers : poète, lauréat, directeur de théâtre, acteur, etc., ce qui ne laisse pas d'être assez fatigant. J'y ai trouvé, il y a trois semaines, lord Palmerston qui m'a paru avoir encore plus d'un ministère dans le ventre. Il chassait, montait à cheval, et était de tous les actes de vigueur qui se faisaient au château (1). Il a longtemps et souvent causé avec le Maître de la maison ; mais ni l'un ni l'autre ne m'a mis dans sa confidence. Ce que vous me dites de la question de Réforme qui va surgir à la prochaine session ne fait pas trop l'éloge du gouvernement parlementaire, et justifie bien l'aphorisme de votre ami le prince de Talleyrand : la parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée. Pour moi, il me semble que l'Angleterre est un levier horizontal en équilibre depuis nombre d'années et qui, grâce à son poids énorme, est destiné à rester encore longtemps en équilibre ; mais il faut reconnaître que l'on travaille tous les jours à affaiblir un des bouts du levier et à augmenter le poids de l'autre bout. Quand arrivera la culbute? Je ne sais, mais à coup sûr, si cela continue, elle arrivera. J'ai trouvé ici tout le monde fort ému de l'affaire Montalembert, mais ce qui vous étonnerait beaucoup, assurément, c'est la façon dont elle est comprise. Pour vous autres légistes, la

(1) Du journal de lord Malmesbury, 20 novembre. « J'apprends que lords Palmerston et Clarendon pensent à présent qu'ils ont fait une sottise en allant à Compiègne, et on les en désapprouve généralement en Angleterre. » 21 novembre : « Lord C... a déjeuné avec nous et a passé une heure et demie avec nous à parler de l'Empereur. Il est revenu de Compiègne ce matin, et nous a raconté que tout le monde était allé à la chasse par un temps affreux, tous emmitouflés dans des imperméables, sauf lord Palmerston, qui portait un habit rouge, sans plus. L'Empereur lui fit remarquer qu'il serait trempé, à quoi il répondit : « Rien « ne perce un habit rouge. » (T. II, p. 144.)

question légale est tout ; mais ici c'est ce dont personne ne se soucie. Il s'agit de savoir qui a eu le plus d'esprit des deux adversaires. Les orléanistes ont été enchantés du coup de patte donné à Montalembert à qui ils ne pardonnent pas la part qu'il a prise au 2 Décembre. Vitet disait l'autre jour : « Voilà la première fois que l'Empereur fait quelque chose qui me plaise. » Le procès ressemblera fort à l'affaire du mariage de Figaro et l'arrêt est fait d'avance. J'ai assisté par hasard à une visite que l'Empereur et l'Impératrice ont faite il y a quelques jours à un des districts manufacturiers les plus considérables de la Picardie. La réception a été si chaude que je me demandais s'il y avait des têtes qui pussent résister à de semblables ovations. Il est évident que lorsqu'on est populaire à ce point, il est difficile de ne pas prendre les salons en mépris. Je suis allé hier place Saint-Georges où tout le monde était en parfaite santé. J'y ai rencontré lord Brougham qui me semble bien vieux. Il part pour Cannes où j'irai probablement le rejoindre sous peu, car je ne suis pas fabriqué comme vous d'acier de Damas, pour courir l'Écosse pendant l'hiver. Je vais chercher plutôt le soleil où il y en a encore. J'ai reçu une lettre très aimable de lord Ashburton qui m'annonce son mariage et me promet de me présenter à sa femme (1). On a dit à Compiègne que si vous eussiez été en Angleterre, il ne se serait pas marié. J'ai répondu que vous l'auriez plutôt exhorté à se marier deux fois qu'une. D'après ce que vous me dites, il paraît que la nouvelle lady Ashburton continuera l'ancienne. Tant mieux. C'est une preuve de goût de notre ami. Francis Baring et sa femme ont pris la chose avec beaucoup de philosophie (2). Le douaire n'est pas une grande charge pour une fortune si considérable. Reste la question des enfants. Selon nos amis de Kensington il y en aura.

Qu'est-ce qu'un livre de Carlyle sur le Grand Frédéric? On me dit que cela fait scandale. Mais à propos de livre, avez-vous lu les trois volumes de Mr. Gladstone sur Homère? Ici, il n'en faudrait pas plus pour faire enfermer un homme ! Jamais je n'ai vu tant d'érudition au service d'une plus grande niaiserie. Y a-t-il au fond de tout cela quelque

(1) Lord A... avait épousé, le 1er novembre 1858, Louisa Caroline, fille de James Stewart Mackenzie.

(2) Francis Baring était l'héritier présomptif de lord Ashburton auquel il succéda à la pairie malgré ce second mariage qui ne donna qu'une fille.

énigme parlementaire? Que diable va-t-il faire aux Iles Ioniennes? J'en ai reçu une lettre hier (des Iles, non de Mr. Gladstone), où on me dit que tous les Grecs sont comme des fous à la nouvelle de sa venue, et se préparent à lui servir des mensonges encore plus gros que ceux auxquels le Parlement a pu l'habituer. On s'imagine qu'il va donner six des îles à la Grèce et annexer Corfou à l'Angleterre. Il est certain que partout, et à Corfou plus qu'ailleurs, on lui demandera la réunion à la Grèce. Je suis bien fâché des nouvelles que vous me donnez de lady Harriott. Pourquoi n'essaye-t-elle pas d'un autre climat?

Adieu, cher Mr. Ellice, rappelez-moi au souvenir de Mrs. Ellice et de la châtelaine de Balbirnie (1). Je crois que je quitterai Paris vers le 20 de ce mois, pour y revenir au commencement de mars.

P. M.

XXI

Cannes (Var), 18 janvier 1859.

Cher Mr. Ellice,

Je vis au soleil depuis le commencement de l'année, ce qui ne m'empêche pas de penser souvent à vos brouillards. Je suppose que la convocation du Parlement vous a fait gagner votre gîte d'Arlington Street, et je désire bien que ma lettre vous trouve en santé et en *high spirits*. Je ne sais de Paris que ce que mes amis daignent m'écrire. Vous savez que les Parisiens ne s'occupent guère des absents.

Il me semble que les rares lettres que je reçois confirment mes prévisions, c'est-à-dire qu'on ne croit pas à la guerre. Pour moi, mon argument consiste à regarder comme impossible que les pots de terre se battent entre eux. Le nôtre est, je pense, beaucoup plus solide que la cruche autrichienne, mais qu'aurions-nous à gagner? J'ai passé quatre mois en Italie l'automne passé, et l'état de l'Italie m'a paru des plus graves. Seule, elle est hors d'état de chasser les Autrichiens mais elle leur causera et leur cause de grands embarras. Ces embarras passeraient au compte de ses libérateurs. Si,

(1) Lady Georgiana Balfour, femme de John Balfour, le frère de la jeune Mrs. Ellice.

comme je l'espère, et comme cela me semble probable, considérant la composition des deux armées, les Impériaux étaient battus, il serait fort probable qu'une révolution en serait la conséquence, ou plutôt que l'empire d'Autriche cesserait d'exister, c'est-à-dire qu'il faudrait une grande recomposition de l'équilibre européen. *Ergo*, dis-je, la guerre est impossible, et aussi improbable qu'un duel à pile ou face. Les dernières nouvelles que je reçois sont assez pacifiques. Je crains que les débats de l'adresse au Parlement n'enveniment un peu l'affaire, et j'aurais bien désiré que l'ouverture du Parlement n'eût lieu qu'après celle de nos Chambres. Si vous pouvez obtenir de vos tapageurs un peu de modération, vous ferez œuvre méritoire. On a fait sur toute la frontière orientale de grands préparatifs à petit bruit. Le 1er mars tout le système de notre artillerie sera changé, et les gens du métier disent que nous sommes en possession d'instruments terribles et supérieurs à tout ce qui existe ailleurs. Espérons qu'on ne s'en servira pas. A Nice, les Piémontais paraissent assez inquiets. Il y a eu peu d'enthousiasme à la suite du discours du roi (1). Le régiment qui était en garnison à Nice est parti pour Alexandrie. Les officiers étaient bien disposés, mais les soldats avaient l'air assez mornes. Aujourd'hui, la guerre n'est plus populaire nulle part.

Il paraît que Mme Thiers a été fort malade. Elle est tout à fait rétablie car elle est allée à l'Opéra ces jours derniers.

(1) Du journal de Malmesbury, 12 janvier 1859 : « Le roi de Sardaigne a fait un discours qui ne peut que signifier la guerre. Les choses prennent une mauvaise tournure dans toute l'Europe, et il sera difficile d'empêcher une guerre générale si Louis-Napoléon la veut. Grande panique à Paris où la guerre est impopulaire. L'Empereur est alarmé du sentiment qui prévaut en France et de la baisse extraordinaire de la rente ; il est inquiet aussi de l'impopularité du mariage conclu entre le prince Napoléon et la fille du roi de Sardaigne. Lord Cowley écrit qu'il avait l'air très déprimé à son bal ; mais je crois que c'est la crainte d'être assassiné qui le hante et qui lui enlève son sang-froid et son courage d'autrefois. Cela le pousse à la guerre, car il croit que, s'il soutient la cause du nationalisme italien, il désarmera ses co-affiliés en carbonarisme auxquels il est lié par des promesses, peut-être même par des serments. Cavour qui sait ces choses s'en sert pour l'amener à prendre parti ouvertement pour la Sardaigne. L'Autriche se conduit avec une folle témérité qui est inconcevable quand on songe à sa position, entourée qu'elle est d'ennemis sur toutes ses frontières. Mais que saurait-on attendre de Buol? Je ne me soucie ni de l'Autriche ni de la France, mais lord Derby et moi, nous sommes résolus à faire tous nos efforts pour empêcher la guerre qui coûterait la vie à cent mille hommes et dévasterait les plus belles parties de l'Europe. Je ne pense plus qu'à cela. »

Je suppose que vous en avez de meilleures nouvelles et de plus fraîches. Ici, nous avons ce pauvre Tocqueville bien malade, avec une bronchite et un poumon ulcéré. Je crains bien qu'il ne quitte jamais ce pays-ci. Lord Ashburton a passé par Paris à ce que j'ai vu, mais, contre sa promesse, il ne m'a pas donné signe de vie. Le duc de La Force, qui est revenu d'Angleterre sur le même paquebot, l'a vu couché dans sa voiture, tandis que Milady était sur le pont causant avec un jeune homme. Je le crois en Égypte à l'heure qu'il est. Mrs. Baring est à Paris aussi belle que jamais. Que devient lady Euston? Donnez-moi des nouvelles de Mr. Gladstone et de son organisation des Iles Ioniennes. J'ai donné une lettre pour lui à notre consul à Corfou, qui est un homme très instruit des affaires de Grèce, et qui a pu lui être utile. Avez-vous lu l'ouvrage de Mr. Gladstone sur Homère? Nous avons ici lord Brougham en très bonne santé, moins parlant que d'habitude ; je ne sais pas si c'est très bon signe. Lord Londesborough nous a abandonnés. On dit qu'il veut vendre son château. Je regrette les jambons d'York qu'il me faisait manger et la jolie tête de Mylady.

Adieu, cher Mr. Ellice, veuillez présenter mes hommages à Mrs. Ellice et me rappeler au bon souvenir de Mrs. Spiers dont le *huswife* (1) me rend tous les jours de grands services. Nous avons ici un temps magnifique et je me promène toute la journée. Adieu, bonne santé, joie et prospérité.

P. Mérimée.

XXII

Paris, dimanche soir, 2 mars 1859.

Mon cher Mr. Ellice,

Me voici enfin de retour à Paris où le soleil de Cannes m'a accompagné. Je trouve tous nos amis en bonne santé, particulièrement ceux de la place Saint-Georges qui ne se ressentent plus du tout des indispositions de l'hiver. Le monde, ici, me paraît de près un peu moins peureux qu'on ne me le représentait lorsque j'étais à Cannes. Il est vrai que,

(1) *Housewife :* ménagère, nécessaire à coudre.

depuis quelques jours, les bruits de paix ont un peu calmé les épiciers et les banquiers. Pourtant, il faut penser qu'il dépend d'un caporal piémontais ou d'un caporal autrichien d'allumer un joli brasier. Je ne comprends pas trop comment lord Malmesbury traite avec tant de mépris les questions des nationalités (1). Il faut bien qu'elles aient leur importance pour que l'Autriche ait besoin de 150 000 hommes en Lombardie ! Quant aux provinces danubiennes, elles ne seront plus jamais turques, mais si la Conférence s'en mêle trop, elles deviendront russes. L'Autriche, en réveillant de tous ses efforts la gallophobie en Allemagne, a réveillé aussi les idées démocratiques de 1815. « A propos de libertés germaniques menacées par la France, permettez-nous de vous rappeler, messieurs les princes allemands, les promesses que vous nous fîtes en 1815. » Voilà ce qu'on commence à dire et c'est bien le diable. De cette terrible question des nationalités, une révolution est toujours prête à sortir, voilà pourquoi tout le monde gagnerait, je crois, à un accommodement, même tel quel. Personne ne me paraît rien savoir de la mission de lord Cowley (2), et il n'en est revenu que ce

(1) Extrait d'une lettre de lord Malmesbury à lord Cowley, 26 janvier : « ...Borthwick, après dîner, raconta que, lorsqu'il était à Paris l'autre jour, l'Empereur le fit venir, et qu'il n'a jamais vu un homme aussi irrité que l'Empereur contre lord Malmesbury. Il (l'Empereur) lui dit : « Il faut que vous le ren- « versiez par une campagne de presse : il a coalisé l'Allemagne contre moi, et « est complètement opposé à ma politique. J'en ai la preuve écrite de sa main, « où il dit que l'Autriche a autant de droits sur la Lombardie que l'Angleterre « sur l'Irlande et l'Inde. » Cette citation met hors de doute la véracité de Borthwick, car c'est textuellement la phrase que je vous ai écrite dans ma lettre du 7 décembre comme vous pouvez vous en assurer. Lui en avez-vous donné copie, ou la lui avez-vous lue? Depuis ces instructions, la *Morning Post* m'attaque tous les jours... » Sans doute, Mérimée connaissait-il ces attaques, ou peut-être avait-il vu la lettre.

(2) Il faut encore citer lord Malmesbury qui avait envoyé lord C... à Vienne : « Ministère des Affaires étrangères, 13 février 1859. Mon cher Cowley, depuis que je vous ai télégraphié, j'ai vu lord Derby qui dit très justement que vous êtes le seul homme capable de faire accepter notre point de vue en ce qui concerne la question franco-austro-italienne. Si donc vous n'y voyez aucune objection sérieuse, je vous engagerais, après être arrivé à un accord avec l'Empereur, à vous rendre à Vienne... Le grand but que nous nous proposons est d'obtenir une réconciliation de la France et de l'Autriche de sorte qu'elles consentent à retirer simultanément une partie de leurs troupes des États pontificaux et à s'efforcer en commun d'obtenir une amélioration du régime politique dans lesdits États ; d'obtenir des déclarations nettes en ce qui concerne leurs intentions pacifiques et le désarmement partiel qui en devra résulter ; de persuader, si pos-

calembour : « On a vu *L'or Couler* dans les rues de Vienne. » Pour me payer ce mauvais *pun*, j'espère que vous me direz s'il est vrai, comme on le prétend ici, que la couturière de la duchesse de Malakoff ait eu l'ordre de faire ses robes de dix centimètres plus larges que celles de l'année dernière? Je voudrais bien aussi que vous me donnassiez le fil d'Ariane qui me tirât d'affaire dans le labyrinthe de votre Bill de Réforme. Il me semble que vous vous démocratisez fort. La question du ballot ne passera pas, je suppose : mais je regarde son succès comme certain dans un temps donné, et c'est le coup de mort à vos vieilles institutions.

Il paraît que Mr. Gladstone a fait une médiocre campagne dans les Iles Ioniennes. On m'a conté cette anecdote caractéristique : en arrivant à Corfou, il a baisé la main à l'archevêque grec. Les Anglais ont été un peu scandalisés, et l'archevêque, qui s'est cru aussitôt un grand personnage, a supprimé dans sa liturgie les prières pour la reine. Nous avons en France ce beau proverbe : « Graissez les bottes d'un vilain, il dira qu'on les lui brûle ! » J'ai laissé Tocqueville à Cannes un peu mieux qu'il n'était lorsque j'y suis arrivé. Il a recommencé à écrire et à faire quelques promenades, mais l'air de Cannes ne refait pas les poumons maléficiés, et je crains bien que les mauvais symptômes ne reparaissent à la première imprudence qu'il fera. Lady Holland vous a-t-elle dit ce que le roi Bomba avait à la cuisse? S'il venait à crever en ce moment-ci, ce serait peut-être une complication nouvelle à une situation déjà embrouillée.

Vous m'avez mené à Londres chez Mr. Lane (1), premier ministre du *Times* ; soyez assez bon, quand vous le verrez, pour lui dire qu'un prince d'esprit, quoique allemand, le prince de Holstein, a fait un voyage en Orient dont il a écrit la relation en allemand. Il en a envoyé un exemplaire au

sible, l'Autriche à amender les traités qui *l'obligent* à intervenir dans les duchés italiens, ce que je crois difficile à obtenir. Vous pourriez en même temps sonder Buol sur ce qu'il penserait de notre acceptation de la double élection de Couza, pourvu que nous prenions soin de fortifier la *suzeraineté* de la Porte et les divisions des provinces, en soulignant fortement que ces admissions de notre part seraient de pures faveurs et contraires à la convention générale. Vos pleins pouvoirs pourraient vous être expédiés dès que j'aurais reçu votre réponse par télégramme, et les détails par messager spécial. — Yours, etc., MALMESBURY. »

(1) Il s'agit de M. Delane, rédacteur en chef du *Times*, que Mérimée appelle, tantôt Lane, tantôt Delane. Il était très lié avec Mr. Ellice.

Times. C'est intitulé l'Orient antique et moderne, ou quelque chose de semblable, par Onauder. Priez Mr. Lane de recommander le livre et l'auteur à ses critiques. Le livre a du mérite et l'auteur est instruit et aimable. On me dit que vous vous proposez de nous faire une visite à Pâques, et je m'en réjouis fort. Si vous restez quelque temps à Paris, je vous reconduirai peut-être à Londres. Avez-vous des nouvelles de lord Ashburton? Il me semble que les Baring ont pris la chose admirablement. Mme Baring est rajeunie, et je suis sûr qu'entre elle et sa fille un homme de goût n'hésiterait pas.

Adieu, cher Mr. Ellice, mettez-moi aux pieds de Mrs. Ellice et de Mrs. Spiers. Lorsque vous n'aurez rien de mieux à faire, expliquez-moi le fond des choses. Ne soyez pas trop égoïste en politique. Si vous disiez nettement à l'Autriche que vous ne vous mêlerez pas de ses affaires, je crois qu'elle mettrait beaucoup d'eau dans son vin. Je suppose que Panizzi est fort belliqueux, c'est pourquoi il ne donne pas signe de vie. Lorsque vous le verrez, dites-lui que le plan de la Bibliothèque impériale s'est fort amélioré, et qu'elle n'aura qu'*une* porte, suivant l'arrêt qu'il a rendu.

Ever yours.

P. Mérimée.

XXIII

Paris, 8 avril 1859.

Cher Mr. Ellice,

Ce n'est pas tout que de faire endéver les Tories, il faut les mettre à bas, et il paraît qu'ils sont durs à cuire. Je vois par les journaux que vous avez dit à lord John (Russell) ce que Pylade dit à Oreste, après avoir épuisé tous les arguments pour le rendre raisonnable : « Allons, Seigneur, enlevons Hermione ! » Vous avez voté pour l'amendement (1), bien radical, selon moi, et selon vous aussi, je crois, mais il faut être de son parti. Le dénouement (2) a surpris tout le monde ici, on s'attendait à revoir lord Palmerston, et on en avait

(1) L'amendement du Bill de réforme pour proposer que le « Forty-shilling frechold franchise » (mode de vote existant dans la province) fût maintenu. Lord John était l'auteur de cet amendement.

(2) Bien que mis en minorité, le ministère ne démissionna pas. Lord Derby prononça la dissolution du Parlement.

peur, d'abord, parce que tout fait peur à présent, puis, parce qu'on lui prête le projet de refaire la carte de l'Europe. Pour moi, je pense que s'il y avait là dedans quelque chose de vrai, ce serait justement une garantie de paix de plus. Il est évident que l'outrecuidance de l'Autriche n'est fondée que sur la protection de l'Angleterre. Si cette protection venait à lui manquer elle serait fort empressée à rentrer ses cornes. Je ne comprends pas trop l'intérêt que l'Angleterre peut avoir à maintenir le *statu quo* en Italie. En admettant que l'empereur Nap. ait toute l'ambition de son oncle, le moyen le plus sûr d'arrêter cette ambition n'est-il pas de faire l'affaire de compte à demi? Doutez-vous un moment que l'Autriche, pressée entre la Russie, l'Angleterre et la France, fût-elle soutenue par toute l'Allemagne, n'acceptât les conditions qu'on lui imposerait, sans qu'il fût nécessaire de tirer un coup de canon? Si vous croyez que les Italiens ne puissent se gouverner eux-mêmes, n'êtes-vous pas en état d'exercer sur eux un protectorat aussi puissant que la France? Bien plus, une révolution italienne admise, il nous est impossible de nous en mêler, car on ne va pas éteindre un incendie quand on a des habits en amadou. Vous, au contraire, grâce à votre situation, vous pouvez mettre la main à tout sans vous brûler. Le mouvement de l'Italie est en ce moment quelque chose d'assez beau. Turin est plein de jeunes gens de bonne famille qui brossent eux-mêmes leurs chevaux, astiquent leurs fusils et vivent de la vie de simple soldat, avec la perspective d'être fusillés par les Autrichiens s'ils sont attrapés. Malgré vos préjugés britanniques, vous ferez pour l'Italie ce que vous avez fait pour la Grèce. Mais parlons un peu de votre pays. Je suppose que vous serez réélu à Coventry, comme toujours. Si vous aviez besoin de moi pour faire le coup de poing sur les *hustings* (1) et pour le *show of hands* (2), je suis à votre service. Mais quelle couleur aura la nouvelle Chambre? Lord Chelsea, que j'ai vu hier, me dit qu'elle sera toute ministérielle. C'est son devoir de dire cela. Mais vous qui pouvez dire la vérité, qu'en pensez-vous? Les élections seront-elles faites pour la *paix* ou pour la *Réforme?* Voilà le point. Quand on se rappelle l'excitation produite par l'affaire Pritchard et celle qui suivit l'at-

(1) Les estrades, terme d'élections.
(2) Vote à mains levées.

tentat d'Orsini et la lettre d'un colonel, on se représente ce que peut faire un radical éloquent. Avec votre réputation de *matter-of-fact men*, vos Anglais ont autant d'imagination que les Méridionaux, et prennent comme eux des ombres pour des réalités. Si cette malencontreuse réforme s'allume, n'est-ce pas le commencement d'une révolution qui mettrait le pouvoir aux mains des industriels en l'enlevant aux propriétaires, c'est-à-dire qui rapprocherait singulièrement votre gouvernement de celui des États-Unis, en d'autres termes, qui substituerait des spéculateurs à des gentlemen? Baring se voile la face, et croit que l'abomination de la désolation est arrivée en Israël. Dites-moi ce que j'en dois penser? On a des nouvelles de lord Ashburton de la seconde cataracte. Il est le plus heureux des hommes malgré une petite attaque de goutte. D'Égypte, il va en Syrie, et ne repassera plus par Paris. On ne dit pas que Milady soit *in the family way*. Nous avons de tristes nouvelles du pauvre Tocqueville. Il a été repris par des crachements de sang et est retombé aussi bas que lorsque je suis arrivé à Cannes. Je suis sans nouvelles de Panizzi, mais mon journal m'apprend qu'il a dîné chez Mr. Gladstone.

Adieu, cher Mr. Ellice, comme vous êtes un *Mother Carey's chicken alive in a storm* (1), vous devez vous porter à ravir. J'espère que les soins électoraux ne vous empêcheront pas de venir nous voir après Pâques. Veuillez présenter mes hommages à Mr. Ellice et Mrs. Spiers et me croire votre féal bien dévoué.

P. Mérimée.

XXIV

Rambouillet, 22 avril 1859.

Madame,

Je suis honteux de ne pas vous avoir encore remerciée de toute la peine que vous avez prise à m'écrire. Je suis ici pendant la Semaine Sainte à regarder pousser les feuilles et je pense que si Mr. Ellice avait une belle forêt comme celle-ci et un beau soleil, cela vaudrait mieux pour sa goutte que les dîners de ses électeurs, et le bordeaux qu'ils lui offri-

(1) Pétrel des tempêtes, c'est-à-dire que Mr. Ellice aimait la lutte.

ront. Au reste, j'espère qu'il est maintenant tout à fait rétabli, car on m'en a donné dernièrement de bonnes nouvelles. Outre le besoin de respirer l'air des bois, je suis à la campagne pour éviter les conversations de Paris, les lamentations des uns et les fureurs des autres. Lorsque j'ai quitté Paris avant-hier, on était en fureur contre lord Derby et lord Malmesbury! Tâchez qu'on nous rende lord Palmerston qui me paraît plus humain que vos deux ministres actuels. Très probablement, sous peu de jours, les échos des Alpes retentiront de très vilains bruits, qui n'auraient pas troublé le repos poétique des montagnes si vous aviez eu des ministres plus fermes. Je ne conçois pas comment l'Angleterre, qui n'a rien à perdre à la guerre si elle tourne à notre profit, n'a pas pitié de ce beau et malheureux pays qui va être terriblement traité, si nous avons le dessous dans la lutte. Notre mauvaise réputation de conquérants vous a sans doute donné le change comme aux niais tudesques. Le danger est que nous nous jetions dans les bras de la Russie, et si le sort des armes nous favorise, nous allons redevenir ravageurs comme au temps passé. Tout cela est bien triste et n'arriverait pas, je pense, si Mr. Canning était Prime Minister. Si vous aviez franchement secondé la France dans son intervention, très probablement l'Autriche n'eût pas tiré l'épée ; si elle eût voulu la guerre, unis à vous, nous l'aurions frottée d'importance. Après la victoire, vous auriez eu la part du lion, car notre popularité actuelle en Italie disparaîtra dès que nous prêcherons les constitutions mitigées. A vous, la moitié de l'honneur et des bénéfices ; à nous, les coups et l'ingratitude des Italiens (1). Et tout cela, lord Derby le fait probable-

(1) Il est assez piquant de rapprocher de cette lettre deux autres lettres traitant du même sujet, presque dans les mêmes termes, toutes deux postérieures à celle-ci. L'une est du comte Rudolphe Apponyi à Miss Marion Ellice, l'autre, également inédite, est de Guizot, adressée à Mr. Ellice. Du comte Apponyi : « Londres, 17 janvier 1860. ...Il est impossible de sympathiser plus complètement que nous ne le faisons sur tout ce qui se passe dans le monde, et s'il y a une nuance, c'est que vous jugez votre gouvernement peut-être avec plus de sévérité que moi. Il n'a jamais brillé par la fixité des principes et s'est toujours laissé guider par ses intérêts. Il ne fait, en ce moment, aucune concession à la France ; c'est elle qui vient au-devant de lui, qui adopte ses idées, qui lui offre des avantages commerciaux. Comment refuser? La tentation est trop grande. Que fait à l'Angleterre que la clef des Alpes soit entre les mains de la France? Les Alpes ne conduisent pas en Angleterre, et ne vaut-il pas mieux voir la France occupée de ce côté-là, que tourner ses regards vers votre île? Tant que Napoléon aura

ment pour reconnaître les services que l'Autriche a rendus à l'Angleterre pendant la guerre de Crimée. Je suis sans nouvelles de Panizzi qui doit être en ce moment aussi bouillant que le Vésuve l'était ces jours derniers. Je voudrais bien aller vous faire une petite visite ce printemps, mais ces diables de coups de canon m'obligent à rester à Paris. Ne nous ferez-vous pas l'honneur de nous dire bonjour avant que les affaires ne s'embrouillent tout à fait? Adieu, madame, si les Croates viennent à Paris, permettez-moi de rebâtir dans votre île la hutte du prophète Mac Phee dont vous m'avez conté l'histoire. Je promets de dire la bonne aventure gratis à vos *chambermaids* et à vos hôtes. Lorsque vous verrez Mrs. Spiers, veuillez me mettre à ses pieds. Daignez agréer, madame, l'expression de tous mes hommages respectueux.

P. Mérimée.

des comptes à régler avec le continent, il recherchera votre alliance et ne vous attaquera pas. Le profit est donc clair... Vous regarderez faire à L. N. ce que vous désirez faire vous-mêmes. Il en aura la peine et les embarras et vous, les profits. Vous le croyez, du moins, et c'est la foi qui sauve. Au reste, je crois que vous vous engagerez le moins possible et que vous ne brûlerez pas une amorce. Il ne lui faut que votre appui *moral* et cet effort ne vous coûte pas grand'chose... »

Lettre de Guizot :

« Paris, 16 janvier 1861.

« My dear Mr. Ellice, vous serait-il possible de me faire envoyer par la poste un exemplaire de *Blue Book* qui vient d'être distribué à votre Parlement sur les affaires étrangères, spécialement sur les affaires d'Italie? Je suis très curieux de le lire et vous seriez bien aimable de satisfaire ma curiosité.

« Convenez que, dans cette Italie qui fait aujourd'hui tant de bruit, nous faisons bien vos affaires, à vous. D'autant mieux que nous ne vous demandons pas de reconnaissance. Vous pouvez continuer à vous montrer aussi méfiants qu'il vous plaira. Nous étions, le roi Louis-Philippe et moi, des amis plus sincères et plus sûrs ; mais certainement nous n'aurions pas fait cela pour vous.

« Quoi qu'il en soit, je suis toujours

« Most sincerely yours,

« Guizot.

« 52, rue du Faubourg-Saint-Honoré. »

XXV

Paris, 29 avril 1859, au soir.

Cher Monsieur Ellice,

Mille remerciements de votre bonne lettre ; mille autres à votre aimable secrétaire dont je baise les mains pour la fatigue qu'elles ont bien voulu prendre à mon profit.

Votre ami Lane (Delane) est un abominable homme. J'ai lu aujourd'hui le *Times* d'avant-hier qui est vraiment ce que j'ai vu de plus odieux depuis longtemps. Inventer un mensonge qu'on ne ferait pas croire à des enfants et en faire le texte de déclamations injurieuses, c'est, ce me semble, dans les circonstances actuelles, la plus triste et la plus honteuse action. Si une alliance russe avait jamais lieu, ce serait à des articles de cette nature qu'il faudrait l'attribuer (1).

Je ne trouve pas non plus beau ni honorable le dernier procédé de lord Malmesbury (2), offrant sa médiation *in*

(1) L'article du *Times* du 27 avril 1859 commence ainsi : « La France et la Russie avouent enfin cette alliance dont depuis longtemps on soupçonnait l'existence et que chaque crise européenne a toujours indiquée comme une probabilité. Bien que les allusions à cet état de choses n'aient pas manqué, il n'en est pas moins vrai que la nouvelle du fait accompli a causé une vive stupeur. Nous comprenons à présent la proposition d'un congrès qui, d'une façon si opportune, interrompt les efforts de médiation de lord Cowley ; et nous discernons les véritables motifs d'une conduite si opposée aux intérêts de la paix. Tout l'aspect de la question s'en trouve changé et nous commençons à croire qu'en effet, l'Autriche avait de bonnes raisons d'agir aussi promptement... » Le reste est sur le même ton. Une attaque contre L. N. à laquelle s'ajoutent des menaces à peine voilées... Mais les articles du *Times* n'étaient pas inspirés par le gouvernement anglais.

(2) Du journal de Malmesbury, 18 avril : « ...Les Français n'étant pas prêts, sont fort alarmés et disposés à faire à peu près ce que nous voulons, ayant reçu avis que les Autrichiens sont en route pour le Tessin et vont envoyer à la Sardaigne une sommation d'avoir à désarmer immédiatement sous peine d'être attaqués sans délai. Ils (les Sardes) ont appelé la France au secours, et elle a envoyé deux divisions au pied des Alpes mais ne peut faire davantage, car elle est si peu préparée à la guerre que le général Renaud a refusé de prendre le commandement de l'armée dans l'état où elle est actuellement. Walewski a télégraphié à Malakoff et à moi pour me supplier d'admettre la Sardaigne au Congrès, et qu'il l'adjurera de désarmer sous garantie. J'ai refusé, et envoyé la proposition suivante qui, si elle n'est pas acceptée par la France et l'Autriche, est la dernière que je ferai : « Désarmement général et simultané avant

extremis pour couvrir la grosse faute du cabinet autrichien et chercher à donner le change sur le côté d'où vient l'agression. *Is this fair play*? Comment n'y a-t-il pas chez vous quelqu'un pour mettre le doigt sur l'énormité du procédé? La sommation de l'Autriche au Piémont après l'offre de l'Angleterre était une insulte à l'Angleterre elle-même. Entre gens du monde et dans une affaire d'hommes cela serait considéré de la sorte. Puis, vouloir tout arrêter lorsque du côté de l'Autriche les préparatifs sont terminés, tandis que du nôtre ils ne sont qu'à moitié, lorsque nous avons cinquante mille hommes hors de notre frontière, c'est tout à fait se moquer des gens (1).

« la Conférence, et sous la surveillance d'une commission militaire chargée d'en « assurer l'efficacité. »

« 19 *avril.* — La Sardaigne accepte la proposition de désarmement général faite par moi à condition d'être admise à la Conférence...

« 20 *avril.* — L'Autriche n'a pas encore répondu à ma dernière proposition. Si elle refuse, l'affaire devient très compliquée et Dieu sait ce qui en résultera.

« 25 *avril.* — La sommation de l'Autriche à la Sardaigne a été envoyée le 23 avril. »

(1) Malmesbury voulait sincèrement la paix. Quand il vit que rien ne pouvait arrêter la France et l'Autriche, il s'évertua du moins à arrêter l'ardeur belliqueuse des Prussiens, comme il appert de ce passage de son journal : « 30 avril. Si les Français entrent dans le Tyrol, la Confédération germanique serait obligée de soutenir les Autrichiens, ce dont les Prussiens ont grande envie. C'est pour cette raison que notre gouvernement a prié la Prusse de se tenir tranquille, et j'ai envoyé à ce sujet une dépêche péremptoire... »

Et mieux encore, ce désir de paix ressort de cet extrait d'une lettre à lord Cowley : « 2 mai 1859. ...On me dit que si l'Empereur va en Italie, il faut que vous le suiviez..., car un ambassadeur est accrédité auprès du souverain en personne. La reine croit que cela aurait l'air de prendre parti pour la France, mais je ne suis pas de son avis... J'ai vu le duc de Cobourg, qui est bouillant. Il dit que la Prusse ne peut résister à la pression de l'opinion publique et qu'elle a dû mobiliser, et son aide de camp va jusqu'à espérer que les Autrichiens seront battus cette semaine, parce qu'alors les Allemands se lèveraient comme un seul homme et envahiraient la France. Je dis alors à Son Altesse Royale que, dans ce cas, si la France les attaquait dans la Baltique, ils ne devraient pas s'attendre à un atome de secours de notre part. Il déclara que tant que la lutte se passerait dans le Piémont, l'Allemagne resterait spectatrice, mais que si les Autrichiens étaient repoussés, et que les Français les poursuivissent au delà du Tessin, ils diraient alors : « Halte-là ! ou ce sera une guerre allemande. » Si c'était vrai, vous voyez quel avantage il y aurait, dans une pareille éventualité, qu'un homme tel que vous se trouvât aux côtés de Louis-Napoléon, pour l'arrêter et arrêter la guerre au bord du Rubicon. »

Et, dans une note, Malmesbury ajoute : « Cette dépêche à la Prusse, qui se trouve dans mon *Libre bleu*, ne fut jamais montrée à l'Empereur et cette omission me demeura inconnue, jusqu'au jour où, trois ans plus tard, il me reprocha

Quant à l'alliance russe, si elle était faite, l'Autriche serait déjà à genoux. La guerre contre la Russie serait la guerre la plus dangereuse, guerre de nationalité, guerre de religion. Ce serait la frapper dans les provinces d'où elle tire ses meilleurs soldats. Les Slaves autrichiens ont, dans leurs chaumières, des portraits à deux sous de Nicolas et d'Alexandre. Ils disent que ce barbouillage est le portrait du Tsar blanc, c'est-à-dire du chef de la religion et du véritable empereur. Lorsque la Russie voudra souffler sur l'Autriche, attendez-vous à refaire la carte de l'Europe. Sauf le mécontentement, l'excitation et l'inquiétude que cause l'attitude de l'Angleterre qui paraît vouloir adopter le rôle que l'Autriche avait pris pendant la guerre de Crimée, on est ici beaucoup plus résigné à la guerre que lorsqu'elle était encore dans un avenir incertain. Le tambour met toujours ce pays-ci en train. Les soldats partent comme s'ils allaient au bal. Le peuple et même la bourgeoisie sont sympathiques à la résolution de l'empereur qui a repris une nouvelle popularité depuis quelques jours. On a plus de confiance et on éprouve le soulagement qui suit toujours une grande résolution. Les idées d'agrandissement que quelques gens prêtent chez vous à l'Empereur sont, j'en suis convaincu, très loin de sa pensée. Il me semble qu'il y a deux sentiments qui ont dirigé sa conduite. Le premier est peut-être une aversion d'instinct pour l'Autriche qu'il doit probablement au séjour qu'il a fait en Italie. L'autre est une idée de consolidation pour sa dynastie, un genre d'ambition qui est de la même nature que celui qui guidait les croisés dans la Terre-Sainte... S'agrandir est impossible et de sa part serait une folie, mais s'il réussit à émanciper l'Italie, il rétablit dans l'occident de l'Europe un équilibre moral qui n'existe plus depuis de longues années et qui en 1823, en 1848 et maintenant a cherché à se manifester. Il me semble que si j'étais Premier, je serais entré très franchement dans ces projets. Si la France et l'Angleterre avaient fait en 1859 ce qu'elles ont fait pour la défense de la Turquie, cause moins intéressante vous en conviendrez, ou il n'y aurait pas eu de guerre, ou, s'il y en avait eu, elle aurait été bien vite terminée. Dans l'entre-

d'avoir encouragé l'Allemagne à agir contre lui. Je lui prouvai le contraire en lui en envoyant une copie par le duc de Hamilton. J'en conclus que lord Cowley, à qui je l'envoyai, la montra sur le moment à Walewski, et que celui-ci la supprima à dessein. »

prise à frais communs, nous aurions eu tous les coups, vous, la moitié de la gloire et probablement tous les avantages que lord Minto et lord P... se promettaient en 1848, lors de la malheureuse tentative de Charles-Albert. On annonçait ce soir que les Autrichiens avaient passé le Tessin à cinq heures, aujourd'hui. Le nonce du pape, que j'ai vu ce soir, prétendait que tout était tranquille à Rome et que la nouvelle d'un soulèvement contre le pape était un canard. Tout s'est borné, dit-il, à quelques cris de : « Viva Italia ! » On assure que les rouges se remuent beaucoup en Allemagne à la faveur du teutonisme et que les petits princes en sont très préoccupés.

Adieu, cher Mr. Ellice, guérissez-vous vite et venez nous voir. Faites-nous de bonnes élections, rendez-nous lord Palmerston, et délivrez-nous des tories. Mille respectueux hommages à Mrs. Jeanie. Votre adresse aux Coventriens est excellente. Je vote pour vous.

P. Mérimée.

Texte de la dépêche envoyée par lord Malmesbury à tous les ministres anglais accrédités aux diverses cours allemandes.

Monsieur,

Je dois vous faire savoir que le gouvernement de Sa Majesté observe avec inquiétude les signes évidents du désir qu'ont les États allemands de faire la guerre à la France. Le gouvernement de Sa Majesté ne voit en ce moment aucune raison qui puisse justifier une déclaration de guerre à la France de la part de l'Allemagne, et il estime, en outre, que la Confédération serait sans excuse si elle adoptait prématurément une attitude susceptible de déchaîner une guerre européenne générale. Quoi qu'il en soit, il est désirable que les gouvernements de l'Allemagne sachent exactement à quoi s'en tenir sur la ligne de conduite que, le cas échéant, suivrait le gouvernement de Sa Majesté. Je vous prie donc de déclarer nettement au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité que si l'Allemagne dès à présent et sans *casus fœderis*, est assez malavisée que de provoquer une guerre avec la France et, sans cause suffisante, rende générale une guerre qui, pour toutes les raisons du monde, doit, si possible, rester localisée, le gouvernement de Sa Majesté a décidé d'observer la plus stricte neutralité, de ne donner aucune aide à l'Allemagne, ni ne pourra contribuer à protéger, au moyen de sa flotte, la côte allemande contre une attaque hostile.

Les élections en cours témoignent d'une façon indéniable du sentiment public à ce sujet, et l'on peut dire que c'est, pour l'instant, le point qui intéresse exclusivement le peuple anglais. Que l'Allemagne s'arme et se tienne prête à toute éventualité, est juste et naturel, mais, de l'avis du gouvernement de Sa Majesté, aucun acte hostile de la France ni aucune obligation émanant d'un traité ne justifierait l'Allemagne si elle provoquait une attaque dirigée contre son propre territoire ou si elle envahissait elle-même la France.

Croyez, etc.

MALMESBURY.

XXVI

Paris, 31 mai 1859.

Cher Mr. Ellice,

Je suppose que vous êtes revenu à Londres et que vous avez laissé les belles châtelaines du Yorkshire pour conspirer selon votre habitude. Je me recommande à vous pour les nouvelles. Monckton-Milnes, qui est ici depuis quelques jours, est très affirmatif. Il annonce que le 10 du mois prochain, à deux heures après minuit, vous, Messieurs les whigs, mangerez lord Derby et compagnie (1). Malgré l'autorité de votre collègue, je doute fort du résultat. Comment lord John et Palmerston pourront-ils jamais s'accorder? Comment une administration quelconque peut-elle gouverner, ou rechercher le gouvernement lorsqu'il existe une opposition qui peut devenir majorité le jour où une fraction indisciplinée de la majorité actuelle s'avisera de voter contre lui? Savez-vous que cette situation du gouvernement et du régime parlementaire chez vous est des plus tristes. Où cela s'arrêtera-t-il, je ne le comprends pas. Ce que je désire pardessus tout, c'est que le ministère, quel qu'il soit, reste neutre dans la guerre, et il me semble (peut-être cela me *semble-t-il* parce que je le *désire* beaucoup) que votre susceptibilité et vos craintes d'invasion sont un peu diminuées. L'irritation de l'Allemagne ne décroît pas, mais le gouvernement prussien tient toujours bon, et de ce côté, du moins, la situation s'est améliorée (2). Ici on ne comprend rien du

(1) Il est difficile de prédire plus juste : le cabinet Derby tomba le matin du 11 juin 1859. Le nouveau cabinet Palmerston avec lord John Russell aux affaires étrangères, fut formé le 18 juin.

(2) Voir plus haut, la dépêche de Malmesbury à la Prusse.

tout à cette recrudescence de teutonisme. Si j'en crois des gens qui sont pratiques de l'Allemagne, il y a deux causes principales, et une troisième, accessoire, qui est peut-être la plus forte. 1° L'Allemagne, princes et particuliers, sont ruinés (*sic*) par de mauvaises spéculations que la guerre a rendues plus mauvaises encore. 2° Le rôle niais que l'Allemagne a joué pendant la guerre de Crimée leur apparaît maintenant comme un reproche qu'ils veulent éviter. Vous savez que les Allemands comprennent lentement, et il leur a fallu trois ans cette fois. La dernière cause est tout bonnement une tendresse révolutionnaire. L'opinion voit un moyen d'action dans la réunion d'une armée sous un drapeau national, et un premier pas vers l'unité germanique après laquelle tous soupirent. De leur côté, les princes voient dans la guerre un moyen de distraction pour les peuples qui pourraient leur demander des comptes de leur façon de gouverner. Tout est très grave, d'autant plus que, non contents de nous réclamer (dans les journaux) l'Alsace et la Lorraine, les Allemands prétendent ôter à la Russie la Courlande, la Livonie et les provinces allemandes. A quoi les Russes peuvent répondre par la réclamation de 30 millions sur 38 des sujets de l'Autriche, en tant que Slaves. Nous aurions bien aussi quelques petites répétitions à faire dans ce grand débrouillement des nationalités, mais, Dieu merci, nous n'en sommes pas à faire les parts. Très probablement, au moment où je vous écris, on se bat sur les bords du Pô ou du Tessin, et sérieusement une dépêche télégraphique datée de midi trente, aujourd'hui, nous apporte la nouvelle d'un engagement favorable aux Piémontais sur la Sesia. Le roi a été effleuré par une balle. On a pris quelques centaines d'Autrichiens. Je n'aime pas ces habitudes de hussard du roi Victor-Emmanuel, qui peuvent entraîner l'Empereur à faire, comme lui, des folies de sous-lieutenant. Garibaldi insurge et arme le nord-ouest du Milanais. On a calculé qu'il y avait dans son corps 16 millions de rente, c'est-à-dire les jeunes gens des premières familles de l'Italie dont la fortune représente 16 millions. Heureusement, Garibaldi a un certain nombre de chenapans n'ayant pas un sou et qui ne s'en battent pas plus mal. Remarquez, d'ailleurs, la discipline de l'Italie. Partout on s'arme et on ajourne les questions de gouvernement. Croyez que ces gens ont tant souffert qu'ils sont devenus très raisonnables. Avez-

vous lu la proclamation du général Zabel? L'Empereur en a envoyé à l'Impératrice un exemplaire qui avait été affiché. Il a écrit à ce sujet à l'empereur d'Autriche pour lui demander des explications.

Adieu, cher Mr. Ellice, envoyez-moi un peu de votre politique et faites en sorte qu'on nous laisse *fair play*. Veuillez me mettre aux pieds de Mrs. Ellice et de Mrs. Spiers, sans parler des autres beautés à qui vous m'avez présenté.

P. Mérimée.

XXVII

Paris, 18 juillet 1859.

Cher Mr. Ellice,

Je suis chargé par M. Fould de vous demander un service ; vous savez les bêtises que son fils a faites avec Mlle Valérie. Dernièrement elle l'a poussé à se présenter devant je ne sais quelle cour pour demander spontanément le bénéfice de l'insolent Debtor's Act. La demande a été ajournée mais sera reproduite et jugée le 21 de ce mois. La famille du gamin, qui lui a fait donner un conseil judiciaire, envoie à Londres pour expliquer au tribunal sa position, et expliquer que ses créanciers seraient satisfaits, s'il consentait à revenir au foyer domestique. Il s'agirait que Mr. Delane voulût bien recommander au rédacteur du *Times* de ne pas oublier cet incident dans le compte rendu de l'affaire. Je n'ai pas besoin de vous dire combien cela est important pour sa famille. Soyez donc assez bon pour en dire un mot à Mr. Delane et lui recommander la chose avec la chaleur que vous mettez à obliger vos amis. Je ne pense pas qu'il soit possible d'étouffer l'affaire, ce serait sûrement contre les habitudes du journal ; d'ailleurs d'autres journaux pourraient en parler. Je crois donc que le mieux serait de rapporter les explications complètes que donnera l'homme de loi envoyé par la famille. Je vous ai parlé dans le temps de l'étrange fascination exercée par cette drôlesse. Il est évident qu'elle comprend fort bien que le plus sûr moyen de l'avoir à elle est de le perdre dans l'opinion de tous les honnêtes gens. Point de nouvelles. L'Empereur nous reçoit demain à Saint-Cloud, et on dit qu'il nous fera un petit speech. On est ici fort mécontent. Les Italiens ne le sont pas

moins et je crains sous peu un terrible gâchis. Les Florentins ont commencé à protester. Il paraît que le traité s'est fait par l'entremise du prince Napoléon. L'Empereur a envoyé d'abord des propositions au quartier général autrichien. L'empereur d'Autriche a envoyé des contre-propositions. C'est alors que le prince Napoléon a été envoyé pour les discuter, et en usant jusqu'à la dernière limite des instructions discrétionnaires qu'il avait, il a accepté. Je vous écrirai très prochainement plus au long. Veuillez me dire un mot seulement pour savoir si Mr. Delane consent à ce qu'on lui demande.

Mille compliments et sentiments dévoués.

P. Mérimée.

XXVIII

Paris, samedi 23 juillet 1859.

Cher Mr. Ellice,

Mille remerciements pour votre aimable lettre et pour la promptitude et la bonne grâce de Mr. Delane à répondre. Notre ministre me charge de vous en exprimer toute sa reconnaissance et vous prie de remercier Mr. Delane en son nom.

Je suis content que le discours de l'Empereur vous ait satisfait. Les Italiens sans doute jettent et jetteront les hauts cris, mais ils me font penser à cet homme qui mourait de faim et à qui on donna un pain. Il se fâcha parce qu'on ne lui donnait pas de viande. Le lendemain du jour où la paix a été connue à Milan, toutes les boutiques où l'on vend des gravures exposaient des portraits d'Orsini. On peut se demander pourquoi il y avait à Milan un si grand nombre de ces portraits? La question la plus grave et celle qu'il importe le plus de résoudre, c'est de savoir de quelle manière se gouverneront les États qui se sont émancipés. Quant à la Lombardie, il ne peut être douteux qu'elle ne soit régie par la Constitution piémontaise. L'empereur d'Autriche a déjà déclaré qu'il rendrait à la Lombardie les soldats milanais qu'il a dans son armée. C'est une vingtaine de mille hommes très bien disciplinés à qui on n'a qu'à faire changer d'uniforme pour en faire un élément d'ordre excellent. La conduite des Lombards aura, selon toute apparence, une in-

fluence considérable sur le reste de l'Italie. S'ils se laissent entraîner aux blagues mazziniennes, il y aura un gâchis général. S'ils sont tranquilles, au contraire, et modérés, ils rendront plus facile l'émancipation de leurs compatriotes, même celle des Vénitiens. J'ai tout lieu de croire qu'on n'usera pas de rigueur pour obliger les Toscans et les Modenais à reprendre leurs princes. Il est impossible que les Français se chargent de la restauration et il serait trop imprudent d'en remettre le soin à l'Autriche. L'important est qu'il n'y ait pas de violence ni d'anarchie. On envoie de Florence un homme qu'on dit sage et personnellement connu de l'Empereur. C'est ce qu'on pouvait faire de mieux. Si l'on parvient à décider cet imbécile de Léopold à abdiquer, et avec un jeûne prolongé on l'y décidera, le parti le plus sage serait de prendre le fils qui, entouré de conseillers italiens, surveillé par tout le pays ne pourra rien faire contre le vœu général. A l'égard du petit tyran de Panizzi, qui n'a pas reconnu l'Empereur ni même Louis-Philippe, il est évident qu'on se gênera moins encore avec lui. Enfin, pour le pape, on essayera et même on essaye de lui persuader d'être le vicaire de Jésus-Christ et non le souverain de très mauvais sujets. Je doute qu'on y parvienne. Vous savez que les papes n'ont pas renoncé à la souveraineté d'Avignon que Philippe le Bel leur a concédée ; mais il y a longtemps qu'ils n'en ont touché les revenus. J'espère qu'il leur en arrivera de même pour Bologne et Ferrare. Ce qui me ferait désirer un congrès, c'est qu'il en sortirait plus efficacement les bases d'une organisation qui se perfectionnerait, comme tous les rouages, à l'user. Ce n'est que dans un congrès qu'on parviendrait, par exemple, à préciser de quelle manière et en quel nombre chaque partie de la confédération italienne serait représentée dans l'assemblée générale, où serait cette assemblée, quels seraient les sujets dont elle aurait à s'occuper. Seuls, les Italiens ne s'accorderaient jamais sur ces points, et probablement le lieu seul de la réunion du congrès pourrait donner lieu à des difficultés sans fin. La démission de M. de Cavour ne paraît pas avoir sensiblement changé l'esprit du ministère piémontais. L'ambition d'un côté, de l'autre, la crainte de l'Autriche, rendront sa politique assez embrouillée ; mais je m'en rapporte aux autres ambitions italiennes pour que la popularité de Victor-Emmanuel soit bientôt au niveau de la nôtre.

Adieu, cher Mr. Ellice, il ne serait pas impossible que j'allasse vous voir à Glenquoich avant d'aller à Madrid. Mais j'ai présentement quantité d'embarras et je ne sais pas encore ce qui me sera possible au commencement d'août. Mille respectueux hommages à Mrs. Jeanie.

P. M.

On dit que le grand-duc de Florence abdique en faveur de son fils qui donne une constitution libérale et prend le drapeau de l'Italie. Le pape promet une constitution aussi, mais je crois qu'il la promettra toujours. Il en aurait toutes les envies du monde qu'il ne pourrait résister à la canaille qui l'entoure.

Prosper Mérimée.

(A suivre.)

Poèmes

Délectation morose.

L'ombre paisible où s'allonge le soir,
Muse, et le bruit des vagues sur le sable,
Ne ferons-nous d'un plaisir périssable
Le seul bonheur que nous puissions avoir?

Notre jeunesse a subi trop d'orages.
Tous nos vergers ont vu flétrir leurs fleurs,
Nos yeux naguère ont versé trop de pleurs,
Nous n'avons plus que de faibles courages.

Notre vaisseau qui se balance au port
A renoncé les îles inconnues.
Ces goélands n'emportent vers les nues
Qu'un rêve obscur fiancé de la mort.

Que soient enfin nos peines abolies
Dans le silence et l'éternel repos,
Nous confierons à la nuit des tombeaux
Le lourd secret de nos mélancolies.

Dans le royaume où seront nos amours
Cueillerons-nous le pensif asphodèle?
Un souvenir à son tourment fidèle
Brûlera-t-il du feu des anciens jours?

Dormirons-nous sur le rivage aride
Où sont les morts qu'abandonne l'oubli?
Quelle forêt nous offrira le lit
Où le sommeil accueille un songe vide?

Déjà, le songe, on l'a mis au linceul.
Naissant à peine, on a jeté la cendre
Sur sa dépouille où l'ombre va descendre,
Et son destin est de survivre seul.

Survivre seul à sa propre défaite,
Survivre seul à l'espoir d'être deux,
Et seul porter le fardeau hasardeux
Du vain regret dont notre vie est faite.

Et cependant nous chérissons le sort
Qui nous réduit, Muse, à ce chant funèbre
Dont nous charmons chaque soir la ténèbre
Où chaque nuit nous refuse la mort.

La rose, sœur de l'étoile.

Muse, mon seul espoir et ma claire beauté,
Toi, sœur de mon étoile et sœur de ma folie,
Je te voue à jamais la sombre royauté
D'une rose, couleur de la mélancolie.

S'il est encor des lis aux rives du Léthé,
Qu'éclate leur blancheur sur le front d'Ophélie!
Les lauriers sont amers, et des bras de l'été
Pour un veuvage obscur l'automne se délie.

Nous voici parvenus sur les plus hauts sommets
Et l'étoile toujours désigne une autre cime.
Préservez-nous, Seigneur, des horreurs de l'abîme!

Absinthe ou Bételgeuse, astre, je te commets
Une amour de tes pleurs mystiques arrosée,
Avec la rose triste où brille la rosée.

MARCEL ORMOY.

Liberté, Liberté chérie... [1]

PREMIÈRE LIASSE

CONTENANT LES MÉMOIRES DE PIERRE, MARIE, FRANÇOIS MOYEN (1741-1830)

Ce jourd'hui (2) *quinzième jour de juillet mille sept cent quatre-vingt-neuf.*

Je Ursule, César, Pierre, Marie, François Moyen, marchand de parures de dames en boutique dans la rue Saint-Antoine vis-à-vis l'église de saint Paul,

Considérant que le livre de raison de ma famille (commencé en cette même boutique par mon trisaïeul, sous le règne du bien aimé Roi Henry quatrième du nom) n'a pas été tenu depuis la mort de mon père, soit depuis vingt années,

Décide de continuer ces cahiers au lendemain d'un jour qui laissera de grands souvenirs.

Plus tard, lorsque j'aurai cédé mon principal de commerce à mes fils et marié mes filles, je relirai ces pages avec plaisir dans l'aimable jardinet sis derrière la maison que je possède au bourg de la Reine, près Paris.

(1) Copyright 1929 by Librairie Gallimard.

(2) Nous avons conservé les tournures de style du sieur François Moyen, mais nous avons corrigé son orthographe, pittoresque sans doute mais qui serait peu lisible pour un lecteur moderne. — J. V.

En relisant les pages écrites par mes père et grand-pères je suis peiné de connaître leurs ennuis et difficultés de toutes sortes ; le manque d'acheteurs par manque d'argent, les maladies, les menaces de guerres, et surtout l'obligation aux impôts qui semble leur avoir été fort cruelle.

Je suis de caractère des plus doux, peut-être parce que la vie m'a donné jusqu'à présent force satisfactions. Mon épouse, née Buneau m'est la plus fidèle et la plus tendre des compagnes. Nous ne sommes pas une nombreuse famille, Dieu ne nous ayant donné que quatre enfants : deux fils, Annibal et César, le premier âgé ce jour de vingt et un ans, le second de vingt ; deux filles, Armande et Pauline, jumelles de dix-neuf ans. Nous nous contentons de ces cadeaux du Ciel, déplorant sans doute de n'en avoir point reçu de plus nombreux, mais acceptant la destinée qui nous est faite. Je serais bien ingrat envers la Nature si, au lieu de ce caractère doux, je faisais montre de violence et arrogance. Il n'y a que les impôts qui me donnent souci parfois et méchante colère. Les baisers de ma tendre femme n'arrivent point à calmer mes humeurs quand je me vois forcé de verser à la Cassette Royale jusqu'à quatre sols par jour, pour un encaissement quotidien de quelque trente écus de trois francs, soit quatre-vingt-dix-neuf francs !

Notre Roy, dont Dieu ait la garde, ignore certes de pareils abus. Il est sage et juste : quand nos députés lui auront expliqué que je lui verse soixante-treize francs par an (un jour de travail par an !) il ressentira un grand coup.

La situation ne pouvait durer telle. Depuis un long temps, je disais à ma famille et à mes amis qu'un jour viendrait où les choses se gâteraient. Ce jour est venu hier. Une ère nouvelle s'annonce à nous, où les hommes comprendront enfin qu'ils sont frères et qu'ils doivent s'aimer en Dieu. Cette ère nouvelle, cette ère bénie, a débuté hier par une fusillade bien nourrie et des coups de canon, tout près de ma maison. On a massacré M. de Lausnay, commandeur du château de la Bastille, et quelques invalides qui gardaient ledit château.

J'ai vu passer toute une horde de gens, parmi lesquels une force de Gardes-françaises. J'étais sur le pas de ma boutique. Beaucoup me criaient : « Venez avec nous ! Vive la liberté ! C'est pour vous que nous allons nous battre ! » En entendant ces fracas guerriers, j'ai imité mes voisins ; j'ai posé incontinent les volets de ma boutique, et j'ai avec soin fermé à clef l'allée passagère de ma maison.

Ce fut une journée perdue, soit comme il a été dit plus haut trente écus de trois francs. Ils sont regrettables. Mais si ce que l'on

dit est vrai, ils seront largement compensés par les bienfaits qu'on nous annonce enfin. Notre sainte religion nous apprend à faire sacrifices autant qu'oraisons. Je fais donc sacrifice d'une journée de travail pour le bien public.

On ne saurait acheter la liberté trop cher. Je suis libre. Mes aïeux l'étaient-ils? Quiconque aujourd'hui a une langue pour parler ne prononce que les mots chéris de liberté, d'égalité, de fraternité. Tout le monde s'embrasse dans les rues de notre bonne ville. Ce matin, mon épouse avait voulu faire voir les dégâts à nos filles Armande et Pauline. Ce sont deux ravissants minois et vous devinez qu'elles sont élégantes, étant filles de marchand de parures! Elles n'avaient pas fait cent pas dans la rue Saint-Antoine qu'elles avaient été déjà enlacées et embrassées plusieurs fois par des jeunes élégants qui profitent de la liesse générale pour serrer contre leur cœur les personnes du beau sexe. Mon épouse est revenue au plus vite à la maison, tenant par les mains nos deux demoiselles rougissantes. Il ne faut plus que ces jeunes beautés sortent de la maison. Elles sont maintenant quasi emprisonnées. C'est encore un petit sacrifice à consentir pour la liberté.

17e *de juillet.*

J'ai reçu ce matin une lettre de la Loge *Les Enfants de la Justice.* En termes assez mystérieux, j'étais invité à revêtir l'habit et le manteau noir qui sont le costume de la dite Loge, et à me rendre au Siège, rue des Minimes, nº 22. Je fus fort étonné de cette invitation. Il n'y a pas trois semaines, j'ai été accomplir les rites que tout bon franc-maçon se doit d'accomplir au moins une fois l'an. J'ai ce jour-là gémi, comme il convient, sur les misères de l'humanité. J'ai secoué le 18e tapis par la 7e fenêtre, symbole touchant qui signifie qu'un homme au cœur pur chasse les poussières du cerveau comme on chasse les poussières de la maison. Rien n'est plus noble, plus beau, plus exaltant pour l'âme, que notre chère franc-maçonnerie, soutien des hommes religieux. Nous jurons de nous entr'aider, et savons nous reconnaître, nous tous qui obéissons à cette noble secte, par de légers chatouillements dans la paume de nos mains. Je suis des plus fiers d'appartenir à la Loge des *Enfants de la Justice*, qui compte en son sein force célébrités dont les noms seront immortels : le sieur Rupiat, grand génie, qui a entrepris de perfectionner notre sainte religion, en y ajoutant des rites égyptiens, syriens, et indiens, lesdits rites datant des temps les plus antiques où fut fondée la franc-maçonnerie ; le sieur Flajollet, homme de grand mérite, cherche à supprimer les maladies, fléau de notre chère

humanité ; le sieur Deromme, physicien, fort admirateur du grand Benjamin Franklin qui a supprimé le tonnerre, veut supprimer la pluie qui est chose gênante, et veut organiser en France un système d'arrosage qui remplacera la pluie, utile à l'agriculture ; le sieur Anacharsis Clotz, Allemand remarquable, veut supprimer les armes afin que la tentation de se battre quitte le cœur des hommes ; (il demande que les armées de toute la terre posent les armes, et se viennent embrasser au lieu de s'entretuer) ; le sieur Delaborde a inventé un ingénieux système pour réglementer la prostitution, laquelle soulève les cœurs vertueux ; pour cela il propose l'établissement de petits pensionnats où se tiendraient les demoiselles de facilité. Ainsi serait caché le vice.

Notre Loge s'honore de compter aussi bien des Français que des étrangers. Nous venons de voir qu'un nommé Anacharsis Clotz en fait partie ; nos registres portent le nom d'un petit pianiste de quelque mérite qui, lors d'un passage à Paris, à tenu à venir nous visiter étant lui-même franc-maçon autrichien . il s'appelle Mozart. Bref, notre Loge est notre orgueil.

Je revêtis donc le costume et le manteau noir et fus exact au rendez-vous. Là, je vis trois grandes berlines rangées devant la porte. Mes amis et moi fûmes invités à y prendre place par le Grand Dignitaire de Paris, venu tout exprès. Fouette cocher, et les berlines nous déposent sur la place de l'Hôtel de Ville où se pressait un grand concours de peuple. Nous ne savions pas ce que l'on voulait de nous. C'est alors que le maire de Paris s'avança, suivi de plusieurs domestiques qui tenaient embrassés des paquets d'épée. « Messieurs les franc-maçons, nous dit-il, votre frère le roi Louis XVI doit venir ici même reconnaître les droits du peuple qui a envahi la Bastille. Il faut qu'il sente une autorité plus forte que la sienne. Vous connaissez le symbole de la voûte d'acier maçonnique. Qui passe dessous se soumet à vous. Prenez chacun une épée. Mettez-vous sur deux rangs. Levez les bras. Touchez de la pointe de votre épée la pointe de l'épée du frère qui vous fait face ! »

Nous prîmes chacun une épée et nous rangeâmes après avoir essayé une fois le geste à faire. Des cris retentirent ; la foule s'agita comme une mer d'orage ; les gardes-nationaux à cheval maintenaient des furieux qui, derrière les grilles de l'Hôtel de Ville, semblaient des animaux féroces. Un cortège avait peine à se faire passage au milieu de ce désordre. Nous aperçumes un carrosse qui semblait soulevé par les masses d'hommes et de femmes jurant, vociférant.

Ce fut la première fois que je vis le roi Louis XVI. Il me parut, souriant, ne pas très bien comprendre pourquoi tout ce bruit. Il

regardait tout autour avec étonnement. C'était un assez gros homme, de visage assez épais, et des moins majestueux.

Gauchement, nous les francs-maçons, nous soulevâmes ces épées, ces instruments que nous touchions pour la première fois. Il y eut des cliquetis. Lui, le roi, en avançant vers le maire, il regardait la voûte d'acier.

Je me souvins alors de la parole du maire : « Il faut qu'il sente une autorité plus forte que la sienne ! »

Eh ! quoi, en ce moment où le Roy venait reconnaître les droits du peuple et les beautés de l'ère nouvelle, cette autorité plus forte que la sienne, c'était la mienne, celle de François Moyen, boutiquier?...

Mon cœur se gonfla d'orgueil. Toute la beauté des temps nouveaux m'apparut sur-le-champ. A partir de cette minute je me sentis souverain.

19e *de juillet.*

Ce matin comme nous venions de finir la collation, notre servante, la vieille Babet, laquelle nous est fort dévouée, nous dit en tremblant de tout son corps qu'il y a dans l'allée des gens mal vêtus qui prétendent à me parler. Je descends, suivi de mes deux fils Annibal et César. Je me trouve en présence d'hommes fort débraillés, au nombre de cinq. Ils étaient coiffés d'une étrange calotte rouge qui leur seyait fort mal. Leurs culottes semblaient prêtes à glisser le long de leurs jambes et leurs chemises soit déchirées, soit entr'ouvertes, laissaient apercevoir des poitrines chevelues. Ils étaient armés de piques et de haches. L'un d'eux s'approcha de moi. Je ressentais un malaise à la vue de ces personnages si peu rassurants. L'homme ôta son bonnet de sa tête et me dit : « Citoyen Moyen, vous êtes un notable du quartier. Il faut donner l'exemple du civisme... ! A partir de maintenant, on est tous frères. Alors, je te tutoie, espèce de citoyen Moyen ! Et tu me tutoies aussi ! Et ta femme et tes filles, je les tutoie ! Il ne sera pas dit que tu n'auras pas besogné à la démolition de la prison des tyrans. Toi et tes fils, tu vas venir travailler à f... à bas les pierres de la Bastille ! Et si tu ne t'amènes pas avec tes deux Moyens de fils, on dira dans le quartier que tu n'aimes pas le peuple, et alors, c'est grave pour toi, je ne te dis que ça ! »

Cet homme suait en grandes quantités et soufflait dans mon visage une haleine au vin. J'en étais très incommodé. Les camarades ricanaient derrière lui. Je tirai de ma poche une vingtaine de sols, pensant ainsi les adoucir. Ils prirent les vingt sols et me remercièrent disant que ce serait pour boire. Mais ils persistèrent à nous vouloir

emmener jusqu'au château, disant qu'ils ne seraient sûrs de notre amour et dévouement envers le peuple que s'ils nous voyaient aussi suants qu'eux par le travail de nos mains. Depuis trois jours, la boutique était fermée, soit une perte de deux cent soixante-dix francs. Cette perte énorme me peinait singulièrement et je ne voulus pas amoindrir mes chances de la combler bientôt : le mieux était de donner des preuves de bonne volonté à ces hommes qui semblaient dangereux, dans la fumée de leur ivresse.

Nous changeâmes de vêtements, mes deux fils et moi, endossant de vieilles hardes puisque nous allions faire un travail manuel. Nos gens nous firent escorte et voulurent plusieurs fois entrer dans les cabarets pour trinquer avec nous à la liberté. Nous ne voulions entrer à aucun prix dans un de ces coupe-gorges d'où sortaient des appels inquiétants et des vociférations. Nos gens nous firent de mauvais regards. Je leur dis fermement que je venais céans pour aider à la démolition d'un antre de tyrannie et non pas pour anéantir mon cerveau dans le vin. Une foule se ruait vers le château. Déjà des pierres tombaient des tours. Nos débraillés s'assirent sans façon et nous crièrent de nous attaquer au parapet du pont d'entrée. Il y avait là des piques et des pioches. Pendant plus de cinq heures, nous travaillâmes comme des galériens, cependant que ces ivrognes buvaient en nous regardant faire et se gaussant de nous.

Nous étions en eau. Annibal déchira sa chemise de haut en bas, et César ses culottes. Quant à moi, je cassai mes lunettes, ce qui me gêna dans mon travail. En emportant une pierre, je heurtai un citoyen et ce heurt me fit lâcher prise. La pierre tomba moitié sur les pieds du citoyen, moitié sur les miens. Le citoyen m'injuria avec une fâcheuse véhémence, mais je n'en eus cure, la douleur de mes pieds étant des plus cuisantes.

Vers le soir, nos surveillants furent ivres-morts ; nous pensâmes pouvoir quitter la place et avoir assez donné de preuves de bonne volonté au peuple.

Ma femme et mes filles poussèrent des lamentations en nous voyant revenir. Nous étions couverts de poussière, rompus, moulus, les mains écorchées, les vêtements déchirés. Pour moi, je boitais comme le mendiant de l'église de saint Paul.

Nous dûmes nous mettre au lit. Le lendemain, les courbatures nous empêchèrent de nous lever. Il fut impossible ce jour encor d'ouvrir boutique. Cela porta la perte à 360 francs plus 90. C'est un nouveau sacrifice à la liberté.

22e *de juillet.*

J'ai ressenti ce jour, une grande joie. Les gazettes nous apprennent que les députés du tiers font pression pour que les vieilles obligations d'impôts soient remplacées par de nouvelles, plus légères.

Cette question des impôts m'enlève le boire et le manger, trouble mon sommeil, et nuirait à ma santé si je ne luttais là contre. Et tous, en notre bonne ville et cher pays, sont tels que moi. Tous donneraient plus volontiers une livre de leur propre chair que de l'argent qu'il serait si plaisant de garder par devers soi. Tous, ils savent qu'il faut un guet pour les garder et un lieutenant de police pour commander au guet ; et des hôpitaux pour que les malades n'infestent point les maisons ; mais chacun ne pense qu'à sa bourse. Chacun a bien assez en tête en s'occupant de ses propres affaires. S'il fallait prendre soin de ce qui regarde l'État, comment marcheraient nos intérêts qui seulement nous inquiètent?

Ce qui m'a donné un grand contentement, au-dessus de tout, fut de savoir la disparition des mots détestés de *taille* et de *gabelle.* Ah ! puisse la chose disparaître avec le mot ! Il me semble que nous allons vivre en un doux printemps de fleurs odorantes.

Peu m'importent les quelques petits ennuis des jours passés ! Chaque médaille, si belle soit-elle, n'a-t-elle pas son revers? Après la pluie le beau temps ne vient-il? Si la rose a des épines, sa beauté n'émeut-elle pas les cœurs sensibles? Je suis comme un homme qui, s'éveillant d'un cauchemar, aperçoit en son lit le sourire d'une épouse tendrement adorée.

Je relis avec pitié les pages écrites par mon aïeul, qui maudit M. de Colbert lequel, dans son inconscience, exigeait que le commerce, qui est chose sacrée, verse des impôts à date fixe au Trésor. Le rouge me monte au front quand je songe que coule en mes veines le sang des esclaves, et je ne crains pas de le dire, des martyrs de l'impôt. Car, que furent mes tristes aïeux? Des hommes qui ne savaient pas prononcer le mot de Liberté ! Le souvenir misérable d'un Colbert me fait bénir le temps où je vis. Que Dieu protège notre Roi et nos députés, ces hommes purs qui ont ouvert les yeux d'un souverain magnanime.

20e *d'aoust* 89.

J'ai ressenti ce jour une grande douleur. A la suite des événements mémorables qui se sont déroulés le mois dernier, j'avais cru, sur la foi des gazettes, que c'en est fini des impôts. Or, comme si aucun événement mémorable ne s'était déroulé, j'ai reçu commandement

de payer mes impôts. Mon sang s'est glacé en lisant le total ; ce n'est plus quatre sols que je dois payer par jour, mais bien sept sols.

Je me suis transporté aux guichets du Trésor, pour faire entendre ma protestation. Sept sols au lieu de quatre, je croyais à une erreur ! Or, des centaines de citoyens étaient venus aussi pour protester. La police nous a expulsés de devant les guichets, disant que c'était là un lieu de payements et non de colère publique ; que les députés sont faits pour les protestations et non pas nous, les citoyens, qui devons nous conformer aux usages. De tels propos me firent suer sang et eau, d'autant plus que les mots de *taille* et de *gabelle* sont effacés sur le commandement de payer, et remplacés cyniquement à la plume par des mots qui coûtent plus cher !

Je suis revenu tout agité en ma boutique, et le cœur battant plus fort qu'à l'accoutumée. Je me dus coucher pour calmer cette fièvre. Ma tendre épouse et mes deux filles eurent beau me mignonner de toutes façons, m'appeler, l'une son petit mari chéri, les autres leur petit papa complaisant, me faire boire de l'eau d'oranger et des sirops calmants, le sang bourdonnait en ma tête. Il fallut faire venir l'apothicaire qui pratiqua une saignée abondante.

Et comment serais-je calme? La frivolité, la parure, les atours, se vendent moins qu'avant le grand jour où fut assiégé et pris le château de la Bastille. Si Annibal et César, dignes fils de leur père, n'avaient pas eu l'idée géniale d'ouvrir un comptoir spécial de cocardes tricolores qu'il est de bon ton de s'épingler sur le cœur pour faire montre de civisme, il n'y aurait plus d'argent dans mon tiroir. Je frémis en pensant que la marche de ma fortune est arrêtée sur un chemin qui se montrait commode à suivre. O liberté, que de sacrifices on supporte en ton nom !

18e *de septembre* 1789.

Vers trois heures de relevée, le citoyen Coutard a fait son entrée dans la boutique, avec un air majestueux. Il était en son triomphe d'habillement : culotte de soie blanche, souliers vernis à boucles d'argent, habit violet, jabot et manchettes de dentelles fines, chapeau de feutre gris. Un vrai petit maître.

Il a demandé à me parler dans mon particulier. Ce qu'il m'a dit, j'en suis tombé à la renverse... Le citoyen Coutard venait demander la main de mes filles jumelles Armande et Pauline pour ses deux jumeaux Castor et Pollux.

Il y a longtemps que j'ai remarqué les allées et venues de ces deux jouvençaux dans ma boutique. Ils ont acheté plus de deux cents cocardes, les cocardes étant les seules choses qu'ils pouvaient

acquérir dans mon magasin pour dames. Ils sont fort bien en point, de taille haute, et d'une élégance qui ne le cède en rien à l'élégance de leur père.

Le citoyen Coutard est des plus riches. Il est associé, dans le commerce de la bière avec le citoyen Santerre, dont la fortune est immense.

La bière est un commerce qui prospère beaucoup depuis qu'il y a des agitations populaires, des réunions, des clubs, des fêtes du civisme, et cetera. On crie beaucoup, ce qui pousse à boire. Plût au Ciel que la frivolité eût autant gagné que la bière aux changements des mœurs !

Mais quel honneur pour moi est une telle demande ! J'en conçois une joie aussi grande que ma colère quand je pense aux impôts. Ce n'est pas peu dire. Je dis au citoyen Coutard : « Citoyen Coutard, si mes filles sont consentantes (je ne suis pas de ces pères qui imposeraient à leurs filles des hommes qui ne leur plairaient point, cela étant contraire à la Liberté), si mes filles, dis-je, sont consentantes, elles sont à vos fils.

— Elles consentent certainement, me répondit le citoyen Coutard, d'un air fin. Il m'offrit une prise et aspira une pincée de tabac avec un geste des plus distingués. Quand présentons-nous nos enfants?

— Quand vous le voudrez bien.

— Alors, ce sera sur-le-champ. Castor et Pollux font les cent pas devant votre boutique. »

A ces paroles, je compris pourquoi Armande et Pauline lançaient d'agréables œillades du côté de la rue, et pourquoi leurs joues innocentes s'empourprèrent quand le citoyen Coutard fit son entrée. Celui-ci ouvrit l'auvent de la pièce où nous nous tenions et fit : « Psstt ! Hep ! là-bas... ça y est ! Vous pouvez vous amener ! »

Castor et Pollux, tout enrubannés, tout fleuris, tout parfumés d'essences pâmoisantes, se précipitèrent dans ma maison.

Et ce fut une scène bien faite pour émouvoir des cœurs sensibles. Ma chère épouse se précipita dans mes bras en sanglotant. Armande et Pauline, les paupières baissées, firent la révérence devant chacun des fils Coutard. A l'écart, Annibal et César se tenaient les deux mains, avec gravité. Le citoyen Coutard souriait avec bonté.

Armande et Pauline se ressemblent de façon frappante. Castor et Pollux, de même. Il y eut une seconde d'hésitation, Armande cherchant lequel était bien Castor, Pollux cherchant laquelle était bien Pauline.

J'eus une idée digne de moi. Pour qu'il n'y eût plus dans l'avenir, de confusion fâcheuse, je dis à Annibal et à César d'aller quérir

sur un de mes comptoirs des rubans roses et des rubans bleus. Armande et Castor furent ornés des roses, Pauline et Pollux, des bleus. Ce fut une minute d'émotion. Les quatre fiancés étaient agenouillés. Mon épouse tomba dans un fauteuil. Je m'agenouillai à mon tour et l'enlaçai avec transports. Castor et Pollux firent de même pour Armande et Pauline. Le citoyen Coutard, qui a du savoir-vivre, ne voulut point rester debout. Il tira un vaste mouchoir de sa poche, et s'agenouilla dessus. Annibal et César ne pouvaient pas moins faire. Ils le firent.

C'est donc dans la pose de la prière que nous contemplions les deux couples amoureux, que nous entendions le bruit discret des baisers, semblables à des dialogues d'oiseaux.

O nature ! tu es la consolation de l'homme ! Tu es la mère de l'humanité ! Tu es la force invincible qu'il faut admirer à l'égal de Dieu ! Que dis-je? tu es la fille de ce Dieu auquel j'adressai, en cette minute délirante, une courte mais fervente prière.

Le citoyen Coutard, après quelques minutes, fit entendre une toux discrète, et se mit debout. Mon épouse se dégagea de mon étreinte, en soupirant. Annibal et César se levèrent à leur tour.

Les deux couples se considéraient toujours en extase. Je touchai leurs épaules paternellement. Je les secouai avec douceur. A la longue, ils semblèrent s'éveiller. Castor et Pollux soulevèrent tendrement leurs futures moitiés.

Pour égayer la situation, je demandai à mes filles depuis quand elles nourrissaient en leurs cœurs un si tendre amour. Toutes deux rougirent, et me répondirent espièglement : « Depuis le lendemain de la prise de la Bastille, quand ces messieurs nous ont embrassées dans la rue Saint-Antoine. »

Ce qu'entendant, mon épouse retomba en faiblesse dans le fauteuil. Je lui tapai dans les mains, lui disant : « Ma chère âme, malgré quelques inconvénients, nous vivons une époque angélique. On tue à la Bastille, mais c'est pour l'amour. On fait la révolution, mais nos filles trouvent des maris. »

J'essuyai une larme.

20e *de septembre* 1789.

Nous avons profité de la grande réjouissance qui s'est donnée sur l'emplacement de la Bastille, pour célébrer les fiançailles d'Armande et de Pauline avec Castor et Pollux.

Cette fête fut une idée des citoyens Coutard et Santerre, désireux d'écouler de la bière. Ils ont loué l'emplacement des cachots de la tyrannie, acheté des lanternes de papier et monté des tables en plein

vent pour le populaire, qui leur en a gardé grande reconnaissance. Ces messieurs ont vendu ce jour-là autant de bière qu'en une année.

Le citoyen Coutard avait fait monter, pour nos invités et les siens, une tente où le populaire n'avait pas accès. Cette tente simulait un temple de l'Amour avec de délicates et réjouissantes peintures.

Quelques tapisseries, prêtées par un marchand de meubles, voisin de la brasserie Santerre et Coutard, jetaient une note bien riche dans ce lieu d'agrément.

Quelques violons de l'Opéra jouaient pour nous seuls quand les hautbois et trompettes, destinés à faire danser le peuple, voulaient bien prendre une minute de répit.

Les deux couples fiancés ne cessèrent de danser et de se faire mille grâces, partageant les mêmes friandises, buvant dans les mêmes verres, à la joie de tous. Cette fête magnifique ne marqua pas seulement dans la vie de mes chères filles mais dans la mienne.

Le citoyen Santerre nous avait fait l'honneur de se joindre à nos réjouissances, n'étant pas seulement l'associé du sieur Coutard, mais son ami d'enfance. Le citoyen Santerre n'est pas seulement le plus important brasseur de Paris, c'est un des personnages les plus importants de l'ère nouvelle. Il est commandant d'un des groupes de la Garde Nationale, honneur des citoyens. Il fait le beau voir avec son grand bicorne plucheux sur lequel retombent des plumes tricolores ; son habit bleu aux épaulettes d'or ; sa culotte blanche, ses hautes bottes à revers, et son magnifique sabre. Il paraît qu'il est appelé à remplacer quelque jour La Fayette, jugé trop mou. Le citoyen Santerre est un homme tout rond ; il parle avec une rude bonhommie. Il est de teint coloré et s'enorgueillit d'un bel embonpoint. Il prétend que, pour mener à bien les cinquante mille Garde Nationaux, il vaut mieux être un enfant de la roture, un « sans terre » (il rit aux éclats en faisant ce jeu de mots) qu'un monsieur de La Fayette. « Le sang bleu, dit-il, ne sera jamais le sang rouge du peuple. »

Le citoyen Santerre affecte des airs d'homme de guerre, qui lui vont à ravir. Il jure souvent et baise la main des dames avec ferveur, chaque fois que l'occasion se présente pour lui de faire le galant.

Il m'a saisi par un bouton de mon habit et m'a attiré dans une allée bordée d'arbrisseaux et qui recouvre un des fossés de la Bastille. Soudain, il s'arrête, me regarde du haut en bas, et me dit . « Citoyen François Moyen, tu as belle allure : tu es solide sur tes jambes ; tu me plais ! » Je ne puis faire autrement que de lui répondre « Merci, citoyen. »

Il continue : « Pourquoi toi et tes fils, ne faites-vous pas partie de la Garde Nationale? »

Interloqué, je me gratte l'oreille, et je murmure . « Cela ne m'était jamais venu en idée. »

Alors, il me donne une tape sur l'épaule, une tape qui me fait chanceler. Il crie très fort, à peu près comme l'homme qui est venu un jour nous chercher, pour nous faire démolir la Bastille : « Nous avons besoin d'hommes intelligents et devoués, f... ! Et nous prouverons que nous ne sommes pas des Jean-f... ! Nous prouverons que nous valons bien la séquelle des noblaillons qui, eux, sont des Jean-f... ! Nous sommes menacés par de grands dangers, je te l'apprends, citoyen Moyen ! Dangers à l'intérieur. Toutes les grenouilles que nous avons dérangées dans leur mare préparent la guerre contre nous. Une guerre sans merci. Dangers à l'extérieur. Ne t'y trompe pas. Quand les étrangers verront que ce sont des hommes comme moi qui mènent la France, ils ne pourront pas supporter ça ! Ils seront jaloux. Ils nous tomberont dessus. C'est alors, citoyen Moyen, qu'ils nous trouveront, toi et moi, devant eux ! Nous dresserons nos poitrines devant leurs glaives ! »

Le citoyen Santerre se promenait de long en large, cependant que j'étais resté sur place un peu consterné. J'étais venu sur l'emplacement de la Bastille pour assister à une idylle, et non pour m'entendre proposer de me faire massacrer dans les batailles.

Ayant aspiré de l'air, le citoyen commandant repartit de plus belle : « Nous l'aurons, l'armée du peuple ! A des temps nouveaux il faut des procédés nouveaux ! As-tu pensé quelquefois à ce que nous coûtent les Garde françaises, les Suisses, et Royal Picardie, et Provence, et Champagne et tout le diable et son train? Nous, citoyen Moyen, sais-tu ce que nous allons faire? Nous allons prendre tout le monde et nous ne paierons personne ! Nous aurons une armée bien plus nombreuse et nous ferons des économies ! L'armée ne sera plus une bande d'esclaves payés. L'armée ce sera toi, ce seront tes fils, ce seront des hommes libres, auxquels nous ferons servir l'idéal des temps nouveaux ! Un cœur pur accepterait-il de servir sa patrie pour de l'argent? Non, citoyen Moyen ! Tu accepteras de servir pour rien, pour l'amour de la liberté, pour la joie magnifique de braver la mort, et de tomber, s'il le faut, en martyr de la Liberté ! »

Je sentais le sol se dérober sous mes pas. J'avais des éblouissements. Le citoyen Santerre vit mon émotion. Il se calma. Mes oreilles bourdonnaient. Je l'entendis néanmoins qui me disait aimablement . . J'ai une place de lieutenant qui est vacante. Je te promets de te

faire capitaine avant deux mois. Quant à tes deux fils, j'en ferai des sergents pour commencer ! »

Je balbutiai : « Citoyen Santerre, je ne connais rien, mais ce qui s'appelle rien, au métier de soldat, et vous voulez faire de moi un lieutenant?

— Ne fais pas le modeste, cria-t-il. Et d'abord, lieutenant, tutoie-moi. Dans la Garde nationale, on tutoie ses supérieurs ! »

C'en était trop. J'eus un mouvement de révolte. « Comment m'y prendrai-je pour tenir un sabre, moi qui n'ai jamais tenu qu'une aune en mes mains?

— Tu feras comme les autres. Tu les regarderas faire et au bout de huit jours, tu feras un excellent officier. C'est un métier facile. Il n'y a qu'à dire : « Tête à droite ! » ou : « Tête à gauche ! » On a fait de moi un commandant. Demain, je serai général. Je suis bien capable, j'imagine, de faire le métier des Césars et des Alexandres, alors qu'eux ils auraient été bien incapables de fabriquer et de vendre de la bière ! »

Il passa une main sous mon bras et m'attira vers le Temple de l'Amour. Il murmura à mon oreille : « Ne t'inquiète pas, lieutenant. Je dirai à tes soldats de te montrer comment te tenir ! »

A partir de cette minute, je ne ressentis plus le moindre plaisir de la fête qui battait son plein. Je regardais avec tristesse mes deux fils Annibal et César qui dansaient le rigodon avec l'insouciance de leur âge. Ils adressaient force sourires tout alentour d'eux et les jouvencelles leur faisaient bien des mines. « Hélas ! pensais-je en moi-même, mes deux garçons ne sont-ils plus que chair à canons, comme veut le citoyen Santerre? Tout homme aura-t-il donc à présent deux métiers, le sien et celui de soldat? La vie comptera-t-elle pour si peu qu'on formera des régiments sans se soucier du rôle qui revient à chacun de nous, sur cette terre : c'est-à-dire élever une famille et la faire prospérer dans le respect du Seigneur? Me voici payant déjà le double des impôts de l'an passé, et me voilà obligé de quitter ma boutique pour apprendre la charge et le maniement du fusil ! Ah ! comment annoncer cette nouvelle extraordinaire et pénible à ma tendre épouse? Il est vraiment inouï que cette ère nouvelle que j'ai bénie à grands cris apporte de telles révolutions dans la vie des hommes. Je n'aurais jamais cru que cette ère nouvelle, faite pour corriger les abus des autres, pût m'atteindre, moi ! Il y a là une injustice contre laquelle je proteste devant Dieu.

La danse dura jusqu'au matin. Le citoyen Santerre criait si fort qu'il couvrait le bruit des danses et des musiques. Cet homme me faisait frissonner. Je suis un citoyen paisible, habitué au comptoir

et à mes livres de caisse. En arriverai-je à regretter le temps où l'État ramassait les va-nu-pieds et les propres-à-rien, et le gibier des prisons, pour les conduire aux batailles où est leur vraie place? S'ils y meurent, ils débarrassent la terre qu'ils infestaient ; s'ils survivent, ils acquièrent l'honneur et la gloire, et de rien passent au rang respectable !

Hélas ! va-t-on envoyer Annibal et César à la guerre? O monstrueuse action ! Injustice majeure !

Je me promets d'en dire deux mots lors de la prochaine réunion de la Loge à laquelle je suis affilié. Elle est toute composée de pieuses gens, et fort raisonnables, qui ne manqueront de m'approuver.

Nous sommes rentrés au petit jour, si fatigués, les uns et les autres, que nous ne pûmes ouvrir boutique.

22e *de septembre* 1789.

Ce matin, comme je comptais les sommes de ma caisse, un garde-national a pénétré dans la boutique, qui demandait à parler au citoyen Moyen. Je me nommai et le garde national me remit une feuille de papier aux armes de la bonne ville de Paris. Il me dit : « Répondez par écrit aux questions posées. Je reviendrai chercher la feuille vers le soir. » Il salua militairement et sortit.

Je lus : « Recensement des hommes valides de Paris. Nom. Age. Lieu de naissance. Taille. Poids. Tour de la poitrine. Tour de ventre. Longueur de chaque pied. »

Je me contins de ne pas chiffonner et piétiner cet insolent papier !

Me voici incontinent forcé de décrire ma personne et celle de mes fils, aux pouvoirs publics ! Mon corps n'est plus à moi ! Viendra-t-il le jour où il me faudra aussi décrire mon épouse et mes filles ! Je crois rêver.

Notre Loge, précisément ce jour-là, devait tenir une assemblée de tous ses membres. Je pliai le papier que je plaçai en une de mes poches.

Je me rendis à la Loge, frémissant d'indignation, et décidé de faire un éclat. A peine avais-je pénétré dans la salle que j'aperçois, assis au fauteuil du président, le citoyen Santerre plus empanaché que jamais. Le citoyen Coutard se tenait assis à sa droite. Sitôt qu'il m'aperçoit, le citoyen Santerre crie d'une voix tonnante : « Saluons le citoyen Moyen, un de nos plus brillants lieutenants de la Garde Nationale ! Citoyen Moyen, viens t'asseoir à ma gauche, tu compléteras le bureau ! »

En titubant et rougissant, je franchis les rangs serrés de gens qui

applaudissaient. Avec mon habit puce, mes bas de laine, et mes souliers sans boucles, je montai sur l'estrade, tout gêné, et n'ayant rien d'un brillant lieutenant ! Le citoyen Santerre ayant fait au-dessus de ma tête un geste symbolique, me donna l'accolade. Après quoi, il tonna de nouveau : « Admirons un homme, citoyens, qui donne ses deux fils à la Patrie ! »

Tout le monde se leva en frappant des mains de nouveau. Il est toujours agréable d'être acclamé et je me sentis alors caressé par le souffle de la gloire. Cependant, je ne pus m'empêcher de songer que je ne donnais nullement Annibal et César à la Patrie, mais que c'était la Patrie qui me les prenait. Ma tête bourdonnait. Je ne pus m'empêcher de songer que, l'année précédente, j'étais tranquille en ma boutique, à mesurer de la dentelle et des rubans aux belles du quartier, et que si je payais quatre sols d'impôts par journée, je ne donnais ni mes fils, ni moi-même en holocauste sur l'autel de la Liberté. Aujourd'hui, j'étais ivre des fumées de la gloire, mais menacé de la mort des soldats. Je tenais bien en ma poche le honteux papier que j'avais voulu montrer à mes frères de la Loge ; mais allez donc vous plaindre quand tout le monde vous applaudit ! Cela est proprement impossible. Celui qui est dans les honneurs ne se peut plaindre lui-même sans provoquer l'indignation. J'eus la douleur d'entendre le citoyen Santerre lire le décret de l'Assemblée qui commandait le recensement de tous les citoyens valides. Et l'Allemand Anacharsis Clotz qui, naguère, voulait qu'on posât les armes, déclarait avec un affreux accent que la Liberté voulait des défenseurs.

Je rentrai dans ma maison, morfondu et la tête en feu. Le garde national attendait mon retour. Je me saisis d'une aune, me mesurai sur toutes les coutures, ainsi qu'Annibal et César. Je remplis la feuille, au bas de laquelle on lisait : « Celui qui refusera de remplir la dite feuille sera poursuivi avec toute la rigueur des lois. » Étant honnête bourgeois, je me conformai à un ordre aussi impératif.

30e *de septembre.*

Le garde national est revenu. On le voit aussi souvent que le porteur des lettres. Sa venue chaque fois me donne le frisson. Il me remit trois plis : un pour moi-même, un pour Annibal et un pour César.

C'était un ordre d'avoir à nous rendre à l'arsenal, et de nous procurer à nos frais, — à nos frais, vous entendez bien? — moi, un costume de lieutenant de la Garde Nationale, — y compris des épaulettes d'or, trente-six francs, — y compris également un pistolet et un sabre ; — Annibal et César des costumes de sergents, avec sabre

et fusil, le tout faisant un total de neuf cent dix-neuf francs et huit sols.

Annibal et César furent assez vite et facilement vêtus, mais moi qui ai un certain embompoint, il ne fut guère facile de trouver costume à ma taille. L'habit était ou trop long ou trop court ; le gilet bâillait ; la culotte me collait aux fesses, me gênant fort dans la marche. A la longue, on trouva quelque chose qui se mit à peu près à ma taille, quoique je fus abominablement gêné, le cou serré dans un col trop haut. Le plus difficile fut de faire tenir un bicorne à plumes rouges sur ma perruque que j'ai abondante. L'habilleur, César, Annibal, enfonçaient force bicornes : ceux-ci se relevaient toujours, mes cheveux les repoussant. Ce que voyant, l'habilleur prit un ciseau, et avant que j'eusse pu rien dire, se mit à couper les boucles, avec lesquelles ma tendre épouse aimait tant à folâtrer... Alors le premier bicorne venu s'enfonça jusqu'à mes yeux. J'en étais aveuglé. Il fallut mettre une gazette à l'intérieur pour qu'il fût en bonne place. Enfin, l'on m'accoutra d'une épée dont le ceinturon me sangla le ventre à crier de douleur.

On nous remit un ordre écrit, en échange de l'argent que nous payâmes, de nous rendre le 4 octobre prochain, en armes, au rond-point des Bergères, dans le bois du village de Neuilly.

Annibal et César, pendant que nous revenions vers la rue Saint-Antoine s'exerçaient en riant à marcher militairement et à manier leur fusil. Moi, je tenais mon sabre par la poignée, ayant déjà failli choir deux fois en mêlant mes jambes dans le dit sabre ; et j'avançais, les jambes écarquillées, les cuisses chauffées, la poitrine oppressée, et ne sachant que faire quand des gardes nationaux me saluaient à la soldatesque, me disant : « Bonjour, citoyen lieutenant ! »

7e *d'octobre* 89.

Dans la soirée du 4 octobre, les tambours battirent la générale dans tout le faubourg Saint-Antoine.

Nous revêtîmes nos costumes et après de touchants adieux à mon épouse et à mes filles, nous nous rendîmes devant les Blancs Manteaux. Le citoyen Santerre, sur un gros cheval pommelé, assistait au rassemblement. Douze tambours se tenaient à côté de son cheval. Il me fit de la tête un salut amical. Il cria : « Citoyen Moyen, troisième compagnie ! »

Un garde national s'approcha de moi et me dit : « Par ici, citoyen lieutenant ! » Je me trouvai bientôt parmi toute une société de gens

du quartier que je connaissais. « Ah ! voici le lieutenant ! Bonjour, lieutenant ! Mettez-vous devant. On vous suivra ! »

Bon ! savais-je seulement où aller?

La nuit tombait. On allumait les lanternes aux coins des rues. Je songeais à ma femme pleurante et gémissante.

Le citoyen Santerre hurla : « Citoyens ! nous partons pour Versailles, afin de ramener dans Paris le roi, la reine et leur fils. En avant ! »

Les tambours battent. Nous nous mettons en marche. J'entends la voix de Santerre : « Une, deux ! Une, deux ! Une, deux ! Voulez-vous marcher mieux que ça ! Au pas, s... n... de D... !

Nous gagnons le faubourg Saint-Honoré. J'étais en eau. Je lançais des gouttes de sueur tout autour de moi !

J'entendais les gardes nationaux qui sacraient et juraient comme des païens.

Au rond-point des Bergères, nous trouvâmes d'autres légions qui nous attendaient. On repartit. Cette nuit de marche fut horrible. Mes jambes se dérobaient sous moi. J'ouvris mon gilet qui m'étouffait. Je pris mon bicorne en main. Beaucoup tombèrent de fatigue. D'autres, pour se soutenir, burent du vin et s'enivrèrent. C'étaient des hocquets et des vociférations à faire frémir. En traversant la forêt des Fosses-Reposes, il y eut des gardes qui se couchèrent pour cuver leur vin.

Vers l'aube, j'entendis la voix du citoyen Santerre : « Où sont les officiers de cette sacrée troupe? Ils sont tous plus débraillés les uns que les autres ! Le général La Fayette va passer parmi vous. Voulez-vous vous lever, tas de clampins ! »

A quoi les gardes nationaux répondirent : « Ferme ta gueule ! » Le citoyen Santerre se retira avec dignité.

Que se passa-t-il à Versailles? Je n'en ai jamais rien su. Je sais qu'un commandant me dit en jurant de me reboutonner parce, que mourant presque de chaleur, j'allais la chemise à l'air.

Nous restâmes tout le jour dans la cour du château. Impossible de rien acheter. La foule des Parisiens avait envahi toutes les boutiques où il ne restait rien à manger ni boire. J'étais rendu de soif. J'aurais bu l'eau d'un égoût.

Vers le soir, un homme des plus distingués, monté sur un cheval blanc, parut à nos yeux et cria : « Mes enfants, le roi vous accorde tout ce que vous demandez ! » On me dit que c'était M. La Fayette.

Impossible de savoir si c'était la suppression des impôts que le Roi nous accordait. S'il s'agissait d'autre chose, que m'importait cette promenade cruelle? Mes pieds saignaient dans mes chaussures et

il m'était impossible de m'asseoir sur le pavé souillé d'urine et de papiers graisseux. Nous restâmes encore deux mortelles heures, et il commença de pleuvoir, pour comble de malheur. Beaucoup de gardes nationaux étaient partis je ne sais où, et je ne retrouvais plus mon monde. Le désordre était indescriptible. Des femmes manquaient de tenue, offrant leurs appas aux yeux de tous. J'en étais pantois. Des hommes criaient, chantaient, buvaient, ayant su trouver du vin, eux ! Enfin parut un carrosse, traîné par de gros chevaux gris. Il y eut un concert d'acclamations et d'invectives. M. de La Fayette cria : « Gardes nationaux, entourez la voiture du Roy qui est sous la protection du peuple ! »

Je fus proprement bousculé par des furieux qui voulaient s'approcher du carrosse. Je reçus force coups de poing, et même un coup de pied sur ma fesse gauche qui en resta douloureuse.

Le carrosse avançait à peine. A la lueur des torches, j'aperçus, adossés sur des coussins cramoisis, le Roy, la Reine, et à la portière, un garçonnet qui souriait et envoyait des baisers à la foule.

Dans son joli habit de soie bleu-pâle, il semblait un chérubin. Une grosse femme, qui sentait le poisson, s'écria contre mon oreille : « Pauvre mignon, il serait mieux dans son lit ! »

Tout le monde serait mieux dans son lit, pensais-je à part moi-même. Ce fut presque pleurant, boitant, plié en deux, mon ceinturon m'encombrant le ventre et ne sachant que faire de mon pistolet, que je me sentis entraîné par la foule. Qu'aurais-je pu faire si elle avait voulu mettre en pièces la royale famille?

Les gardes nationaux, dormant presque debout à la suite de ces heures fatigantes, avançaient à la débandade. C'était un spectacle de grand désordre.

Je n'ai jamais su comment je pus parvenir jusqu'à Paris. Annibal et César avaient disparu, ce qui me plongeait en inquiétude mortelle.

Je fis comme tous les autres gardes. Une fois entré dans la ville, je regagnai ma maison sans m'inquiéter de quoi que ce fût. Annibal et César, revenus depuis plusieurs heures, mangeaient des tartines de confitures. Ils ne semblaient pas incommodés par les quatorze lieues de marche et trente-huit heures sans sommeil. Moi, je me dus mettre au lit. Ma tendre épouse, m'aidant à me dévêtir, pleura en voyant mes pauvres pieds saignants.

En me mettant au lit, je maudis Santerre et le rassemblement de tous les citoyens sous le costume des soldats. Mais à mon réveil, le lendemain, une joie m'était réservée. Le citoyen Santerre m'avait fait parvenir un brevet de capitaine, « veü, disait le brevet, la bonne tenue du citoyen lieutenant Moyen durant la journée du 5 octobre. »

Il est vrai que ma tenue ne fut pas plus mauvaise que celle des autres, et ne fit tache dans toute la garde nationale.

22e *d'avril* 1792.

J'ai abandonné en un coin, depuis trois ans, mon livre de raison. Le temps m'a fait défaut pour écrire et je n'avais pas l'esprit assez libre pour coucher mes idées sur le papier. Que de choses se sont accomplies depuis ce jour où j'ai entrepris d'imiter le sage exemple de mes aïeux qui tenaient journal de leur vie ! Mais leur vie se peut-elle comparer à la mienne? Eux, ils vivaient en des temps où un honnête boutiquier ne s'occupait que de sa boutique. Ce jourd'hui, c'est bien autre chose. Autres temps, autres mœurs, dit le proverbe. Je ne suis plus marchand de parures, la corporation de la parure et atours des dames ayant été supprimée comme vestige des temps tyranniques.

L'argent se fait si rare, remplacé qu'il est par des vignettes de papier-assignats, que c'est à croire que les femmes n'ont plus de coquetterie. C'est à dire que beaucoup n'osent faire montre de beaux vêtements, dans la crainte d'être injuriées par les poissardes. En sorte qu'il m'a fallu remplacer ma marchandise jolie par des objets de nécessité populaire, si j'ose dire : des jupons de grosse laine, des bonnets de marchandes en plein vent, des tabliers de poissardes, des manteaux de bouracan et de la grosse chaussure. Où est le temps des élégantes, des parfums et du bon ton? Il y a fortes odeurs en ma boutique, et force bruits de disputes.

D'ailleurs, je suis très peu de jours, à la semaine, chez moi. Mes gardes me prennent beaucoup de temps, et ma fonction de capitaine m'oblige à faire partie d'un club, pour faire montre de civisme. Le citoyen Santerre a pleine confiance en moi, et a voulu que je fusse trésorier de notre bataillon du faubourg Saint-Antoine.

Si je compte le temps qu'il me faut passer au club des Jacobins où je dois entendre des discours, deux heures quotidiennement ; si je compte le temps que je passe au corps de garde où nous devons être en permanence, à tour de rôle, en cas de bruit ou d'émeute ; si je compte le temps où je sue sang et eau à additionner le prix des bicornes, cocardes, gibernes, culottes, gilets, chaussures, fusils, cartouches, sabres et cétera ; que me reste-t-il pour m'occuper de mes propres affaires? Sans le dévouement angélique de ma femme qui tient tout, discute avec la pratique, achète et revend au mieux, il y a longtemps que nous serions sur la paille. La chère femme se dépense avec un courage religieux. Nous ne gagnons plus nos trente

écus de trois francs ; à peine dix, car je ne puis pas compter avec le papier-assignat qui forme des montagnes sur la caisse avant de donner la valeur d'un écu.

Le labeur de mon épouse est d'autant plus fatigant que nos deux filles ont quitté la maison pour suivre leurs époux Castor et Pollux Coutard. Quant à mes fils, leurs obligations de gardes nationaux les tiennent éloignés de notre demeure. Annibal est adjudant-major au bataillon du quartier Saint-Avoy ; César est commandant du bataillon des Blancs-Manteaux. Ils ont fort belle prestance, mais ils ont quelque peu pris des habitudes de vin.

Ils ne parlent que de formations à rangs serrés, de déploiments, de marches, de contre-marches, d'alignements, de charge et de baïonnettes. Je crains, si jamais nous retrouvons la douceur de vivre du temps où je ne payais que quatre sols d'impôts par jour, je crains, dis-je, qu'Annibal et César soient perdus pour la boutique. Depuis des siècles la famille des Moyen a vécu dans la frivolité ! Hélas ! cette tradition charmante va s'évanouir. Ma femme et moi, nous en pleurons maintes fois !

Nous sommes entraînés dans le tourbillon du temps. L'étranger menace la France ; comment cela se peut-il? Je croyais de bonne foi, que l'étranger nous aimait. Notre ciel est doux ; la chère exquise ; les vins délectables. Pourquoi menacer un doux pays? Naguère, n'avons-nous pas montré que ce doux pays est d'âme généreuse, si généreuse qu'il n'hésite pas à massacrer quiconque voudrait ne pas aimer la liberté, l'égalité, la fraternité?

L'assemblée de nos députés ne craindra point de relever les insolences étrangères. Mais soudain, je frémis. Être garde national pour monter la garde, soit ; mais être garde national pour recevoir des balles prussiennes, autrichiennes ou anglaises, c'est bien autre chose. Les propos sanglants du citoyen Santerre me reviennent aux oreilles. Je me vois percé de coups, et mourant sur un champ labouré non par la charrue idyllique du laboureur, mais par les boulets de canon. Le plus inouï, c'est qu'Annibal et César ne rêvent que coups, plaies et bosses.

Ils ont plaisir à commander avec des voix de « centaures », et font trembler nos vitres quand ils demandent leur petit chocolat du matin à la vieille Babet, qui ne reconnaît plus les chérubins qu'elle a reçus naissants dans son tablier.

(A suivre.) JEAN VARIOT.

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LIQUIDATION

Qui aurait pensé que l'expérience Poincaré s'achèverait sur une table d'opération? Qui aurait imaginé surtout alors que la discussion sur les dettes mettait en lumière la virtuosité d'un des plus étonnants mécanismes cérébraux de notre temps? Un chant du cygne qui prend l'allure de vingt-huit heures de dialectique devant les Commissions et de douze heures de plaidoirie publique : était-ce le fait d'un homme guetté par le chirurgien? Tant d'énergie sous l'aiguillon de la souffrance force la sympathie, même quand on a le regret de constater que l'effort s'est résigné à préparer une ère de liquidations pour le moins fort scabreuses.

Liquidation de l'union nationale, d'abord. Le système était condamné du jour où on renonçait à la lutte, car on ne s'unit que pour combattre. Si on voulait maintenir le Bloc national, il fallait être résolu à lutter ou contre les éléments de désordre intérieur ou pour la réalisation de conditions efficaces du maintien de l'ordre européen. La théorie de la conciliation appelle d'autres groupements et d'autres hommes. N'est-ce pas parce qu'il l'a compris que M. Poincaré a saisi l'occasion de donner une allure définitive à un départ qui aurait eu tant de raisons de se borner à un congé temporaire, ne fût-ce que pour rassurer les inquiétudes des patriotes à un tournant particulièrement sérieux? L'homme d'État lorrain disparaît au moment où on va décider l'évacuation de la Rhénanie ; toutes les explications du monde s'effacent devant cette constatation.

Voici donc M. Briand à la barre. Nous ne sommes pas plus sûrs

que ça qu'il en soit particulièrement satisfait. Nul ne peut mieux apprécier ce qu'il perd avec une couverture qui rassurait les éléments nationalistes et le défendait un peu contre les entraînements. Maintenant il est seul en face des difficultés extérieures et n'est plus à l'abri des orages internes. Au jour de la tempête, il lui sera plus difficile de se raccrocher à l'olivier de Locarno. Tout son avenir dépend de la conférence de La Haye. Et pas son avenir seul. Il y a aussi celui de la France qui nous intéresse davantage.

Le moins que l'on puisse dire est que l'affaire est assez mal embrayée. Des engagements ont été pris à Genève au mois de septembre dernier. Des engagements fort imprécis, certes, selon la nouvelle formule diplomatique qui s'ingénie à reprendre sans cesse des problèmes, sans les résoudre et en en créant sans cesse de nouveaux. Des engagements dont il serait assez facile de se dégager, si on le voulait bien, si on était résolu à exploiter les fausses manœuvres ou les imprudences des adversaires. C'est bien la dernière idée dont on s'aviserait. Nous l'avons vu au cours de la discussion financière quand on n'a même pas relevé les provocations allemandes. Nous l'avons vu depuis, quand les réserves de M. Stresemann sont restées sans riposte. Nous l'avons vu plus encore quand la France s'est lié les mains d'avance par la ratification des dettes. Quelque opinion que l'on puisse avoir sur la tactique qu'il aurait convenu d'adopter à l'égard des réclamations de nos prétendus créanciers, c'est un fait indiscutable que la consécration des accords Bérenger et Caillaux nous enchaîne au plan Young ainsi qu'à ses conséquences diplomatiques et militaires. Nous allons combattre sans lignes de retraite et, ce qui est plus grave, sans possibilité de rien gagner. Nous en sommes réduits à nous défendre contre de nouveaux sacrifices pour chercher des réalisations dont les Allemands seront les principaux bénéficiaires.

Heureux Allemands qui jouent sur les deux tableaux, qui ont la bonne fortune de spéculer d'un côté sur la nécessité pour la France d'aboutir, de l'autre sur la mauvaise humeur des travaillistes anglais qui trouvent les Français encore trop favorisés. Le cas serait sérieux si la capacité de nuire de M. Snowden était à la hauteur de ses bonnes intentions. Le plan Young n'aurait alors qu'à se bien tenir, car il aurait affaire à des gens fort tentés de le mettre en chair à pâté. Quels réquisitoires n'a-t-on pas dressés de l'autre côté de la Manche contre la révision des pourcentages de répartition, contre la priorité de la tranche des réparations, contre la prolongation des livraisons en nature, contre la Banque Internationale destinée à stimuler la concurrence allemande ! L'Angleterre appelle à la rescousse les petites puissances qui se plaignent d'avoir été sacrifiées. Voilà qui promet

de belles coalitions contre les « favorisés » qui espèrent tirer 42 milliards de francs de la liquidation d'une opération où ils ont laissé 400 milliards et 1 500 000 morts. Pour se défendre, les représentants de la France devront avoir en tête autre chose que des ardeurs de conciliation. Ils devront se souvenir que, malgré ses bravades, la livre sterling n'est pas particulièrement solide, confiée aux soins du dirigeant socialiste. Elle serait fort en peine de partir en guerre contre le dollar et le franc, même avec l'appui d'un mark livré lui aussi aux bons soins des socialistes. Ce ne sont pas assurément les moyens de défense de nos intérêts qui nous manqueront ni l'habileté des techniciens. Tout dépend de la volonté des chefs pour sauver ce qui peut encore être sauvé. Ce n'est pas trop.

Il y a à sauver quelque chose de plus important que des combinaisons financières où subsistera toujours une forte dose d'aléa. Il y a l'indépendance nationale exposée aux entreprises de la finance internationale. Il y a la sécurité des frontières. Nous disons bien les frontières car l'occupation de la Rhénanie garantit les autres frontières plus encore que celles de l'Ouest. Il est évident que les tentatives de révision ne prendront pas le taureau par les cornes, qu'elles chercheront d'abord les points de moindre résistance. Ces points auront vite fait d'apparaître dès que l'occupation aura disparu. Tous les arguments que l'on peut invoquer en faveur de l'évacuation anticipée se heurtent à cette constatation d'évidence. Mais cette constatation elle-même est ébranlée par le fait qu'elle a été délibérément méconnue. Les Allemands ne manquent pas de logique quand ils viennent dire que l'on fait la réconciliation ou qu'on ne la fait pas, que l'on a ou que l'on n'a pas confiance, que si on fait de la réconciliation il faut en finir avec la contrainte et que si l'on se défie, il est inutile d'ajouter des engagements nouveaux à ceux qui figurent dans le Covenant de la Société des Nations et dans les accords de Locarno. Ils ne sont pas moins forts pour soutenir que le retrait des troupes n'est guère plus compromettant aujourd'hui que dans quelques mois, que les Commissions de surveillance sont incompatibles avec l'égalité, si elles restent unilatérales et qu'elles donnent plus d'illusion qu'elles n'ont d'efficacité.

Nous ne méconnaissons pas la valeur de ces arguments. Nous sommes les premiers à reconnaître que la vraie garantie de sécurité est dans l'existence de gouvernements forts, appuyés sur des armées fortes, encadrés dans des alliances précises. Le malheur est qu'à cette solution, consacrée par l'expérience, les nouvelles idéologies tournent le dos. N'est-ce pas pour cela qu'après dix années la liquidation de la guerre prend l'allure de la liquidation de la victoire? Ce n'est

évidemment pas le moment d'espérer que l'on va se dégager du cercle vicieux. Tout ce qu'on peut souhaiter c'est que l'on prenne des précautions suffisantes pour ménager les possibilités de redressement futur en se réservant des délais d'observation. C'est la prudence élémentaire alors que l'organisation fortifiée de notre frontière est à peine ébauchée, alors que nous abordons l'expérience risquée du service d'un an, quand la Pologne cherche encore sa stabilisation. Les techniciens ont dû fixer les limites de possibilité et préparer un plan d'exécution rationnelle. Il s'agit de s'y tenir. Ce ne sera pas facile, car sur ce terrain nous allons recevoir l'assaut combiné des Allemands et des Anglais. A vrai dire, nous ne sommes pas mal placés pour le recevoir. Nous sommes maîtres de la situation et personne ne peut nous obliger à abandonner si on n'accepte pas nos conditions. Les Allemands auront vite fait de comprendre si on leur parle le langage qu'ils comprennent. Quant aux Anglais que peuvent-ils? Retirer leurs troupes? Il y a beau temps qu'ils l'auraient fait s'ils ne les laissaient pour nous surveiller. Qu'ils s'occupent donc de leurs affaires. Ils ont de quoi s'employer, à commencer par la question d'Égypte où ils viennent d'amorcer une autre liquidation qui leur promet de l'agrément.

La brusque disgrâce du haut commissaire lord Lloyd est le coup le plus rude qui ait été porté depuis longtemps à l'armature de l'Empire. L'incident nous intéresse donc doublement, d'abord par les répercussions qu'il peut avoir sur la puissance britannique, ensuite par les réactions dont il est susceptible dans la Méditerranée et dans l'Orient.

Nous voici en face de la première manifestation caractérisée de la démagogie socialiste. On en verra bien d'autres si les Anglais ne réagissent pas rapidement. Raison de plus pour bien apprécier la situation. Rien de plus facile. Un petit effort de mémoire suffit. Les travaillistes anglais ont traité lord Lloyd exactement comme le Cartel a traité le général Weygand et le maréchal Lyautey. Une seule différence : le cas de l'Égypte est beaucoup plus complexe que celui de la Syrie et du Maroc. En Syrie, le mouvement nationaliste commence à peine. Au Maroc une œuvre solide brave encore l'effort du démolisseur. Dans la vallée du Nil on a fait beaucoup plus de chemin depuis la disparition du grand constructeur que fut lord Cromer. Il y a plus de vingt ans que les Anglais sont aux prises avec les grosses difficultés de l'évolution d'une nation à qui ils ont rendu conscience d'elle-même.

Pour être nationalistes, les Égyptiens n'ont même pas besoin d'évoquer leur grand passé. Dans la période moderne même, ils ont

été libres avant de se voir enchaînés par leurs défaillances à la tutelle britannique. Ne médisons pas de cette tutelle qui a rendu des services immenses. Cependant, par le fait même qu'ils ressuscitaient la prospérité et qu'ils établissaient l'ordre, les Anglais déterminaient la renaissance des aspirations d'indépendance.

Dès lors s'est posée la question d'adaptation. Il fallait concilier les désirs de liberté d'un peuple et les intérêts britanniques qui supposent le contrôle de la grande route de Suez et des cotons du Soudan. Pour résoudre le problème, ce n'aurait pas été trop d'unir la souplesse à la fermeté, la résolution à la franchise, de faire preuve d'esprit de suite. L'histoire des relations anglo-égyptiennes dans ces dernières années n'a été au contraire qu'une série de variations continuelles, d'alternatives de brutalité et de faiblesse, de concessions et de reprises. Comment des équivoques sans cesse renouvelées n'ont-elles pas entraîné de conséquences plus graves que des malentendus persistants? La limitation de la crise s'explique par le fait que la forte organisation administrative a compensé, dans une certaine mesure, les erreurs des politiciens.

Voilà justement où nous retrouvons le cas de lord Lloyd. La situation était fort difficile quand ce fonctionnaire, consacré par cinq années de gouvernement à Bombay, est arrivé au Caire en 1925. Depuis plus de cinq ans l'Égypte était troublée. Pendant la guerre, l'Angleterre lui avait promis l'indépendance. Le premier soin des Égyptiens dès la fin des hostilités a été naturellement de réclamer l'exécution de la promesse. On a répondu en exilant le chef du parti nationaliste, Zagloul Pacha. Tel a été le commencement du désordre. Au lieu de rétablir l'ordre, les Anglais ont cédé, Zagloul a été rappelé. Mais voici où reparaît l'équivoque. Une déclaration de M. Lloyd George, de février 1922, a proclamé l'Égypte indépendante sous condition. Les Anglais se réservent le monopole des affaires du Soudan, l'occupation militaire, le contrôle des finances, la surveillance des étrangers. Faut-il s'étonner que les nationalistes égyptiens aient crié à la duperie?

Une nouvelle illusion a préparé de nouvelles déceptions quand les travaillistes anglais sont arrivés au pouvoir en 1924. Les Égyptiens se sont bercés de l'espoir d'obtenir satisfaction. Ils ont été bien vite détrompés. Comment M. Macdonald aurait-il pu désavouer M. Lloyd George qui était le maître de la majorité? L'agitation a repris, aboutissant à l'assassinat de sirdar sir Lee Stack.

Alors est apparu lord Lloyd. Pour commencer il a laissé le champ libre aux nationalistes, les mettant en mesure de prouver que leurs capacités de réalisation ne sont pas à la hauteur de leurs bonnes

intentions. Les faiblesses des politiciens se sont manifestées. Elles se sont aggravées après la mort de Zagloul. Lord Lloyd en a profité pour exploiter les divisions, faire mettre la Chambre en congé et suspendre le régime parlementaire. Il n'en a pas fallu davantage pour rétablir un calme complet. En Égypte comme partout, il suffit de faire disparaître les politiciens pour que les choses s'arrangent.

Malheureusement les politiciens ont la vie dure. La rentrée des travaillistes ne pouvait manquer de leur offrir une occasion de revanche. Les nationalistes égyptiens ont lancé le cri d'appel de la démocratie. M. Macdonald leur donne une satisfaction en sacrifiant lord Lloyd et en annonçant la remise en marche de la machine parlementaire. S'il s'imagine les contenter, il se réserve des désillusions. Pour les nationalistes égyptiens une seule chose compte, l'indépendance complète, c'est-à-dire la dénonciation des réserves de M. Lloyd George. Or le cabinet travailliste serait aussi embarrassé aujourd'hui qu'en 1924 de céder sur ce point. Il n'a donc fait que rallumer les passions politiques en supprimant le seul homme qui était capable de les contenir. On verra la suite.

Et nous n'avons pas épuisé la série des liquidations. Il n'est pas jusqu'à l'Extrême-Orient qui ne se mette à la mode du jour. Qu'est-ce en effet que le conflit sino-soviétique, sinon le début de la liquidation des privilèges européens? La répression de la propagande bolchevique n'est qu'un prétexte. La grande idée des Chinois est de mettre la main sur le chemin de fer que les capitaux français ont construit aux beaux jours de l'alliance, qui a entraîné le tsarisme dans le guêpier mandchourien et introduit le Japon par le droit du vainqueur. On comprend que les Chinois désirent être maîtres chez eux quand ils en seront capables. Que ne prennent-ils les voies régulières? La concession prévoit le rachat en 1931. Les Américains sont là pour fournir l'argent. Il est évidemment plus économique d'invoquer le droit des peuples contre les capitalistes qui savent déjà ce qu'il leur en a coûté pour les chemins de fer orientaux.

Ce n'est pas le moins curieux de l'affaire que les Européens, solidaires puisque leurs intérêts communs sont visés, aient réagi tout juste assez pour rappeler le pacte Kellogg à des gens qui ont bien d'autres idées en tête que la bataille. La seule initiative sérieuse est venue des États-Unis qui convoitent l'héritage des Européens. En attendant que l'Europe s'entende pour résister à l'Amérique, celle-ci mène le jeu. Nous nous en apercevrons sans doute encore à la Conférence de La Haye.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

LES LIVRES NOUVEAUX

Le sujet, ou l'un des sujets d'*Allen* est une randonnée en automobile, depuis le parvis Notre-Dame jusqu'à Moulins, en passant par Sens, Provins, Troyes, Tonnerre, Auxerre, Avallon, Vézelay, La Charité, Nevers...

Mon Dieu, pour un « pérégrin » comme M. Valery Larbaud, c'est une promenade de rien du tout ! Les voyages courts ne sont heureusement pas les moins fructueux. Xavier de Maistre en a fait un autour de sa chambre dont on parle encore sans le lire ; et Descartes, dans son poêle, un, autour de sa tête, qu'on lira longtemps encore. Après avoir dévoré l'espace, on finit quelquefois par s'apercevoir qu'on s'est nourri de vent. Ce n'est pas le cas de M. Larbaud qui a toujours beaucoup cueilli le long de sa route. Et pourtant, lui-même, dans *Jaune, bleu, blanc*, un de ses plus charmants ouvrages, ne rêve-t-il sur un vers de Maurice Scève : « *Le vain travail de voir divers pays...* » Il souhaite même, un instant, de guérir de sa fièvre, de sa manie ambulatoire. Mais, au fond, il avoue son mal.

Il l'a contracté à dix-sept ans. Si l'on compte les kilomètres, M. Larbaud le cède à son pétulant disciple Paul Morand. Il n'a pas bouclé la ceinture du monde. Seulement, il l'emporte pour la durée. Voilà plus de trente ans qu'il parcourt l'Europe. Il a pu le faire... Sans avoir la fortune fantastique de son héros A. O. Barnabooth, lequel, s'il n'est pas mort en Amérique du Sud, depuis l'an 1913 où il nous a quittés, doit avoir, en francs stabilisés, plus de douze cents millions à

dépenser par an, M. Larbaud, au sortir du lycée, — c'est dans *Fermina Marquez* qu'il s'est souvenu de ses mélancolies de lycéen, — a pu monter dans les trains de luxe. Son premier circuit passait par l'Allemagne, la Russie, la Turquie, la Serbie et l'Autriche, ni plus ni moins. Aussitôt après, il visita l'Espagne et l'Italie, puis la Belgique, la Hollande, l'Allemagne du Nord ; enfin l'Angleterre et la Grèce. A vingt-trois ans, il était déjà un « Européen » bien renseigné. Il n'avait plus qu'à raffiner, visiter les petites villes, changer encore de costume, de langage, de cuisine et d'âme, le plus souvent possible,

Prête-moi ton grand bruit, ta grande allure si douce,
Ton glissement nocturne à travers l'Europe illuminée
O train de luxe! et l'angoissante musique
Qui bruit le long de tes couloirs de cuir doré,
Tandis que derrière les portes laquées aux loquets de cuivre lourd
Dorment les millionnaires...

Au commencement de ce siècle, M. Valery Larbaud était un jeune homme étonnant. Il a fait école, maintenant, et on le remarque moins. Le moindre de ses élèves pousse jusqu'en Polynésie. Lui, il est resté Européen. Il a été Européen avant M. Briand. Pour lui, ce n'est pas Paris la capitale du monde. C'est une cité composite. « Au bout de l'avenue de la Grande-Armée, il y a Oxford Street et Holborn, d'où se détache le Corso de Rome avec un embranchement qui est la Chiaja, coupée à angles droits par la rue Saint-Lazare qui aboutit à la place du Dôme de Milan, et après Auteuil la pente s'accentue et Gênes et Naples et Brighton dégringolent vers la mer... » Voilà comment M. Larbaud ironise gentiment sur son cas.

Il aime jouer. Tout le monde sait qu'il collectionne les soldats de plomb. Ce n'est pas grave. Mais c'est un symptôme. On distingue du puéril, — le joli et séduisant puéril, — dans le talent de l'auteur des *Enfantines*. Il joue. Il joue avec les mots. Il s'amuse à découvrir des sens nouveaux aux prénoms de femmes, Zoé, Ruth, Mercédès, et tels diminutifs, Fano pour Françoise, Mariuccia pour Marie, le plongent dans les délices. Il adore les divertissements philologiques. On dirait que c'est pour s'amuser, d'abord, à composer les vocabulaires et les syntaxes qu'il a si bien appris l'anglais, l'italien, l'espagnol, après le latin, qu'il sait à merveille, et le grec. Un peu plus tard, il s'est mis au portugais dont certains mots luxueux, *marfim*, ivoire, *rendas*, dentelles, le transportent ; dont d'autres, *devagar*, lentement, et *medonho*, terrible, lui donnèrent des chocs délicieux. (Cf. *Jaune, bleu, blanc.*) Ce grand voyageur est un bibeloteur. Il aime beaucoup les petits faits. Il en tire mille réflexions menues, dont le lecteur ne

se fatigue pas. Il raffine coquettement sur les titres. *Jaune, bleu, blanc*, ce sont les couleurs d'un ruban noué autour d'une liasse de notes. Il aime dater ses travaux d'une ville « estrange ». *Beauté, mon beau souci*, est daté d'Alicante. *Mon plus secret conseil* est inspiré de quelques vers exquis de Tristan l'Hermite, que M. Larbaud sait, dit-on, par cœur. Car il lui arrive ce qui arrive à beaucoup d'érudits : il préfère les auteurs du « second rayon », comme dit Émile Henriot, à ceux du premier. Il cite moins Virgile que Claudius Rutilius Namatianus. Il est, en somme, assez décadent. Mettons alexandrin.

Ses voyages de ville en ville sont souvent des voyages d'écrivain en écrivain. A Recanati, il retrouve le fantôme de Léopardi ; à Côme celui de W.-S. Landor... Et peut-être s'exciterait-il moins sur le souvenir de Dante à Florence ou de Ruskin à Venise, parce qu'il a horreur du banal et du facile. Sur le lac d'Orta, qui lui plaît particulièrement, parce qu'il est moins connu que les quatre grands lacs italiens, il rencontre l'ombre de son cher Samuel Butler. Le voilà heureux ! Butler est un des écrivains qu'il a cherché à imposer en France. Le collectionneur aime faire part de ses trouvailles. C'est à lui que nous devons de connaître James Joyce et le gigantesque *Ulysse*, Ramon Gomez de la Cerna, dont il a, raconte Benjamin Crémieux, écrit la traduction à l'encre écarlate sur du papier bouton d'or. Il a souvent réussi... Pour Butler, la bataille n'est pas encore gagnée ; sans aller jusqu'à déclarer les *Voyages en Erewhon* « sinistres », comme M. Pierre Lièvre (dans ses récentes *Esquisses critiques)*, on a le droit de les trouver énervants... Mais il a engagé les jeunes Français à lire Whitman, Chesterton, Thomas Hardy, Conrad. Cela est bon.

En somme, un esprit vif ; un peu léger, peut-être ; d'une « insatiable curiosité », comme le petit éléphant dont parle Kipling dans *Just so storico*. Un gourmet, qui a goûté à toute l'Europe, mais qui a refusé d'émousser ses papilles en absorbant des poivres exotiques. Un des auteurs les plus divertissants qui se puissent lire, actuellement. Un écrivain de luxe, pour des lecteurs délicats et de loisir.

Avec *Allen*, l'ami des trains de luxe se convertit à l'automobile ; et l'Européen se replie sur une province française ; celle où il est né, en 1881, — à Valbois-en-Bourbonnais, près de Saint-Pourçain-sur-Sioule. L'automobile n'est pas un tacot. C'est une torpedo que son propriétaire, un « amateur » généreux et orné, conduit « tête nue, cheveux au vent » ; une « longue chose toute bleu azur et aluminium argenté », qui a coûté quatre-vingt-quinze billets. Allons ! On respire encore dans *Allen* une atmosphère de bien-être. Que la vie est belle et facile, dans les livres de M. Valery Larbaud ! Malgré tous ses efforts, A. O. Barnabooth ne parvenait pas à s'intéresser aux pauvres. M. Lar-

baud ignore la pauvreté. Il a des phrases qui font rêver. « Avez-vous jamais passé plus de deux mois dans votre maison familiale sans revenir pour une semaine à Paris, ou sans aller faire un tour à Brighton, à Rapallo ou à Pérouse? » Que dis-je, rêver? Cela fait grincer les dents. Pauvre prolétariat intellectuel...

Donc, dans l'auto de l'*Amateur* montent le *Bibliophile*, l'*Auteur*, le *Poète*, — dont M. Larbaud nous dit qu'il a quelques traits de L.-P. Fargue, — et l'*Éditeur*. Ils traversent de fort jolis pays, dont j'aurais aimé, pour ma part, que M. Larbaud nous donnât de rapides et vives descriptions, comme il sait si bien les faire. Par exemple, il pouvait célébrer plus longuement la délicieuse rivière qu'on appelle la Sioule, — c'est-à-dire la Glissante, — au bord de laquelle il me souvient d'avoir dégusté, dans une guinguette, sous de beaux arbres, une incomparable friture. Ou encore, la Charité-sur-Loire, qui est un si beau coin de France... Mais M. Larbaud, dans les *notes* qui accompagnent son petit ouvrage, explique qu'il n'a pas voulu céder à la « tentation », tomber dans « le piège »... « Le mouvement, la ligne, l'équilibre de l'ouvrage littéraire deviennent une loi — qu'on peut appeler *loi du poème*, — laquelle interdit certains détours, certaines surcharges. » Le fait est que M. Larbaud a tracé l'épure de sa promenade avec une rigueur et des scrupules extraordinaires ! Ses *Notes* donnent une fière leçon de composition, et une haute idée de la façon dont l'auteur travaille ! Il nous montre comment le premier et le dernier chapitre, où les personnages sont au repos, d'abord à Paris, puis à Moulins, se font symétrie ; comment l'excursion que les voyageurs pouvaient faire au Bourbonnais aurait trop allongé les chapitres de « mouvement », ce qui l'a contraint à rejeter certains portraits de petites villes, — Souvigny, Bourbon-l'Archambault, Hérisson, Vichy, Montluçon, Chantelle, — dans un prologue..., etc. Je ne suis pas sensible le moins du monde à tous ces calculs. Le charme des ouvrages de M. Larbaud, jusqu'à présent, venait de leur allure en apparence libre et fantaisiste ; je parle de ceux que je préfère : telles *Lettres d'Italie* ou *de Lisbonne*, par exemple. Mieux vaut, dans des ouvrages de cette sorte, l'improvisation que le pédantisme, et le gaspillage que l'avarice.

Mais pourquoi ce titre, *Allen?* *Allen* est la devise de l'ordre de l'Écu d'Or fondé en 1366 par le duc Louis II de Bourbon, quand il revint de sa captivité en Angleterre. M. Larbaud, ravi de cette nouvelle amusette philologique, nous dit qu'*Allen* doit être une contraction de *all one* et signifier *tous ensemble*, comme dans l'espagnol *todos unos*. La devise bourbonienne sera celle des cinq voyageurs. Ils s'en vont tous ensemble à la découverte d'une province française. Ils causent. Dialogues vifs et simultanés dont les fils passent les uns

par dessus les autres. M. Larbaud est toujours curieux de formes nouvelles. *Amants, heureux amants* était un « monologue intérieur » à la manière de James Joyce. Les dialogues d'*Allen* lui ont été plutôt inspirés par Fontenelle, dit-il, Landor et Lucien. Au fond, cela est de petite importance. Encore une amusette.

Que disent-ils? Du mal de la vie provinciale. Du bien du Bourbonnais et du régionalisme.

« En province, la littérature, la peinture et la musique françaises sont moins connues qu'à Barcelone, à Varsovie, à Buenos-Ayres et à Salzbourg... » En province, on manque de « naïveté » ; les âmes sont « flétries » ; les provinciaux ont perdu le pouvoir d'admirer. « Le désir du bien-être, contrarié par la peur de la dépense, voilà leur ciel et leur enfer... De là l'orgueil de la richesse, le mépris de la pauvreté, et la mesquinerie de la vie, et les clans, et la vilaine morale, et l'avarice, l'ignorance... » Quoi encore? « Vanité mal placée, stupidité, malveillance bête, bête, demi-sauvagerie des petites villes... » Bref, ce que La Bruyère avait dit à peu près... Et pourtant, il n'avait pas parcouru toute l'Europe. « Le vain travail de voir divers pays... »

Néanmoins l'Éditeur s'attendrit sur son Bourbonnais natal. Attendrissement d'historien. Ce n'est pas son Bourbonnais présent, respirant, vivant, « charnel », comme disait Péguy, qui l'émeut. Il regrette, d'un regret tout livresque, le temps où son duché était indépendant, avant la fameuse trahison du Connétable. Mais le Connétable n'a-t-il pas des excuses? M. Valery Larbaud accuse Louise de Savoie, cette dévergondée, et François Ier, le spoliateur, d'avoir méchamment noirci le brave duc Charles... Michelet les a crus? C'était, — voilà de l'extraordinaire ! — un « nationaliste dangereux »... Puis M. Valery Larbaud appelle l'Ancien Régime « cette anarchie ». Il ne prend pas la peine d'expliquer pourquoi. Loi du poème, sans doute? Ses vœux vont à un bon régionalisme, à une sorte d'autonomisme qui, dans les États-Unis d'Europe, enclaverait des États-Unis de France... Mais il n'a pas le loisir de développer ce beau rêve... Ce serait pourtant bien nécessaire ! La loi du poème l'oblige à conclure. Il se hâte donc de déclarer qu'après tout, on n'est pas trop mal comme on est... C'est lui qui le dit. Que le « système national » est supportable. C'est la « vieille maison construite entre 1789 et 1792, incommode, mais elle nous abrite. » Voilà qui est vivement tranché !... Les opinions politiques et historiques de M. Valery Larbaud sont sommaires et, je le crains, un peu frivoles.

Ce dilettante merveilleusement cultivé, riche de savoirs disparates et précieux, ce véritable artiste s'y connaît mieux en paysages, poésies, tableaux, grammaire, traits de mœurs pittoresques, belles

Scandinaves, piquantes Italiennes, qu'en philosophie et en histoire. Son impressionnisme pétulant, surhumain, son ingéniosité brillante et gentiment tatillonne sont les secrets de son charme. Il ne devrait pas tant se surveiller, ni donner dans le rigide et le dépouillé. Qu'il laisse cela à André Gide.

M. Jules Romains a terminé *Psyché*. Après *Lucienne*, un très beau roman, — le roman de la « rencontre », où Lucienne et Pierre écartent les obstacles, reconnaissent qu'ils s'aiment, et se marient ; après *le Dieu des corps*, hymne à la joie charnelle, d'un érotisme minutieux, impossibles à commenter ici, nous pouvons lire *Quand le Navire...*

Pierre, l'époux exalté, étant, de son état, commissaire à bord d'un navire marchand, a dû quitter Lucienne, l'épouse frémissante. Il pense à elle, et il conçoit toute une théorie psychologique et lyrique du mariage, fondée sur le thème de la « présence ». Elle pense à lui, ardemment. Si ardemment qu'au deuxième voyage de Pierre, vers les côtes d'Égypte, Lucienne, restée à Marseille, réussit une extraordinaire prouesse métapsychique. Elle projette son trouble, son corps astral à travers l'espace... Pierre, — bien préparé, il est vrai, à toutes les illusions, par les propos énigmatiques d'un médium ou voyant polonais, — sans Pologne, pas de métapsychie, autant dire... — voit, une nuit, Lucienne assise sur sa couchette, dans sa cabine... Autosuggestion? Non pas ! Le journal de Lucienne démontre que, le même soir, au même instant, elle a senti qu'elle était parvenue à s'extérioriser, à retrouver le navire de Pierre sur l'étendue de la mer, à pénétrer dans la cabine, à s'asseoir sur la couchette... Les deux visions concordent exactement... Mais Pierre et Lucienne, épouvantés, n'osent pas renouveler l'expérience. Ils ont peur de je ne sais quoi... De se fondre en un seul être ; de perdre leurs personnalités ; de faire exploser l'univers... Ils n'ont pas l'esprit scientifique.

Qu'est-ce que ce flammarionnisme? M. Jules Romains croit-il à ce transport de l'astral? A-t-il fait, là-dessus, des recherches, comme sur la vision sans yeux? Imagine-t-il cela comme un symbole?

Il n'aime pas la science. Il lui reproche d'avoir élevé une « muraille » contre le mystère. « Dès qu'un fait essayait de passer par-dessus le mur..., on lui coupait la tête. » Il parle comme les métapsychistes de l'avenue Niel ! Lui... Ils vont exulter, en pensant qu'ils ont fait une conquête de l'importance du prix d'un Jules Romains... De quel mystère parle-t-il? Si c'est de l'inconnu véritable de l'Univers, la science seule en a dissipé une petite partie. Le reste, — rêveries.

Ah ! que je me méfie...

Robert Kemp.

L'HISTOIRE

DEUX LIVRES SUR LA RUSSIE

Il n'y a guère qu'un Russe qui puisse écrire une histoire de Russie, et il lui faut un double talent : d'abord celui de se comprendre soi-même et son peuple, de déchiffrer sa propre énigme ; ensuite, celui de rendre cette énigme intelligible à nos esprits occidentaux. C'est à cette tâche que M. Brian-Chaninov a réussi, comme les lecteurs de *la Revue universelle* ont pu en juger naguère par ses remarquables études sur l'*Église russe* (1).

L'*Histoire de Russie* (2), qui a succédé à ce premier essai, débute par une description émouvante de la terre natale, cette plaine immense ouverte à tous les vents et à toutes les invasions : « L'infini des espaces, c'est le vague à l'âme, la rêverie, la prostration qui caractérisent si bien le Russe, violent dans sa colère, comme une bourrasque de neige, vaporeux et imprécis dans ses affections, comme une nuit de lune... Plus que partout ailleurs, le milieu a joué en Russie un rôle important dans la formation et l'évolution de l'individu et de la collectivité. Milieu géographique, mais aussi milieu ethnique, et partant, historique, car c'est bien la conformation du sol qui amena ce mélange prodigieux de races et de peuples hétérogènes dont le Russe moderne est l'aboutissant. »

Rien de plus curieux que ce peuplement originel. Nous vivons

(1) Rassemblées depuis dans collection *la Vie chrétienne*, chez Grasset.
(2) Collection *les Grandes Études historiques*, Fayard éditeur.

à cet égard sur des idées fausses et M. Brian-Chaninov nous en avertit. La Russie ne fut nullement, à l'origine, une terre slave. Les Slaves n'y vinrent qu'en tout dernier lieu, aux septième et huitième siècles après Jésus-Christ. D'innombrables races les avaient précédés, les Finnois, descendus de l'Oural, les Scythes et les Sarmates, originaires de l'Asie centrale, les Bulgares, de la Kama (affluent nord-oriental de la Volga), les Alains et les Khazars, des bords de la Caspienne et du Don. Tandis que ces hordes premières étaient toutes asiatiques, les Slaves se rattachaient au rameau indo-européen. Venus, soit des Précarpathes, soit du bassin du Pripet et du Bong, c'était en somme les proches parents des Polonais et, avec les Goths, qui, peu de temps avant eux, s'étaient introduits dans le Nord de la Russie, où ils avaient fondé Novgorod, ils représentent une pénétration par l'Ouest, balançant dans une certaine mesure le mouvement continu du flot asiatique, déferlant par l'Est. Les Slaves ont, en définitive, colonisé plutôt qu'ils n'ont conquis une masse confuse d'origine finnoise ou touranienne. Médiocres agriculteurs, hommes des villes, ce sont les créateurs de la « commune » russe. Leurs goûts d'indépendance, leur nonchalance démocratique les empêchèrent de concevoir une organisation supérieure à celle d'un canton. Chez eux, l'assemblée du peuple gouvernait chaque commune.

Les Vikings, ou Scandinaves, apparus au neuvième siècle, apportèrent l'idée du gouvernement personnel et de l'unité nationale. Le Northmann Rurik fut, dans cette tourbe de peuples, le premier souverain et le fondateur de la première dynastie. Toutes ces invasions n'eurent, d'ailleurs, rien de violent. Les étrangers ne pénétrèrent, d'abord, que dans les villes, laissant tranquilles les campagnes et ne soumettant celles-ci que peu à peu.

En définitive la population russe n'est à peu près slave que dans l'ouest, et surtout dans la Petite-Russie, où des tribus polonaises ou prépolonaises venues de Galicie et de Volhynie ont continué de s'immiscer du treizième au quinzième siècle, après que les invasions turques et mongoles eurent dévasté le pays. Le Nord et le Centre, c'est-à-dire la Grande-Russie, se composent du mélange, dans une proportion indiscernable, des Novgorodiens, descendants des anciens Antes, et des tribus finnoises. Le Nord-Est (bassins de la Haute-Volga et de l'Oka) est également un pays finnois colonisé par les Slaves aux onzième et douzième siècles.

Le premier centre politique se dessine au nord, à Novgorod, d'où les princes vikings, naturellement attirés par le Midi, ne tardent pas à descendre jusqu'à Kiev. De là, ils jettent naturellement les yeux sur la vieille capitale de l'empire d'Orient, Constantinople. A la fin

du dixième siècle, un descendant de Rurik, Wladimir, épouse la sœur d'un empereur grec et, par une conséquence immédiate, mais un peu brusque, tous les habitants de Kiev, précipités dans les eaux du fleuve, y reçoivent en masse le baptême. Jusque-là, les Slavo-Finnois adoraient Péroune, dieu de la foudre, correspondant slave du Taranis gaulois, du Donar germanique et du Thor scandinave. Leur baptême forcé pouvait-il amener leur conversion? L'Église grecque, trop prudente et trop sage pour l'espérer, préféra composer avec des coutumes qu'il eût été difficile d'extirper et c'est ainsi que le culte des icones remplaça le culte des fétiches.

La langue slave et le rituel de l'Église byzantine s'imposent donc à une masse restée, dans son tréfonds, touranienne ou finnoise. Tous les éléments physiques et moraux de la Russie actuelle étaient, en somme, réunis quand surgirent les grands conquérants du treizième siècle, les Mongols ou Tatars (il paraît que l'on doit dire Tatars et non Tartares).

Les Mongols sont, en somme, les vrais créateurs de la Russie politique. Ce sont eux qui ont, sinon fondé, du moins assuré la prépondérance d'une dynastie centrale, installée à Moscou. Le despotisme, le fonctionnarisme unitaire des Mongols, suscita le despotisme militaire des tsars. Ceux-ci ne furent, à l'origine, que les très humbles valets du grand Khan et ses préposés, chargés de faire rentrer l'impôt. C'est de lui qu'ils obtinrent le titre de « grands-princes », et beaucoup tinrent à épouser des princesses tatares.

La différence de religion, loin de contrarier, favorisa cette harmonie. Les Moscovites, sectateurs de l'Église schismatique de Byzance, tenaient pour leurs vrais ennemis leurs voisins catholiques de l'Ouest, les Polonais, les Hongrois, les Allemands aussi, qui avaient envahi les provinces baltes. Quant aux Mongols, les questions religieuses les laissaient indifférents et ils ne forcèrent jamais personne à partager leur foi. Ils respectèrent les biens et les droits de l'Église byzantine qui, de son côté, ne leur suscita jamais le moindre trouble ni la moindre résistance. Ce fut même sous la domination mongole que naquit la fameuse conception historique qui, après la prise de Constantinople par les Turcs, substituant Moscou à Byzance comme siège de l'Église orthodoxe, en fit la « Troisième Rome » et la ville sainte de tout l'Orient. Ces brèves indications permettent de comprendre la solidité des raisons pour lesquelles toutes les tentatives d'union avec Rome échouèrent et pour quoi se maintint obstinément l'Église orthodoxe schismatique russe.

Quand les Mongols se retirent, la Russie moderne est déjà toute formée et Ivan le Terrible n'a plus qu'à assumer le rôle de Louis XI.

Le peuple, passivement résigné à la servitude orientale, est inerte et profondément indifférent aux destinées de la nation : « Peuple abruti, *gente bestiale*, dit le Vénitien Contarini, qui visite Moscou vers le milieu du quinzième siècle. Une plaie hideuse ronge toutes les classes de la société, l'ivrognerie. » Lorsque la contrainte, le dur régime du knout cesse ou s'interrompt, par exemple lorsqu'une dynastie disparaît, le pays retombe dans l'anarchie la plus complète — comme dans la période qui précède l'élection de Michel Romanoff. On voit surgir des révoltés tels que le serf affranchi Bolotnikof, sorte de Spartacus moscovite, dont le programme social est : « Assommez les riches et les nobles, prenez leurs biens et tâchez de vous mettre à leur place. » La moitié de la Russie se lève à cet étrange appel.

Même quand les Romanoff sont instaurés et affermis, se produisent des rébellions d'une promptitude et d'une contagion singulières comme celle, en 1667, du cosaque Stéphane ou Stenka Rasine. Cet homme, dit M. Brian-Chaninov, « n'aurait pas été un Russe si, à son état de vulgaire brigand, il n'avait ajouté celui de justicier et de porte-parole des revendications populaires. Il n'oubliait jamais de faire miroiter cette qualité devant les gens du peuple et leur crédulité, jointe au prestige que lui donnait l'impunité et la terreur qu'il répandait autour de lui, lui fournit un grand nombre d'adeptes et perpétua son nom dans le souvenir populaire. On a pu dire justement que ce cosaque ivrogne, débauché et paillard, avait vraiment personnifié la haine innée du Russe pour toute retenue et toute contrainte, son étrange mysticisme à base morbide, son besoin maladif « d'égayer son âme » par des meurtres, des viols et des rapts, pour mieux se repentir plus tard devant les saintes images ou les reliques miraculeuses ; enfin, sa curiosité passionnée pour toutes sortes de masques tragiques et bouffons. Et certes, Stenka serait toujours resté tel si les rêves insensés du peuple russe n'avaient fait de lui, de son vivant, un héros de la légende. Alors, en comédien inconscient, comme le sont bien souvent les Russes, il prit une certaine attitude, il joua un rôle, il tâcha de se hausser jusqu'à être le pieux chevalier que se représentait l'imagination populaire ».

Cet incident ne jette-t-il pas des clartés merveilleuses? La possibilité de telles aventures a-t-elle cessé ou n'est-elle pas indéfinie? Tourgueneff disait que « la Russie est encore dans sa période *gazéiforme* ». M. Brian-Chaninov nous assure, et nous l'en croyons sans peine, qu'après cinquante ans, ces paroles sont toujours vraies.

Paul Ballaguy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE SÉNATEUR BORAH

Né le 29 juin 1865 à Fairfield (Illinois), William Edgar Borah n'a pas, comme Hoover par exemple, ou Smith, débuté dans la vie en luttant pour la conquête du morceau de pain quotidien. Il a fait des études normales et régulières qu'il a terminées à l'université de Kansas, s'est fait inscrire à l'âge de vingt-quatre ans au barreau de Lyons. Puis s'étant fixé à Boise, dans l'État d'Idaho, il a posé sa candidature comme représentant de cet État au Sénat. Blackboulé en 1902, il a été élu en 1906, puis réélu en 1912, en 1918 et en 1924.

Républicain dissident, il n'a cessé de faire bande à part, toujours en lutte avec les autres, même avec les sénateurs de son parti, toujours prêt à soutenir une opinion différente de celle de ceux qui l'entourent. Et ce n'est pas sans surprise qu'on l'a vu cette année se rallier nettement à la candidature de Hoover, après avoir successivement combattu Taft, Roosevelt et Wilson.

Les actes principaux de sa vie politique depuis vingt ans sont le dépôt en 1913 d'un bill tendant à relever à 4 000 dollars le taux imposable, la lutte pour le suffrage des femmes, pour l'indépendance des Philippines, contre la Ligue pour le renforcement de la paix (League to enforce Peace) auquel il reprochait de tendre à l'internationalisme, contre un grand nombre de mesures administratives du président Wilson et, principalement, contre la ratification du traité de Versailles, la participation des États-Unis à la Cour permanente de justice internationale de La Haye et leur adhésion à la Société des Nations.

Partisan acharné du desarmement, c'est lui qui proposa au Sénat américain d'entrer en pourparlers avec la Grande-Bretagne et le Japon en vue d'arriver à une réduction du programme naval. Son projet, repoussé d'abord, fut, plus tard, adopté comme amendement au Naval Appropriation Bill *de 1921. C'est lui qui, séduit par les idées exposées par l'avocat Lewinson dans le numéro de mars 1918 de la* New Republic *de New-York, réclamant la « Outlawry of War », la* mise de la guerre hors la loi, *demanda le premier une conférence économique en faveur du désarmement et, finalement, rendit possible la conférence de Washington pour la limitation des armements.*

On le vit, plus tard, élaborer un plan contre la guerre qu'il déposa au Sénat le 13 février 1923. En fin de compte, c'est à lui que le pacte Kellogg doit d'avoir été ratifié sans trop de peine par les États-Unis.

Borah aurait pu, s'il l'avait voulu, bien que jouissant de peu de sympathies, être présenté comme candidat aux élections présidentielles de 1923. Il refusa la candidature offerte et fut nommé, le 12 juin suivant, vice-président au Convent national du parti républicain à Cleveland. Le 3 décembre de la même année il était élu président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères.

En cette qualité, Borah s'est toujours montré particulièrement hostile à la France. Ignorant, comme la plupart de ses compatriotes, la véritable situation de l'Europe, il a — sans le vouloir peut-être, mais influencé par la propagande allemande — aidé catégoriquement les efforts de nos voisins pour miner et dynamiter le traité de Versailles.

Ses compatriotes eux-mêmes lui reprochent d'avoir par ses critiques, par son manque d'esprit constructeur, par son ignorance des faits essentiels, par son entêtement de juriste dénué de toute sensibilité, par étroitesse de vues, empêché la réalisation de lois qui auraient constitué pour son pays un incontestable progrès.

On s'accorde par ailleurs à louer sa parfaite intégrité. En ce pays où les grands scandales financiers sont fréquents, dans tous les partis, Borah aurait pu, sans peine, acquérir une grosse fortune. Il aurait pu, suivant l'exemple séduisant d'un Hughes et d'un Lansing, renoncer aux affaires politiques pour se consacrer aux « affaires » tout court et monnayer l'influence énorme qu'il s'est acquise et qui fait de lui l'un des personnages les plus considérables non seulement de l'Idaho, mais des États-Unis. Il aurait pu ainsi gagner sans peine plusieurs centaines de milliers de dollars par an. Il a préféré se contenter des 7 500 dollars qui constituent son modeste traitement de sénateur. Et, lorsque — il y a un an et demi environ — le bruit courut en Allemagne que des documents indiscutables prouvaient que son collègue Norris et lui avaient touché 100 000 dollars chacun pour soutenir la politique de rapprochement

entre les États-Unis et l'U. R. S. S., il ne s'est trouvé personne en Amérique, même parmi ceux qui, comme nous, réprouvent les opinions de Borah, pour admettre, ne fût-ce qu'un instant, l'authenticité des documents en question. L'issue récente du grand procès Orloff à Berlin vient de faire justice des faussaires qui avaient ainsi tenté de compromettre Borah et qui, chose étrange, étaient à la solde de la police berlinoise.

Si Borah, depuis toujours, travaille à l'établissement des relations diplomatiques entre son pays et les Soviets, s'il a été l'un des dix-sept sénateurs qui se sont opposés à l'entrée des États-Unis à la cour de justice de La Haye, s'il reste opposé à la Société des Nations, si, après avoir fait ratifier le pacte Kellogg, il n'a pas hésité à déclarer qu'à son avis le pacte « ne diminuait pas immédiatement le besoin qu'ont les États-Unis de croiseurs », ce n'est ni par impérialisme, ni par intérêt personnel. Ce qui pousse cet homme dans une voie qui ne peut que compromettre, avec notre sécurité à venir, le bon état des relations qui jusqu'ici unirent les États-Unis et la France, c'est une sorte d'entêtement inexorable, ignorant et simpliste, fortifié encore et obnubilé par son puritanisme originel.

* * *

Si peu sympathique que puisse être pour nous Borah, — qui partage avec Lloyd George le triste privilège d'avoir été l'un des plus acharnés contre la France victorieuse et épuisée par une victoire dont les États-Unis ont recueilli tout le profit, — il n'est que juste d'attribuer cette attitude à son manque de logique plutôt qu'à sa mauvaise volonté.

Parlant de la question du désarmement, Borah, à de multiples reprises, a eu l'occasion de montrer combien son goût pour l'opposition, sa manie de ne pas accepter l'opinion des autres, ont déformé son esprit.

Nous le voyons par exemple définir le devoir et le droit des peuples à ce qu'il appelle « se tenir prêts ». Mais, aussitôt, il s'empresse d'indiquer qu'il ne s'agit point là de veiller à se pourvoir de moyens de défense et d'attaque supérieurs ou, tout au moins, égaux à ceux des adversaires éventuels, mais de rechercher « ce dont les peuples ont besoin avant tout : la santé économique et la stabilité financière ».

« Une population calme et prospère, ajoute-t-il, contribue bien plus à la paix du monde qu'une marine puissante et des armements perfectionnés. Ce sera contre la détresse économique et l'agitation politique de leurs administrés que les gouvernements devront lutter à l'avenir. Les problèmes surgiront davantage des relations entre gouvernants et gouvernés que des relations entre gouvernements divers... »

Et encore : « La nation la mieux préparée pour faire face à la prochaine

guerre..., sera la nation économiquement forte et financièrement saine, la nation dont les citoyens sont heureux et patriotes, physiquement et normalement sains. S'il me fallait donner mon avis sur les obstacles qui me paraissent être les plus insurmontables à la paix et à la sécurité mondiale, je dirais que ce sont d'abord les énormes dettes publiques écrasant tous les pays du monde; ensuite l'accroissement constant du fardeau fiscal qui ruine et détruit le bien-être physique et moral de tous ceux sur qui les gouvernements s'appuient en cas d'attaque; enfin, — et je ne fais que répéter sous une autre forme ma proposition précédente, — le développement de bureaucraties puissantes qui font payer par les contribuables les dépenses d'administrations inutiles et de fonctionnaires gaspilleurs et détruisent ainsi toute initiative et tout individualisme, qualités essentielles pour constituer de bons citoyens... »

Il y a là, à côté de justes — et, d'ailleurs, très banales — constatations, une indéniable pétition de principe.

S'il est vrai que la nation la mieux préparée à la guerre sera « la nation économiquement forte et financièrement saine, la nation dont les citoyens sont heureux et patriotes, physiquement et moralement sains », et que l'accroissement constant des impôts ne peut que « pousser au découragement, à l'exaspération ceux qui n'en peuvent déjà plus », il n'est pas le moins du monde prouvé que les nations prospères renonceront, du fait même de leur prospérité, à attaquer leurs voisins. D'ailleurs que signifie exactement l'expression dont se sert Borah? Qu'est-ce qu'un peuple heureux? Qu'est-ce qu'un peuple sain? Borah ne nous le dit pas. Il ne saurait nous le dire. Et son critérium, par suite, n'a plus aucune force démonstrative.

N'est-ce pas encore à son manque de logique qu'il convient d'attribuer son attitude lors de la ratification du pacte Kellogg, où l'on put entendre le président de la Commission des Affaires étrangères, l'apôtre passionné du désarmement, approuver le programme naval des États-Unis, à la grande satisfaction des jingoes, *persuadé sans doute que l'accroissement d'un peuple pacifique comme le sont les États-Unis ne peut que rendre la paix plus solide. D'ailleurs n'a-t-il pas nettement déclaré que le pacte Kellogg « n'abolit point le droit de chaque nation à décider par elle-même quand elle est justifiée à faire la guerre? » Mais, dans ce cas, quelle peut donc bien être l'efficacité de ce nouveau « chiffon de papier »?*

Borah, il est vrai, le 15 janvier dernier, n'hésitait pas à affirmer au Sénat américain « qu'aujourd'hui la passion la plus active, la plus profonde et la plus universelle qui anime le cœur humain est la passion de la paix ». Les noms se pressent à la mémoire quand on lit de pareils propos : Chine, Russie, Afghanistan, Nicaragua, Bolivie, etc., etc.

Mais lorsqu'on voit Borah écrire : « La conférence du désarmement

a échoué surtout à cause de fausses craintes et de faux orgueils en présence, » *lorsqu'on le voit préciser :* « *La Grande-Bretagne affirme-t-elle son intention de réduire son programme de construction de croiseurs, immédiatement. Un des experts navals les plus qualifiés des États-Unis dit que c'est un piège et que nous ne devons pas nous laisser prendre en état de non-préparation,* » *peut-on s'empêcher de rappeler l'attitude de l'orateur et de ses amis envers la France, quand ils affirment que celle-ci, si les États-Unis lui faisaient remise de ses dettes, emploierait aussitôt à des armements nouveaux l'argent ainsi économisé?*

Préoccupé de l'exode des capitaux américains à l'étranger, — exode qui devrait nous inquiéter bien plus encore, — Borah semble oublier que les États-Unis souffrent à la fois de pléthore d'argent et de surproduction, qu'ils ne peuvent continuer à produire qu'à condition de vendre à l'étranger, ce qui ne peut avoir lieu que si la répartition de l'or dans le monde est un peu plus équitable.

Là encore, le fougueux tribun d'Idaho, le dissident par définition, « *le plus américain* » *des politiciens de Washington, dont les yeux fiévreux et les cheveux en broussailles trahissent le caractère immodéré, montre qu'en dépit de toutes les formules moralisantes, c'est l'intérêt matériel de son pays, bien plus que le souci de la paix, qui le pousse.*

En a-t-il conscience? Ou bien subit-il, sans s'en rendre compte, l'impulsion de forces qu'il ignore? Faut-il taxer une fois de plus d'hypocrisie le puritanisme yankee? Ou, plus simplement, parler d'ignorance et d'étroitesse d'esprit? Quoi qu'il en soit, la base de cet état d'esprit, c'est, l'orgueil : « Quod licet Jovi non licet bovi, » *disait le proverbe latin. Borah, certes, n'est pas Jupiter, mais, en son cœur, le mépris règne pour cette pauvre Europe et surtout pour la France que, semblable en cela à beaucoup de ses compatriotes, il ignore et méconnaît, et qu'il méprise,*

* * *

Le Théâtre : *La crise de la Comédie-Française.*

Qui est responsable de la crise de la Comédie-Française? Sans nul doute, avant tout, l'État. Il impose à la maison un personnel, des mœurs, des principes et des goûts nocifs, et il ne lui donne pas en échange cet appui efficace et éclairé qui justifie aux belles périodes son ingérence protectrice.

Mais d abord, il ne sert de rien de s'en prendre à l'État, monstre

anonyme et insaisissable. Et puis ensuite cette vue philosophique, pour exacte qu'elle soit, ne peut dispenser d'étudier, de juger et au besoin d'agir si l'on est en pouvoir de le faire. Aussi bien l'État a un répondant et un représentant à son image : M. l'administrateur général.

On a dit comment M. Émile Fabre avait reçu par hasard le gouvernement de la Comédie-Française qu'il n'eût pas osé solliciter. Mais à partir de ce moment, il a tout mis en œuvre pour rester dans cette place honorifique et relativement profitable. On dit relativement, l'État paie chichement son délégué. L'administrateur du premier théâtre de France est le seul directeur d'une scène parisienne qui n'ait pas à sa disposition une voiture automobile, et la vedette du théâtre de Grenelle sourirait des émoluments départis à celui qui règne sur les Comédiens-Français.

Mais enfin si M. Fabre tient à sa place, c'est qu'il a ses raisons. Or, pour rester à la tête de la Comédie-Française, il ne faut pas donner à M. le ministre le désir ou l'occasion de se débarrasser de vous. Or, deux solutions sont possibles pour éviter les conflits avec les ministres éphémères : tout céder ou ne rien céder. M. Fabre a résolument opté pour la première de ces méthodes.

Quoi qu'on lui demande du ministère, il dit oui. Actrice inutile à engager, pièce scandaleuse à accepter, entorse ou modification aux règles de la maison dans le sens des volontés des puissants du jour, M. Fabre veut bien. Pourvu qu'on ne lui fasse pas d'histoire et qu'il garde son fauteuil, le reste peut aller au mieux ou au plus mal.

Seulement, à ce petit jeu, il va de soi que les difficultés s'amoncellent. On se figure avoir évité les petites, elles s'en vont se rencontrer pour en composer de grandes. On accorde tous les congés qu'elle veut à l'actrice bien en cour, à la fin de l'année les comédiens en faveur ont gagné de l'argent, mais la Comédie en a perdu. On se retrouve un beau jour nez à nez avec la faillite.

Alors, on essaye de truquer. On n'avoue pas, on cherche à gagner du temps et à boucher les trous. Nous avons dit l'autre jour que depuis quelques années la Comédie ne bouclait son budget qu'avec l'argent qui lui vient des procès perdus par ceux de ses membres qui la quittent. Étrange politique. A propos du procès de M. Luguet, on a raconté comment M. Herriot avait engagé cet acteur à entrer à la Comédie en lui faisant de belles promesses, tout comme à un électeur. Celui-ci avale tout, M. Luguet n'a pas si bon caractère. Déçu, il est parti, on l'a poursuivi, il est condamné. C'est Mme Huguette et lui qui solderont cette année le déficit de la Comédie-Française.

Mais ce sont là des procédés de mauvais payeur. M. Fabre, qui est le mieux placé pour connaître les difficultés qu'il nie, a tenté deux entreprises de plus grand rayon pour conjurer le spectre du déficit. La première de ces opérations a été la mise sur pied de deux vastes tournées officielles, la Comédie-Française se transportant en corps

dans des pays à change riche, Cuba et l'Égypte. Le voyage de la Havane est manqué, mais c'est toujours sur celui du Caire qu'on compte pour éviter l'année prochaine la faillite.

Ce n'est encore que boucher un trou par un autre, et reculer pour mieux sauter. Quand les vedettes seront aux Pyramides, qui jouera à Paris? Les recettes baisseront encore, et le prestige. Le public désapprendra encore un peu plus le chemin de la Comédie.

La seconde combinaison était celle du cinématographe parlant. M. Fabre eût trouvé mirifique de tirer un bénéfice immédiat et de faire vivre pendant trois ans la Comédie-Française d'une invention qui l'eût tuée au bout de dix.

Nous avons assez dit, depuis des années, que les institutions étaient responsables avant les hommes, surtout dans un cas historique complexe. Mais la part de responsabilité de l'administrateur actuel est certaine. Par manque de caractère, il a tout cédé, tout compromis, tout différé, et il subit maintenant le sort de tous ceux qui pèchent par le caractère : il est débordé et il n'a pas d'amis. Ceux mêmes qu'il a obligés, ceux ou celles qui doivent leur carrière à ses complaisances, sont les premiers à le trahir. La disgrâce n'est pas nouvelle, et plus d'un l'a connue avant M. Fabre. Seule une jeune actrice, sentant peut-être qu'elle n'a pas assez de talent pour tenir sous une direction sérieuse, met son influence au service de l'administrateur menacé. Ce n'est pas une très bonne politique, car il n'est jamais prudent de compter, pour traverser les orages, sur les planches pas très solides. Les autres comédiens l'ont bien senti, et le moins qu'on puisse dire est que M. Fabre a rallié contre lui une impressionnante majorité.

Il y avait un autre moyen bien meilleur d'éviter les difficultés avec le ministre. C'était la politique exactement inverse : faire son métier, défendre les comédiens, s'appuyer sur eux, et à la première sommation porter la cause devant eux et attendre. L'administrateur n'aime pas les histoires, les ministres les aiment encore bien moins. Le ministre lui-même, quand l'administrateur lui cède, est obligé de céder à ses collègues, aux députés, à tout le monde. Tandis que s'il peut dire : rien à faire, personne ne l'ennuie et il est tranquille. Ainsi, il y a quelques années, un homme d'expérience qui fondait un grand journal choisit le plus grincheux des critiques pour lui confier la rubrique théâtrale. Quand un auteur l'implore ou qu'un ami lui recommande une actrice, il répond : « Avec un pareil ours, c'est inutile. » Et il a la paix. C'est un malin.

Quelqu'un pourrait-il résister de la sorte au monde politique dans le poste d'administrateur de la Comédie-Française? Les amis de M. Copeau ont pensé que le fondateur du Vieux-Colombier posséderait seul l'autorité et le caractère nécessaires.

*
* *

On a comparé l'attaque portée contre l'administration de la Comédie-Française à celles que les armées menaient les unes contre les autres pendant la guerre. Sous l'effet de la surprise et de l'élan, on emporte la première ligne d'un tel bond qu'on croit avoir percé. Mais l'adversaire organise la défense sur une ligne de repli autrement difficile à enlever.

Ainsi, l'on put croire que M. Fabre serait enlevé d'assaut par l'attaque convergente de tout ce qui fait autorité dans le monde du théâtre (appuyé, comme il en va toujours en pareil cas, d'alliés de qualité douteuse). Mais en tout état de cause le ministre n'eût jamais paru céder tout de suite à une mise en demeure d'une autorité non politique. Dans les circonstances présentes, on a argué qu'on avait d'autres soucis que la Comédie-Française. Le ministre a même fait demander aux adversaires de M. Fabre de cesser leur campagne ; et ceux-ci, braves cœurs, n'ont pas voulu ennuyer un ministre qui ratifiait. Si bien qu'on se demande si les conjurés n'ont pas été joués, et si l'on n'a pas ratifié la gestion Fabre par-dessus le marché.

Mais non : le problème sera demain ce qu'il est aujourd'hui. Le moins qu'on puisse dire est que l'autorité de M. Fabre est ruinée à jamais.

Il a fédéré contre lui, on l'a vu, les écrivains, les amis désintéressés de la Comédie et ses propres comédiens. C'est beaucoup. Même si l'on s'obstine à le maintenir contre vents et marées, de quoi sera-t-il capable en de telles conditions?

Or, on aura beau ergoter et discutailler, il n'est tout de même, en poussant les concessions à l'extrême limite, pas possible de nier que la crise de la Comédie-Française n'est pas un rêve. MM. Boissy, Bidou, Le Grix, Brisson, n'ont pas inventé des noirceurs à plaisir. Les chiffres qu'on a publiés (ou qu'on garde en réserve pour la reprise des hostilités) sont vérifiables. Le moins qu'on puisse dire, en restant modeste, est que la gestion de M. Fabre ne satisfait pas les amateurs ; qu'elle coïncide avec une fâcheuse période financière ; et qu'elle ne crée pas dans la maison le calme, l'entente, la discipline et le labeur dans la bonne volonté.

Alors, si l'on compte que c'est M. Fabre qui sortira des difficultés accumulées par M. Fabre, autant dire qu'on s'en désintéresse. Le moins qu'on puisse dire est qu'il faudrait à la tête de la maison une autorité intacte ; et que celle de M. Fabre ne l'est plus.

C'est pourquoi l'on a mis en avant avec insistance le nom de M. Copeau. Nous avons parlé ici cent fois de ce personnage si remarquable dans le monde du théâtre. Exceptionnel, presque unique par la rencontre des dons de l'intelligence et du caractère, de la culture

et du désintéressement, animé pour l'art dramatique d'une passion exclusive, toutes les circonstances paraissaient réunies en sa faveur. On eût dit que le destin l'avait fait exprès, tout semblait avoir travaillé pour lui. M. Antoine était occupé par le théâtre fondé rue Pigale par M. Rothschild. La campagne de M. Bernstein avait achevé de discréditer M. Gémier. M. Ricou n'a pas fait de très bonnes affaires à l'Opéra-Comique. M. Abram, M. Gheusi, ne sont que des comparses. Personne ne paraissait qui s'imposât, ni un amateur, ni un homme d'affaires.

Au contraire, la retraite volontaire de M. Copeau l'a grandi dans les imaginations. On a senti que la trempe et les ambitions d'un tel homme ne sont pas vulgaires. Il a disparu juste assez longtemps pour se faire désirer, pas assez longtemps pour se faire oublier. Les absents ont quelquefois raison : M. Copeau, en sa solitude mystérieuse, paraissait la seule force intacte, le Cincinnatus de l'art dramatique.

Il n'a pas posé sa candidature, elle a été posée par un groupe d'écrivains parmi lesquels figure l'élite de ceux qui jugent les choses du théâtre. Très indépendant, il n'est accaparé ni compromis par aucun groupe politique. Il est évidemment appelé par le vœu explicite ou implicite des lettrés. Presque tous les comédiens se sont ralliés à sa candidature, par enthousiasme ou par calcul. On a pu écrire qu'il est l'homme de théâtre de qui le prestige est le plus grand en toute l'Europe.

Ceux qui connaissent bien la Comédie-Française et M. Copeau pouvaient se demander si l'homme convenait à l'institution. Il a montré au Vieux-Colombier qu'il est autoritaire et parfois, sur certains points, systématique. Or, une des plus dangereuses erreurs serait de croire qu'une société de comédiens, propriétaires de leur entreprise, peut être menée par une dictature. D'autre part, on sait du reste que le pouvoir de l'administrateur est limité et précaire. Non pas à l'égard des comédiens : de ce côté, ce pouvoir est parfaitement suffisant, il suffirait de le mettre en œuvre. Mais c'est du côté du ministre que vient le danger. Dans les conditions actuelles, l'administrateur est dans la main du ministre. M. Copeau serait-il disposé à accepter de gouverner sans autorité ni indépendance? Le monde politique serait-il disposé à lui abandonner et à lui assurer l'une et l'autre?

Le moins qu'on puisse dire (nous répétons volontairement cette formule) est que M. Copeau n'acceptera certainement pas si on ne lui garantit pas qu'on le laissera tranquille pendant une période à déterminer ; et qu'il ne sera pas très aisé de décider le monde politique à lui accorder ce qu'il demandera nécessairement et raisonnablement. Un ministre qui se pique de bonnes manières se donnerait volontiers l'élégance de nommer M. Copeau. Mais que diront les camarades de cet attentat à la centralisation une et indivisible? M. Copeau

n'a pas d'ennemis dans le monde politique, mais il n'y a pas non plus d'amis. La Béotie n'a pas beaucoup de goût pour Athènes. Si un gouvernement a le courage de nommer M. Copeau, on commencera par être surpris.

Après quoi, il ne restera plus qu'à se demander si l'on sera satisfait. Nous demanderons la permission d'employer à le débattre le dernier loisir de l'été.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

La ratification et la démission de M. Poincaré. — *Les débats sur la ratification des dettes de guerre reprennent, à la Chambre, le 16 juillet. M. Herriot, au nom de l'opposition radicale-socialiste, s'élève contre le projet gouvernemental. M. Briand plaide la reconnaissance que nous devons à l'Amérique. La Chambre, par 304 voix contre 239, repousse une motion Dubois demandant l'ajournement de toute discussion jusqu'à l'acceptation du plan Young par l'Allemagne.*

Le lendemain 17, elle repousse par 350 voix contre 238 une motion socialiste appuyée par les radicaux-socialistes, demandant l'évacuation immédiate de la Rhénanie.

Après un nouveau discours de M. Briand — en l'absence de M. Poincaré, malade — la ratification de notre dette envers les États-Unis est votée par 300 voix contre 292. Celle de notre dette envers l'Angleterre est votée à mains levées. La Chambre vote ensuite à part un projet de loi spécifiant que les charges imposées à la France doivent être couvertes par les sommes que l'Allemagne aura à lui payer au titre du plan Young (21 juillet).

Le Sénat vote à son tour la ratification, par 242 voix contre 30 (26 juillet). Le même jour, un décret de clôture de la session parlementaire est lu brusquement aux deux Chambres, ce qui provoque quelques incidents, et l'on annonce la retraite de M. Poincaré, qui invoque son état de santé et la nécessité où il se trouve de subir une intervention chirurgicale.

C'est M. Aristide Briand qui est chargé de constituer le nouveau cabinet. Il le reforme, avec la totalité des membres du cabinet Poincaré, les radicaux-socialistes pressentis ayant refusé de se prêter à un « élargissement de la majorité vers la gauche. »

La déclaration ministérielle est lue aux deux Chambres, le 31 juillet. Un ordre du jour de confiance est voté, à la Chambre, par 325 voix contre 136.

— L'échéance des stocks américains, qui tombait le 1er août, est ajournée, après entente entre les gouvernements de Paris et de Washington (31 juillet).

L'agitation communiste. — *Devant les intentions des communistes*

pour la journée du 1er août, le gouvernement décide de prendre des mesures de précaution. Des perquisitions et arrestations sont opérées et une instruction est ouverte contre une centaine de militants révolutionnaires pour attentat contre la sûreté intérieure de l'État (23 *juillet*).

Le conflit sino-russe. — *Il ne semble pas que les adversaires en présence aient sérieusement l'intention d'en venir aux mains. La Chine accepte la médiation américaine. La Russie, tout en déclinant l'offre française de médiation, déclare qu'elle ne fera pas appel à la force* (22 *juillet*).

Toutefois, seize gardes blancs capturés par les Russes en Mandchourie sont condamnés à mort et passés par les armes (23 *juillet*).

La prochaine conférence. — *La Yougo-Slavie est mécontente du règlement du plan Young. Elle remet une note à Paris et à Londres et demande à être représentée à la Conférence pour l'aménagement du plan* (22 *juillet*).

— *A la Chambre des Communes, M. Philipp Snowden, chancelier de l'Échiquier, émet également des critiques contre le plan Young et laisse entendre que l'Angleterre ne l'acceptera pas tel quel* (26 *juillet*).

— *Après de longs conciliabules, les puissances se mettent d'accord pour désigner La Haye comme siège de la prochaine conférence qui se réunira sans doute dans les premiers jours d'août. La Belgique, qui émettait des réserves, donne son consentement* (26 *juillet*).

Le pacte Kellogg. — *Le pacte Kellogg, qui met la guerre « hors la loi », entre en vigueur le 25 juillet. A ce propos, MM. Stimson et Briand échangent des télégrammes.*

France. — *M. Walter E. Edge est nommé ambassadeur des États-Unis à Paris* (26 *juillet*).

Empire britannique. — *Lord Lloyd, haut commissaire britannique en Égypte, donne sa démission, à la demande du cabinet travailliste* (25 *juillet*).

— *Commencement de la grève de l'industrie du coton, provoquée par le refus des ouvriers filateurs d'accepter une réduction de salaires. Elle entraîne le chômage de 500 000 ouvriers* (29 *juillet*).

Le désarmement naval. — *MM. Hoover et Ramsay-Macdonald font d'importantes déclarations concernant le problème du désarmement naval. Ils affirment la nécessité de réduire les armements et d'établir la parité* (26 *juillet*). *M. Hoover est favorable à la réunion d'une conférence en novembre prochain.*

Allemagne. — *On découvre, dans un quartier de Berlin, un dépôt de cent mille bouteilles de gaz lacrymogènes enterrées* (29 *juillet*).

— *Une usine de produits chimiques fait explosion à Mondach* (29 *juillet*).

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929 38382.